

PRT-ERP

ORGANISATION ET LUTTE ARMÉE
EN ARGENTINE

**Contradiction
Éditions**



TABLE DE MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PRT-ERP

ORGANISATION ET LUTTE ARMÉE EN ARGENTINE.....	13
---	----

LE PARTI MARXISTE LÉNINISTE

ERNESTO CHE GUEVARA (1963)	161
----------------------------------	-----

POURQUOI NOUS NOUS SOMMES SÉPARÉS DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

MARIO ROBERTO SANTUCHO, (1973).....	173
-------------------------------------	-----

MÉTHODE ET POLITIQUES

MARIO ROBERTO SANTUCHO, EL COMBATIENTE, (1975).....	191
--	-----

INTRODUCTION

Le continent sud et centre-américain a apporté une contribution remarquable au mouvement révolutionnaire, tant en théorie qu'en action: de Torres à Guevara, de Castro à Guzmán, de Mariategui à Marighella...

Le mouvement révolutionnaire latino-américain a tenté, dans son contexte, de trouver une application du marxisme. Il n'y a pas de lien direct entre les différentes expériences : les maoïstes péruviens du Sendero Luminoso ont agi dans un contexte très différent de celui des "barbudos" cubains, les formes de guérilla urbaine des tupamaros uruguayens étaient différentes de l'action militaire des sandinistes au Nicaragua. Néanmoins, ces expériences démontrent l'extrême richesse du mouvement révolutionnaire latino-américain.

Le continent latino-américain a été et est toujours un laboratoire important pour la gauche prolétarienne et communiste internationale. L'Argentine, même récemment (crise de 2000), a produit d'impressionnants mouvements de lutte urbaine, avec des formes d'organisation sans précédent comme le *movimiento piquetero* (coordination de ligues de chômeurs et de travailleurs précaires dans les quartiers). En Colombie, au Mexique et au Paraguay, des organisations de guérilla armée d'inspiration marxiste sont actives. Au Venezuela, il existe un puissant mouvement communiste organisé. Au Brésil, il existe une vaste gauche

révolutionnaire capable d'organiser différents secteurs sociaux en dehors de la logique parlementaire bourgeoise.

Le livre a pour cadre géographique l'Argentine, l'un des pays où le contexte urbain et industriel a été le plus incisif. Comme beaucoup d'autres pays d'Amérique latine, l'Argentine a connu des phases de dictature "directe" de la part de sa bourgeoisie locale et de l'impérialisme américain.

En plus d'être un pays avec une forte tradition de gauche dans le mouvement ouvrier (socialiste, anarchiste puis communiste), l'Argentine a connu un fort mouvement populiste nationaliste mené par la figure de Peron.

Peron était, pour le "bien" et surtout pour le "mal", le principal modèle du nationalisme "anti-impérialiste" sud-américain. La figure de Peron et de sa compagne Evita est entrée dans la légende populaire en Argentine. La trajectoire politique de Peron a été ambiguë et fortement axée sur la défense des intérêts des classes bourgeoises argentines. Sur le plan international, son anti-impérialisme et son anti-américanisme n'ont pas empêché le dirigeant argentin de trouver dans la figure du caudillo espagnol Francisco Franco un modèle politique...

Plus récemment, l'Amérique du Sud a proposé de nouveaux modèles d'anti-impérialisme, comme dans le cas du Vénézuélien Chavez, un "nationaliste démocratique" qui considérait le socialisme comme une option possible. On a parlé en Amérique du Sud d'un socialisme du 21^e siècle, bien que les aspirations de ce "courant" n'aillent pas au-delà des intentions et d'un "humanisme" générique, elles représentaient un plan de rupture par rapport au pouvoir écrasant de l'idéologie dominante de 2000.

L'histoire du PRT-ERP part de ces prémisses. Une petite organisation trotskiste de gauche, marginalisée dans la gauche argentine des années 1960, qui s'est transformée et confrontée à son propre contexte na-

tional, est devenue l'une des principales expériences du mouvement communiste de guérilla en Amérique du Sud à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

Les facteurs déterminants de la transformation du PRT-ERP ont été nombreux. Parmi les principaux, nous pouvons en citer trois :

1) Comme tous les groupes trotskistes, tout en gardant au centre la question ouvrière, l'action est réduite à être un courant de gauche dans le mouvement syndical. Elle conçoit le processus révolutionnaire selon le schéma en deux étapes, la construction des forces puis l'insurrection. Où l'insurrection coïncide avec une re-proposition syndicaliste révolutionnaire de la grève générale.

Ce schéma justifiait l'absence de toute stratégie, tactique et préparation militaire de la part du groupe. Le PRT-ERP a rompu avec ce schéma et a expérimenté des formes d'action et de préparation armées, tout en gardant la question ouvrière au centre.

2) La rupture avec la IV^e Internationale, ce qui signifie pour le PRT de rompre non pas avec l'un des nombreux courants trotskistes internationaux mais avec le trotskisme lui-même, en rejetant les cages interprétatives de Trotsky : (révolution permanente, rejet du socialisme dans un seul pays, analyse de la bureaucratie, la question paysanne).

3) La confrontation directe avec les expériences cubaine et vietnamite, et l'application du marxisme-léninisme. La capacité de combiner le marxisme, le programme communiste, dans le contexte spécifique argentin.

La trajectoire du PRT-ERP était pleine d'erreurs, de la surestimation des rapports de force entre les classes en Argentine jusqu'à l'incapacité de se donner des formes adéquates de lutte contre les stratégies de la contre-révolution. L'Argentine a représenté au début des années 1970 un véritable laboratoire pour la contre-révolution, par l'utilisation de

multiples formes : de l'anéantissement physique des opposants à la destruction du bassin social capable de régénérer le mouvement révolutionnaire.

Cependant, le PRT-ERP a été l'une des principales expériences d'organisation de guérilla communiste, dans un contexte urbain et ouvrier, non seulement en Amérique du Sud mais aussi au niveau international. Leur histoire est celle d'un parti ouvrier et prolétarien enraciné dans les quartiers, dans les usines, capable d'intervenir dans différents contextes sociaux et politiques et disposant d'une structure militaire propre. Le PRT-ERP plaçait la question du parti avant toute autre chose et était capable, dans les limites de ses forces, de stimuler un travail organisationnel de coordination entre les organisations de guérilla en Amérique du Sud.

Il y a eu et il y a encore une myriade de groupes qui se disent révolutionnaires, mais qui ne vont pas au-delà des déclarations grandiloquentes. Le style "extrémiste" de leur prose n'offre rien sur le terrain de l'expérimentation. Utiliser le marxisme, et donc avoir une méthode scientifique, revient à expérimenter et à tirer des bilans. Les erreurs sont inévitables pour tous ceux qui expérimentent des formes concrètes d'action, et cela ne doit pas faire peur.

L'intérêt d'étudier cette expérience n'est pas tant lié à la solidarité dans le temps qui lie les différentes générations de camarades à la mémoire de leur sacrifice, mais à la capacité de cette organisation à se concentrer sur la relation entre travail légal et illégal, entre enracinement de masse et construction de l'organisation révolutionnaire, pour tenter d'offrir une perspective spécifique au mouvement populaire de lutte en Argentine. Prenons par exemple la forte référence des camarades argentins de la PRT-ERP à la figure de Guevara et à l'expérience castriste, qui ne se transforme jamais en une re-proposition idiote des mêmes stratégies. La même utilisation du programme militaire vietnamien est filtrée dans la situation argentine.

Ecrire un livre sur le PRT-ERP, c'est aussi parler de sa rupture avec le trotskisme et la "prose révolutionnaire" du gauchisme. Cela permet indirectement de dresser un premier bilan de ce que sont aujourd'hui le trotskisme et le gauchisme.

Le trotskisme, mouvement qui se réfère à la figure de Lev Trotsky, est historiquement présent en France et représente l'une des composantes de la gauche française¹.

Ce mouvement est né comme l'expression d'une dissidence interne au sein du parti bolchevique en Russie, dans le cadre du conflit qui a éclaté au milieu des années 1920 à propos de la trajectoire de la Russie soviétique et du mouvement communiste international.

Le trotskisme s'est proclamé force de gauche du mouvement communiste international, même s'il opérait principalement au sein du mouvement socialiste-démocrate.

Trotsky et ses épigones ont cependant toujours nié l'existence du "trotskisme". Ils se déclarent les fidèles disciples de Lénine. Selon eux, les "staliniens" ont inventé ce terme pour désigner une prétendue théorie de Trotsky afin d'en faire la cible de leurs attaques, dirigées en réalité contre la révolution en URSS et dans le monde.

Trotsky a toujours insisté sur le fait que ses conceptions politiques étaient "orthodoxes" et "fidèles" au marxisme. Sa conception de la révolution permanente est évoquée par Marx et Lénine (Thèses d'avril). La révolution permanente trotskiste s'avère cependant une thèse incapable d'aborder le nœud lié aux temps de la lutte des classes, c'est-à-dire de mettre en relation la "norme" et l'"état d'exception". Le processus révolutionnaire, et notamment son explosion, est un "état d'exception", et ne peut être une norme. Diluer le concept de révolution à "tout", c'est ne pas aborder les contradictions liées au moment de la lutte des classes et aux différents aspects de la lutte politique (préparation, ac-

¹ Le principal dirigeant de la gauche française, Melenchon, est issu d'un des courants trotskystes, le lambertisme.

tion, approvisionnement, ancrage, transition), et plus généralement à l'inévitable malléabilité des tactiques dans la guerre des classes.

Certains éléments trotskistes, notamment Isaac Deutscher et Alfred Rosmer, affirment qu'il n'y a pas de différence entre la révolution permanente de leur maître et la révolution ininterrompue par étapes de Mao. Deutscher insiste sur l'attachement de Trotsky au "marxisme classique".

Cependant, il ne faut pas confondre la défense du marxisme avec un dogmatisme qui conduit à tomber dans l'empirisme, autorisant ainsi toutes les solutions possibles et donc tous les "virages" théoriques. Boukharine écrivait de Troski qu'il "excellait (...) à tracer des perspectives révolutionnaires générales". Ses talents de théoricien s'arrêtent en fait là. Contrairement à Lénine et Mao, il n'a jamais su analyser une situation dans sa spécificité, déterminer la contradiction principale et le mot d'ordre principal. N'ayant pas su identifier les lois de la révolution au sein d'une formation sociale en appliquant les principes universels du matérialisme historique dans la pratique de la lutte des classes, son apport à cette science est nul. D'ailleurs, ses quelques "idées" originales ne sont pas les siennes, puisqu'il a surtout vulgarisé celles des autres.

Pour toutes ces raisons, on peut parler du trotskisme comme d'un courant idéologique mais difficilement comme d'un corps de doctrine et pas du tout comme d'un "guide pour l'action".

Au niveau international, le trotskisme a souvent utilisé la pire propagande anticommuniste occidentale. Pour des raisons différentes, les uns (les trotskistes) et les autres (la gauche réformiste occidentale) ont propagé l'idée que les partis communistes n'étaient que des marionnettes manipulées par Moscou et Staline, à l'origine de tous les maux. L'un des arguments les plus curieux des apologistes de Trotsky consiste à comparer l'écrivain brillant qui était leur idole à l'autodidacte Staline, au style lourd et disgracieux, pour en conclure que le second ne pouvait avoir raison contre le premier. Comme si la validité, dans la science

marxiste, était une question de talent littéraire. Cette conception traverse comme un fil noir toutes les pages de la biographie de Trotsky écrite par Isaac Deutscher.

Trotsky n'a pas su concevoir le lien entre la théorie et la pratique. Le résultat (ses articles), s'il a parfois l'éclat du verre, en a aussi la fragilité.

Son style et sa vaste culture lui ont fait croire que ses idées étaient tout aussi profondes et solides. Très souvent chez lui, la juxtaposition mécanique remplaçait l'analyse rationnelle et la rhétorique remplaçait la pensée concrète. Trotsky était doté d'un grand talent. Brillant publiciste, orateur plein de verve, organisateur de l'Armée rouge, il a rendu de grands services à la révolution dès son adhésion au parti bolchevique. Le revers de la médaille, c'est son extrême individualisme, son orgueil, son arrogance et le fait que la rigueur de sa pensée était celle d'un juriste et non celle d'un théoricien qui tirait sa force de son lien avec les masses et de sa capacité à les diriger.

Ses ouvrages les plus connus, *Nouveau cours*, *La révolution trahie* et *La révolution permanente*, sont des réquisitoires habiles et brillants "pro domo sua", mais d'un intérêt limité puisqu'ils montrent, au mieux, qu'une partie des critiques qui lui ont été adressées n'étaient pas fondées. En effet, tout ce qu'il a dit dans sa polémique contre Staline n'était pas faux. Mais il s'est trompé sur l'essentiel. Son rival possédait sur lui un avantage décisif, qui apparaît lorsqu'on compare leurs contributions respectives au débat : il était un léniniste, un dirigeant révolutionnaire ; Trotsky était un révolutionnaire "classique" qui a survécu dans un monde postclassique, comme l'a dit son biographe.

Quand on dit que Staline était léniniste, cela signifie que, quelles que soient ses erreurs, il a essayé de tracer une ligne d'action concrète dans un contexte spécifique, l'encerclement de l'URSS, le développement du mouvement communiste sur une base internationale et la vague anti-coloniale. Ces vieilles controverses n'auraient qu'un intérêt historique, si les trotskistes n'y puisaient pas une partie de leur argumentation, en-

core aujourd'hui, pour justifier leur existence².

Le trotskisme en France est divisé en plusieurs organisations : du pôle "lambertiste" ³, aujourd'hui divisé en plusieurs partis et présent principalement comme courant dans le monde syndical, à Lutte Ouvrière, le plus visible des partis trotskystes aujourd'hui. Il est très actif lors des campagnes électorales et organisé par des groupes sur le lieu de travail. LO maintient une vision fortement "statique" du mouvement ouvrier, considéré uniquement comme "occupé" dans l'industrie.

Il existe également une galaxie post-trotskiste, qui va du NPA, les anciens membres de la Quatrième Internationale, aujourd'hui partisans d'un parti "large" et "alternatif", à ceux de Révolution Permanente, la nouveauté de ces toutes dernières années au sein du gauchisme français.

RP est très actif en matière de propagande, notamment dans le secteur de la jeunesse étudiante. C'est certainement l'organisation la plus active et la plus dynamique qui se réfère "indirectement" au trotskisme en France aujourd'hui. RP tente de couvrir un vide qui existe dans la gauche française et en particulier dans les composantes de la jeunesse.

Les secteurs de la jeunesse de la gauche en France aujourd'hui sont, de manière approximative, divisés en 3-4 secteurs.

Nous avons la Jeunesse Communiste, complètement atomisée au niveau local et fortement sclérosée en termes de perspective politique. Les secteurs autonomes-antifa, mélange de néo-anarchisme et de nostalgie identitaire, qui représentent plus une "contre-culture" qu'un espace politique. Il existe d'autres secteurs "jeunes", on pense par exemple à

²Pour une critique du trotskysme en termes théoriques, nous nous référons à deux textes qui diffèrent par leur approche et leur positionnement politique mais qui identifient les limites du trotskysme. Le premier est celui de Kostas Mavrakis, 'Du Trotskysme'. Problèmes de théorie et d'Histoire, Maspero, 1971. Le livre de Mavrakis, à l'époque proche des positions de la gauche prolétarienne, est une critique maoïste du trotskysme. Le deuxième document est le recueil de 1972 de Programme Communiste : Le trotskisme. Programme Communiste était l'une des revues les plus influentes liées à la gauche communiste dite "italienne", parce qu'elle était liée aux positions du parti communiste italien en 1921.

³ Qui provient de Pierre Boussel (1920-2008) alias Pierre Lambert.

l'activisme écologique, ou aux réseaux de jeunes “maoïstes” et “communistes libertaire”. Il s'agit cependant de phénomènes trop partiels (mouvement écologiste) ou limités (espace néo-maoïste et communiste libertaire) pour représenter un phénomène social et culturel.

Dans ce contexte, Révolution Permanente cherche à offrir un contenant organisationnel à tous les jeunes qui veulent intervenir, agir, au-delà des scénarios et des positionnements politiques actuels en France. Cependant, la “montagne a accouché d'une souris”. Les positions, les pratiques de RP reprennent toutes les limites de l'ancien gauchisme, un extrémisme verbal à côté d'un modératisme et d'un conformisme politique.

Cette attitude n'est pas seulement liée à l'ancien trotskisme, de son oscillation entre extrémisme et conformisme (se ranger du côté du plus fort), mais elle est aussi liée à la soumission à la “pensée faible”, à l'incapacité de rêver, d'émettre des hypothèses et d'expérimenter des formes d'organisation et d'action adéquates, de poser la question des rapports de force.... Le problème n'est pas de faire de l'hégémonie, de diriger des mouvements, d'essayer de contrôler une assemblée, mais de le faire uniquement pour la propagande, sans avoir de plan concret pour développer l'autonomie prolétarienne. L'analyse du contexte métropolitain et impérialiste est totalement absente (“le retour de l'impérialisme français” 2023), ce qui rend l'expérience RP déconnectée des dynamiques réelles qui se développent inévitablement dans les territoires. Il existe une approche “révolutionnaire” ancienne et classique, liée à une vision mythologique et anhistorique de la lutte des classes. Le mythe de la grève générale insurrectionnelle, l'accumulation “pacifique” des forces, et une myopie totale sur les stratégies contre-révolutionnaires.

L'appel à la “révolution permanente”, l'un des mots d'ordre les plus fascinants mais les moins concrets du trotskisme, renvoie ainsi davantage à l'activisme étudiant qu'au travail militant des communistes.

Publier un livre sur le PRT-ERP, c'est se confronter à une organisation

qui s'est débarrassée du trotskisme et du gauchisme lui-même. Un Parti qui a tenté d'affronter la réalité de manière directe et brutale. Le bilan était certes négatif, non seulement par rapport à la contre-révolution (la quasi-totalité de la direction du Parti a été éliminée par l'armée et la police argentine), mais aussi par rapport à l'inexpérience et à la surestimation de la force de la classe et du contexte international dans lequel il a agi. Cependant, il s'agissait d'une tentative concrète qui a permis de se débarrasser de l'action lente et monotone des groupes d'extrême gauche, où l'on justifie l'impuissance en se cachant derrière l'idéologie et l'identité.

Mais ce n'est pas tout... le PRT-ERP est la tentative pragmatique de poser la question du programme militaire, qui va bien au-delà de la poursuite simpliste et émotionnelle de la violence et de l'action directe. Les éléments politiques et militaires ont fusionné dans le PRT-ERP, ce qui signifie discipline, sacrifice, organisation, compétences, spécialisation, et plus généralement l'utilisation de la tactique et de la stratégie dans la lutte des classes.

Lire l'histoire du PRT-ERP argentin, c'est se confronter à des communistes qui ont tenté de rompre avec le conformisme et l'immobilisme, en essayant dans leur contexte de se donner des formes appropriées de lutte.

— Contradiction Éditions —



PRT-ERP

Organisation et lutte armée en Argentine

Parmi les expériences de guérilla du continent latino-américain, celle du PRT-ERP en Argentine, qui s'est développée de 1970 à 1977 fut l'une des plus importantes et des plus contradictoires, atteignant des niveaux très élevés de confrontation armée et une capacité d'organisation considérable. Organisation à l'évolution politique particulière (trotskisme, guévarisme, marxisme-léninisme), elle offrit une approche originale de la question de la lutte armée "urbaine" et du rôle des communistes dans le processus révolutionnaire.

La période allant de la Seconde Guerre mondiale à 1952 a été dominée en Argentine par la première présidence de Juan Domingo Peron. C'était là une phase de stabilité économique et de prospérité, favorisée par les excédents commerciaux enregistrés pendant la guerre et la vente de céréales et de viande à l'Europe après la guerre, ainsi que par le capital accumulé au cours de la "décennie infâme" des années 1930, qui avait imposé des niveaux d'exploitation très élevés. Peron a ainsi pu mettre en œuvre une série de réformes sociales et une politique populiste qui a marqué la population et l'a légitimé, donnant un caractère particulier à la scène politique argentine.

Le gouvernement de Peron était indubitablement lié aux principales factions de la bourgeoisie, tout en maintenant un réel équilibre social, et se plaçait sur la scène internationale à distance de tous les blocs (USA-UR-SS), en développant un anti-impérialisme populiste contradictoire ¹.

Après 1952, cependant, commença une phase de crise économique et sociale, gouvernée par une alternance de systèmes parlementaires et de juntas militaires, en présence d'un mouvement de classe populaire croissant, qui s'exprima de plus en plus également sous des formes armées et dura jusqu'au coup d'État de mars 1976.

Les origines du PRT (Partido Revolucionario de los Trabajadores) remontent à 1961, avec le FRIP (Frente Revolucionario Indoamericano Popular), un groupe fondé par les frères Santucho (Francisco René, Oscar Asdrubal et Mario Roberto), influencé par l'ARPA (Alianza Popular Revolucionaria Americana) péruvienne, le communiste péruvien José Carlos Mariategui et d'autres penseurs nationalistes latino-américains, ainsi que par la révolution cubaine. Il s'agissait d'une organisation d'étudiants et de travailleurs du nord-est, effectuant un travail de masse à Santiago et à Tucumán, parmi les travailleurs du secteur sucrier et dans les bidonvilles.

En 1963, le FRIP forme un front uni avec Palabra Obrera, une organisation trotskiste d'étudiants et d'ouvriers de l'industrie, présente à Rosario, Tucumán, Buenos Aires et Cordoba, également liée à la résistance péroniste (Peron avait été renversé par un coup d'État en 1955) et dirigée par Nahuel Moreno².

L'objectif du Front uni est alors de construire un parti ouvrier révolutionnaire. Les deux groupes s'accordent sur le rôle de la lutte armée comme seul moyen viable de prendre le pouvoir, mais ils considèrent

¹ Cela ne l'a pas empêché de toujours entretenir d'excellentes relations avec le dictateur fasciste espagnol Francisco Franco. L'Argentine de Peron a accueilli de nombreux dirigeants fascistes allemands et italiens.

² Nahuel Moreno (Hugo Miguel Bressano) (1924-1987) Dirigeant trotskiste argentin. Personnage controversé, il a participé activement au mouvement trotskiste international et à la gauche argentine. Il a fondé plusieurs organisations et partis de gauche, dont Palabra Obrera, PRT, PRT-La verdad, PST.

qu'il faut d'abord construire un parti révolutionnaire aux effectifs limités. A cette époque, en Argentine, les différentes avant-gardes politiques de l'extrême gauche discutent de la manière d'entamer la lutte armée ; des courants "foquistes"³ prolifèrent, comme celui du groupe d'Angel Bengochea⁴.

Le Front entame alors un travail organique à Tucuman sur la base du travail antérieur réalisé par les deux groupes. Il privilégie le prolétariat industriel travaillant dans les industries sucrières qui, depuis 1961, avait été le protagoniste de grandes mobilisations, provoquées par la crise de l'industrie sucrière, l'amenant à être l'avant-garde incontestée de la classe ouvrière argentine. Cette lutte, qui débuta sur le terrain syndical, prit un contenu politique, notamment grâce au futur PRT.

Le PRT est fondé le 25 mai 1965, date de son premier congrès, par la fusion du FRIP et de Palabra Obrera. Au total, le PRT compte alors environ 150 militants. Mais très vite, une bataille politique s'engage entre ceux du Nord (Santucho⁵) et la conception de Moreno d'une "CGT (syndicat argentin) comme seul espace politique possible" ; Santucho est alors minoritaire par rapport à la ligne stratégique de Moreno (il en devient le secrétaire), qui repose sur le schéma : série de grèves victorieuses, grève générale, insurrection. Mais Santucho tente d'utiliser Palabra Obrera pour étendre au niveau national l'expérience régionale du FRIP, axé sur la lutte armée par la guérilla. Dans cette première phase, cependant, l'ERP de Moreno a mené des grèves, des occupations d'usines, des violences de rue et des prises d'otages.

3 Théorie du feu, formulée par Ernesto Che Guevara et, quoique de manière différente (dans un contexte urbain), par le communiste brésilien Carlos Marighella.

4 Leader étudiant, militant syndical, militant de Palabra Obrera, l'un des précurseurs de la lutte armée en Argentine. Il quitte Palabra Obrera pour fonder le groupe armé Fuerzas Armadas de la Revolucion Nacional (FARN). Il est mort le 21 juillet 1964 avec quatre autres militants dans l'explosion qui s'est produite (probablement lors de la manipulation d'explosifs) au premier étage de l'appartement où ils vivaient à Buenos Aires. Explosion qui a provoqué l'effondrement d'un immeuble de trois étages.

5 Mario Roberto Santucho (1936-1976), a participé activement à l'organisation politique du FRIP (Frente Revolucionario Indoamericano Popular). Parmi les fondateurs du PRT, dont il devient secrétaire général et dirigeant incontesté en 1970. Combattant au sein de l'Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP). Il est l'un des promoteurs de la JCR (Junta de Coordinación Revolucionaria), organisation internationale regroupant le PRT (Argentine), l'ELN (Bolivie), le MIR (Chili) et le MLN-Tupamaros (Uruguay). Il est mort lors d'un échange de tirs avec des soldats de l'armée argentine.

En 1966, la contre-offensive capitaliste contre la lutte armée de gauche et les mobilisations populaires en Amérique latine (coup d'État brésilien en 1964 et invasion américaine de Saint-Domingue en 1965) prend forme en Argentine, avec le coup d'État de Juan Carlos Onganía⁶. Ce coup d'État représente un saut qualitatif pour le continent latino-américain lui-même, déclenchant une violence ouverte contre les masses.

Les luttes du prolétariat argentin avaient en effet atteint un niveau élevé, avec l'occupation d'usines, des grèves générales, allant jusqu'à une tentative de guérilla rurale qui, bien que rapidement détruite, avait été accueillie avec sympathie par la population. Le "parti militaire" argentin a réagit en opprimant toutes les libertés démocratiques, adoptant une loi anticommuniste stricte et exerçant une répression violente contre l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire, en interdisant les syndicats, en emprisonnant des dirigeants et des militants, en ordonnant des tirs à l'aveugle contre les manifestations et en faisant plusieurs morts. Dans les premiers mois, avec des méthodes de guerre civile, les principales grèves des étudiants, des travailleurs du sucre, des dockers.... ont été attaquées.

Avec l'avènement du général Onganía, une lutte s'ouvre au sein de l'ERP sur la manière de faire face à la dictature. À cette époque, un groupe de travailleurs avait rejoint la Régionale de Tucumán (l'organe régional du PRT) qui joua un rôle important dans cette lutte politique et dans l'avenir de ce parti. A Tucumán, il y avait trois secteurs sociaux exploités par le même groupe économique : les travailleurs du sucre, les travailleurs agricoles salariés et les petits paysans des plantations de canne ; et comme nous l'avons vu, ils avaient une forte tradition de lutte. Et c'est à Tucumán que, après la défaite des dockers à Buenos Aires, ont eu lieu les premières actions de masse énergiques contre la dictature d'Onganía. Les avant-gardes de cette lutte, qui avaient d'abord recouru à la lutte pacifique, avec des grèves et la participation aux élections, puis

⁶ Juan Carlos Onganía Carballo (1914-1995) était un général et un homme politique argentin. Il a été président de l'Argentine du 29 juin 1966 au 8 juin 1970, à la suite d'un coup d'État contre Arturo Umberto Illia.

avaient occupé les usines, se tournèrent, après avoir épuisé toutes les voies légales, vers la lutte armée et la guerre révolutionnaire. La question de la lutte armée a été placée au centre du PRT non pas par des étudiants et des intellectuels révolutionnaires influencés par les expériences révolutionnaires d'autres pays, mais par l'expérience directe de ces avant-gardes ouvrières.

En janvier 1967, poussés par leur base ouvrière, les dirigeants de la région de Tucuman demandent à la direction nationale d'adopter la ligne de la lutte armée, centrée sur la guérilla rurale à Tucuman. La majorité des dirigeants du centre et de la droite s'y opposent d'abord, puis rejoignent Moreno, qui ne rejette pas la guérilla "en théorie", bien qu'il ne la considère pas comme le début d'une guerre révolutionnaire prolongée, mais comme un élément de pression dans le cadre d'une stratégie spontanéiste.

Ainsi, en 1967, lorsque le courant de gauche du Santucho, connu sous le nom de "léninistes", adopte progressivement le point de vue de la guerre révolutionnaire, la bataille interne au sein du PRT commence.

L'aggravation des contradictions sociales affecte le parti au niveau national et la ligne de la Régionale de Tucuman commence à se répercuter sur l'ensemble du parti, sur les militants et les cadres ouvriers des différentes régions. Une partie des intellectuels révolutionnaires adopte également des positions similaires à celles proposées par la base ouvrière de Tucuman, notamment sous l'impulsion de la jeunesse.

Alors que la gauche prend les premières mesures pratiques de préparation à la guerre, Nahuel Moreno, craignant qu'avec la dictature le processus ne soit irréversible, impose une rupture au sein du parti. La mort du Che (Ernesto Guevara) accélère encore l'affrontement entre le syndicalisme de Moreno et le guévarisme de Santucho, et le PRT se scinde en deux : le PRT El Combatiente lié aux positions de Santucho et le PRT La verdad de Moreno, qui s'aplatit autour de l'action syndicale comme une fin en soi.

En février 1968 se tient le quatrième congrès du PRT, où la ligne révolutionnaire pousse à transformer le parti d'un club de propagande menant principalement des activités syndicales, en un "parti de combat", en insistant sur la dimension politico-militaire. Lors du congrès, elle critique l'économisme et l'insurrectionnalisme⁷, en prenant comme référence la révolution cubaine et en particulier la réunion de l'OLAS⁸ de 1967 à La Havane, qui avait défini les lignes fondamentales du mouvement révolutionnaire latino-américain : une dimension continentale, le recours inévitable à la lutte armée et la perspective socialiste. Le PRT affirme également la thèse selon laquelle la contradiction principale se situe entre l'impérialisme et la bourgeoisie locale, d'une part, et la classe ouvrière et les pauvres des villes et des campagnes, d'autre part. Le prolétariat de Tucuman, en particulier, était considéré comme l'avant-garde du prolétariat argentin à ce stade. La stratégie choisie était celle d'une guerre civile révolutionnaire, suivie d'une guerre nationale anti-impérialiste, provoquée par l'inévitable intervention américaine, à laquelle une partie de la bourgeoisie locale se joindrait également. On prétendait également que c'étaient les conditions objectives qui déterminaient le début de la lutte armée, même dans une phase de retard des masses : "La guerre a déjà commencé", disait-on. Cependant, l'idée selon laquelle la guérilla se déroulerait essentiellement dans la "montagne" continuait de dominer, la ville étant le soutien mais non le pivot de la lutte armée.

L'identité de l'ERP était substantiellement nouvelle, en dehors des schémas classiques, même si formellement il y avait encore un lien avec

7 Penser qu'il y a un temps x pour la révolution et qu'il s'agit d'une catharsis imparable... Nous avons volontairement schématisé les positions liées à l'insurrection, théorie beaucoup plus complexe bien sûr. Mais ces deux points représentent bien l'écran de fumée sous lequel se cache la passivité des groupes d'extrême gauche face au problème militaire...

8 Organización Latinoamericana de Solidaridad, est une organisation créée en août 1967 à Cuba à l'initiative du président chilien de l'époque, Salvador Allende. Elle regroupe divers mouvements révolutionnaires et anti-impérialistes d'Amérique latine qui partagent plus ou moins les propositions stratégiques de la révolution cubaine. La devise de l'organisation était "Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution". Cependant, la mort de Che Guevara en Bolivie quelques semaines après la conférence a contrecarré le projet de l'organisation de coordonner les pays andins avec les différents mouvements de guérilla existants et d'en créer de nouveaux, rendant ainsi impossible la réalisation de l'objectif proposé. Dans les années 70, l'OLAS est devenu un centre de diffusion des luttes sans réelle capacité de coordination.

la Quatrième Internationale trotskiste (qui n’a été rompu qu’en 1973), et tous ceux qui venaient de Palabra Obrera avaient été formés dans le trotskisme ; elle valorisait avant tout la stratégie pour le pouvoir et la lutte armée, indiquée en général par le marxisme à travers Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Mao et Castro.

La position généralement négative à l’égard de la bourgeoisie nationale, habituellement assimilée au trotskisme, était en fait, comme nous l’avons vu, propre aux révolutionnaires latino-américains à ce stade : il ne fallait pas créer d’attentes à son égard, car elle n’était pas anticapitaliste, comme le pensaient les partis communistes officiels latino-américains⁹ et les nationalistes. L’expérience de la révolution cubaine avait enseigné que la bourgeoisie nationale, après une participation timide à la lutte contre Batista, était passée à la contre-révolution armée, soutenant directement les intérêts américains.

Le quatrième congrès, au cours duquel le parti adopte pour la première fois un concept et une stratégie de lutte armée, marque le début du processus qui aboutira à la création, lors du cinquième congrès de la PRT, de l’Armée révolutionnaire du peuple (ERP Ejército Revolucionario del Pueblo).

S’ouvre alors une période d’intense activité militaire, dite “période embryonnaire”. Un groupe se rend à Cuba pour y suivre une formation militaire et, à son retour, mène ses premières actions armées, tandis que d’autres s’entraînent. En 1969, la véritable phase de la lutte armée a commencé, comme le rappelle Daniel De Santis¹⁰, en construisant une force militaire dans le feu du combat. On n’apprend la “guerre” qu’en la faisant.

Une interview de l’ERP en 1970, publiée dans *Cristianismo y Revolución*, décrit ce parcours de 1968 à 1970 comme suit :

⁹ Partis communistes liés à l’URSS

¹⁰ Daniel de Santis, dans l’ERP depuis 1971, membre du Comité central depuis juillet 1975. Avec l’aile gauche du PRT-ERP, il a combattu au Nicaragua après la défaite du PRT-ERP en Argentine.

“... Au cours de ces deux années, le parti avance confusément mais fermement : il incorpore l’expérience de la révolution continentale de la décennie des années 60, il incorpore et discute les principes du “maoïsme” et la proposition du “Marighellisme”¹¹ et des “tupamaros”¹² : ce qui indique une radicalisation permanente. En même temps, sur le terrain de la pratique (...) les actions de toutes sortes ne sont pas signées (expropriations, fourniture d’armes...) (...) Les arrestations à Tucuman en soutien à la grève générale avec des actions violentes et les actions à Rosario contre des détachements de police, montrent cette volonté de lutte”.

Le PRT a également organisé les premières actions d’évasion de prisonniers. Les premières actions ont été menées à Rosario. Stimulés par le “Rosariazo” (les luttes qui ont éclaté dans cette ville), les militants du PRT de Rosario ont mené les premières opérations urbaines, des assauts contre des banques, la récupération de mitrailleuses, la prise de locaux de la police et l’assaut d’un train. Les actions sont signées “commandos” (par exemple “Commandos Che Guevara”), car le nom de l’armée populaire n’a pas encore été décidé. Cependant, la majeure partie du comité central du PRT continuait à freiner ce type d’activités, dont les protagonistes étaient les militants les plus proches de Santucho.

En général, le travail politique était encore embryonnaire, il y avait des cellules parmi les travailleurs du sucre à Tucuman et dans la province de Jujuy, et le travail se faisait aussi lentement dans d’autres réalités et régions, dans les luttes de Santiago del Estero, les étudiants et les travailleurs de Cordoba et les étudiants de l’université de Rosario. Les premières cellules du FATRAC (Frente Antimperialista de Trabajadores de la Cultura) se sont également formées à Buenos Aires, Rosario et La Plata. Le FATRAC était un organisme créé par le PRT,

11 Carlos Marighella (1911-1969) était un communiste révolutionnaire brésilien, assassiné pendant la dictature militaire brésilienne. Il est connu pour son livre *Small Manual of Urban Guerrilla Warfare* (Manual do Guerrilheiro Urbano, 1969), un recueil de tactiques et de stratégies de guérilla révolutionnaire dans des contextes urbains.

12 Les Tupamaros, ou plus précisément le MLN-T (Movimiento de Liberación Nacional - Tupamaros), étaient une organisation de guérilla urbaine d’inspiration communiste active en Uruguay dans les années 1960 et 1970. L’une des principales caractéristiques du mouvement était la guérilla en milieu urbain.

sans exprimer son attachement à celui-ci, qui intervenait dans le secteur des travailleurs culturels, soit pour utiliser les artistes et intellectuels d'avant-garde comme couverture juridique et militaire du parti, soit pour mener des pratiques contre-culturelles telles que le "Cine de base" ou l'anti-psychiatrie.

En octobre/novembre 1969, à Tucuman, un camarade est tué et 7 militants, dont Santucho, sont arrêtés, des armes sont saisies et plusieurs maisons sont découvertes. Cette répression a également affecté la préparation du PRT à la guérilla rurale. Cet incident, qualifié par les trotskistes liés à Moreno de "désastre de Tucuman", fut l'occasion, trois mois seulement après le 4e congrès, d'une reprise de la lutte au sein de la PRT entre la droite, le centre et la gauche. La droite s'en va, le centre vacille puis accepte la ligne de la guerre révolutionnaire, mais avec de nombreuses réserves. En 1968, des groupes de guérilla marxistes s'étaient formés en Argentine ; la guérilla péroniste, péroniste-marxiste, s'est surtout développée après l'insurrection de Cordoba¹³ (le Cordobazo) en mai 1969.

Le Cordobazo, en général, a représenté un tournant décisif dans la confrontation révolutionnaire des classes en Argentine. Après une baisse des mobilisations de masse en 1967-1968 due à la dure répression de la dictature d'Onganía, qui avait fait grandir la conviction dans le peuple que la violence des exploités et des oppresseurs devait être combattue par une juste violence populaire, la décision avait mûri dans la classe de lutter avec des méthodes nouvelles, plus incisives ; une prise de conscience au niveau des masses qui était également stimulée par l'épopée du Che. Les premières manifestations de ce nouveau besoin de lutte, qui a ouvert un cycle de dix ans de confrontation sociale et politique

13 Le "Cordobazo" est un soulèvement populaire qui a eu lieu dans la ville de Cordoue les 29 et 30 mai 1969.

La quantité et la mobilité des manifestants ont conduit la police à épuiser ses réserves de gaz lacrymogène et de carburant pour véhicules en un peu plus de deux heures. De son côté, la cavalerie s'est révélée inutile face à la tactique des grévistes et n'a plus jamais été utilisée. La police abandonne la ville et les manifestants attaquent et détruisent les quartiers généraux de la police et des multinationales. L'armée doit intervenir et se heurte à la résistance et aux barricades érigées dans les quartiers. Le bilan officiel fait état de quatre morts et de nombreux blessés, mais il n'y a jamais eu de chiffres précis. De nombreux travailleurs sont jugés par des tribunaux militaires et condamnés à de lourdes peines de prison.

intense dans le pays, se sont exprimées entre mai et septembre 1969 à Cordoba, Tuculman, Salta, Rosario, les principales villes du pays, où se sont développées de formidables mobilisations de masse, sans précédent en Argentine.

Ce mouvement prend le nom de Cordobazo, car il est né à Cordoba. Cette offensive de masse, qui a rassemblé travailleurs et étudiants et mis à mal la “CGT des Argentins” (le syndicat institutionnalisé), a fait tomber Onganía moins de trois ans après le coup d’État : en juin 1970, il a été démis de ses fonctions et remplacé par le général Roberto Marcelo Levingston. Dans ce contexte, le 29 mai 1970, les Montoneros¹⁴, groupe péroniste composé d’étudiants, de catholiques et de nationalistes, qui avaient déjà mené d’importantes opérations militaires urbaines, avaient enlevé le général Pedro Eugenio Aramburu ; ce dernier avait été l’instigateur du coup d’État qui avait renversé Juan Domingo Peron en 1955 et, en novembre de la même année, avait pris la place du général Eduardo Lonardi à la présidence, menant la soi-disant “révolution libératrice” de l’armée. Rodolfo Walsh, dans son ouvrage “Opération Massacre”, décrit les méfaits commis par Aramburu, qui est resté président jusqu’en 1958 et qui était encore président “de facto” en 1970. Le 1er juin 1970, les Montoneros l’exécutent.

En juin-juillet 1970, cinq ans après la formation de la PRT et les luttes internes, la véritable PRT-ERP est née avec le 5e congrès de la PRT-El Combatiente.

Ce congrès représente en fait un saut qualitatif pour le PRT : il est décidé d’adopter la stratégie de la guerre populaire à long terme et de créer

¹⁴ Le Movimiento Peronista Montoneros était une organisation de guérilla “justicialiste” argentine, inspirée par un socialisme national. Dans les années 1970, il s’est d’abord opposé au gouvernement autoritaire de la “Revolucion Argentina” et a favorisé le retour au pouvoir de Juan Domingo Peron. À partir de 1974, cependant, le mouvement montonero est entré en conflit avec l’aile péroniste conservatrice représentée par le gouvernement d’Isabel Peron. Enfin, à partir du coup d’État du 24 mars 1976, les montoneros ont combattu la dictature militaire brutale instaurée en Argentine par la junte du général Jorge Rafael Videla. Tout en essayant de contrer la répression déclenchée par le pouvoir militaire et de rendre coup pour coup, le mouvement montonero a connu de graves difficultés pendant les années de la dictature ; des milliers de ses adhérents ont été tués, arrêtés, torturés ou sont devenus desaparecidos. Les montoneros ont presque complètement cessé leurs activités entre 1979 et 1980.

l'ERP. Il adopte le modèle "vietnamien" des quatre "piliers", instruments de la révolution : le Parti du Travail, l'Armée Populaire, le Front de Libération Nationale et la Solidarité Internationale. La direction de tout le travail révolutionnaire devait être assurée par le parti des cadres prolétariens. Le congrès a réuni une trentaine de délégués, représentant environ 250 militants.

Plusieurs résolutions importantes ont été adoptées lors de ce congrès, qui ont jeté les bases de la ligne stratégique et de l'impact organisationnel suivis par le PRT-ERP dans les années suivantes. Nous en résumons les principales thèses :

La thèse la plus importante était qu'avec le mouvement de résistance de la classe ouvrière contre la dictature,

"...la guerre civile révolutionnaire a commencé dans notre pays, développée par les secteurs d'avant-garde ; elle sera poursuivie par l'avant-garde ouvrière et les secteurs du prolétariat et du peuple, et à la fin ce sera la lutte de l'avant-garde ouvrière, de la classe ouvrière du peuple contre la bourgeoisie et l'impérialisme".

Le 4e Congrès a souligné que l'Argentine se trouvait dans une situation révolutionnaire :

"A partir de cette réalité, nous allons commencer une guerre qui dure déjà depuis un an. La moitié du parti est déjà en train de se cacher et de combattre".

Il insiste sur le caractère prolongé de la guerre, contre la tendance insurrectionnelle :

"...Pour de nombreuses raisons, il s'agira d'une guerre de nature prolongée et après une phase initiale ; d'une guerre civile révolutionnaire, qui de toute façon dès le début (...) ...a des caractéristiques anti-impérialistes, en raison du caractère semi-colonial de l'Argentine, elle (...) se

transformera en une guerre nationale anti-impérialiste contre l'ennemi envahisseur. Dans cette phase, nous rendrons neutres les secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie. La guerre prendra un caractère patriotique”.

Le “...caractère continental et internationaliste de notre guerre” est alors affirmé et

“...pendant une longue phase, notre guerre révolutionnaire prendra des formes de guérilla, urbaine et rurale” et “...sur la base de leur extension politique et militaire, il sera possible de passer à la guerre de mouvement dans le “camp” et à la construction d'importantes unités stratégiques dans les villes”.

Après le Cordobazo et la vague de luttes qui avait déferlé sur les villes, une discussion sur la guérilla rurale et/ou la guérilla urbaine a été ouverte au sein de l'ERP, ce qui a permis de dépasser l'approche initiale centrée uniquement sur la première. Une approche qui avait été conditionnée par l'enracinement originel de l'ERP dans la province de Tucuman, où la population rurale était nombreuse et où il existait une conformation géographique propice à l'installation d'une guérilla rurale, avec la présence d'une vaste zone montagneuse et sauvage, limitrophe de la zone bolivienne où le Che a également combattu.

Le PRT a commencé à développer une hypothèse de travail plus articulée, basée sur le principe “...la guérilla se fait là où se trouvent les masses” : dans le Nord, la guérilla rurale, et dans le Sud (le centre géographique et démocratique de l'Argentine), dans les grandes villes, la guérilla urbaine.

Le point de départ était l'observation que, en raison de l'extension de la crise économique et sociale, le prolétariat sucrier de Tucuman maintenait sa position d'avant-garde, mais avec moins de différence par rapport au reste de la classe ouvrière argentine (auparavant même considérée par le PRT comme “l'aristocratie de la classe ouvrière”) qu'auparavant.

Le secteur d'avant-garde de la classe était généralement le prolétariat industriel, concentré à Tucuman, Cordoba, Rosario et Buenos Aires, et ses alliés les plus directs étaient les paysans pauvres et les travailleurs non prolétaires radicalisés. L'avant-garde de ces secteurs *"...est perméable aux positions révolutionnaires et déteste la dictature"*, de sorte que la lutte armée devait être développée principalement à partir des régions où ils étaient concentrés, sous ses formes rurales et urbaines.

Dans "l'Entretien avec l'ERP" susmentionné, il est dit que :

"...nous pensons avoir brisé la contradiction ville-campagne, nous pensons que nous nous battons partout où se trouvent le peuple et son ennemi. L'important, le décisif, c'est l'homme, pas le terrain".

Et dans l'une des résolutions du Congrès, contre la vieille diatribe entre guérilla urbaine et guérilla rurale, il était dit que

"... la guerre du peuple ne dépend pas tant de la géographie que des masses, et par conséquent, là où il y a des masses, il y aura la guerre".

Il indique ensuite la nécessité de prendre en compte les particularités de chaque région dans le choix des formes de lutte armée à adopter

"... Notre force sera nationale et non régionale, mais elle s'adaptera aux formes concrètes que la réalité de chaque région exige [...] dans la région de Tucuman, l'avant-garde est constituée par les travailleurs du sucre, directement liés au prolétariat rural et, à travers lui, aux paysans pauvres. Si l'on ajoute à cela la conformation géographique de cette région, il s'ensuit que la lutte armée passe ici par la forme initiale de la guérilla rurale, avec une étape préalable d'actions tactiques et opérationnelles de lutte urbaine et suburbaine (dans la ville de Tucuman), qui deviendra secondaire lorsque commencera l'étape stratégique, c'est-à-dire la guérilla rurale. En effet, les caractéristiques de la ville de Tucuman ne permettent pas la formation d'unités militaires stratégiques et opérationnelles. On peut donc envisager les activités d'unités militaires tactiques, sub-

ordonnées aux besoins opérationnels et stratégiques du "camp". Leur tâche fondamentale consistera à mettre en place l'appareil logistique : recrutement, renseignement, communications, armes, fournitures, etc. La plupart des actions seront liées à la défense de ces appareils (voies de communication de la guérilla, personnes se cachant dans la ville, hôpitaux clandestins, ateliers)".

Dans les autres régions (Cordoba, Rosario et Buenos Aires) *"...la lutte armée sera urbaine et suburbaine ; les actions et les formes prises par le Parti seront développées aux niveaux tactique, opérationnel et stratégique ; l'exécution de différentes tâches, tant militaires que logistiques, pour renforcer la lutte armée dans les zones rurales, qui dans un premier temps sera réduite à Tucuman, puis s'étendra à tout le Nord, pour se relier aux zones urbaines telles que Cordoba et Rosario..."*

La relation entre la campagne et la ville était donc conçue comme une relation dialectique entre deux aspects d'une même situation :

"... nous pouvons prévoir que la guerre révolutionnaire sera basée sur deux éléments militaires principaux : la lutte armée dans les campagnes, avec ses caractéristiques, d'abord de guérilla et ensuite de guerre de mouvement ; et la lutte armée dans les grandes villes, avec un développement qui ira de l'action de résistance à des opérations d'anéantissement". Il s'agit là de caractéristiques particulières. En général, les deux voies développeront une lutte pour user les forces ennemies (morales, humaines, matérielles, dans cet ordre), en brisant leur capacité offensive dans le "camp", en les dispersant et en les bloquant dans les villes ; la mobilisation des masses et l'incorporation de l'ensemble de la population à la guerre, en créant dans le "camp" et dans les villes des unités militaires stratégiques dotées d'effectifs et d'une puissance de feu leur permettant d'engager des combats d'anéantissement ; le point culminant étant l'insurrection urbaine générale avec l'encerclement et la libération des villes moyennes proches des zones d'opération rurales. Les deux processus coïncident, sont liés et inséparables".

En ce qui concerne le lien entre le terrain et la ville, il a également été fait référence à l'expérience brésilienne, soulignant le

“...soutien décisif que, dans sa phase initiale, l'action urbaine joue non seulement sur le plan logistique, mais aussi en engageant d'importants secteurs des forces de répression. Par exemple, au Brésil, le développement des opérations urbaines a obligé la répression à se concentrer dans la zone Rio-Sao Paulo-Belo Horizonte, avec 40 000 hommes de ses meilleures forces anti-guérilla. Dans notre pays, d'importants contingents de gendarmerie sont bloqués dans les grandes villes (Cordoba, Rosario, Buenos Aires), et leur déploiement dans des actions de contre-guérilla rurale est peu probable”.

Un autre passage précise le sens que l'EPR donne au concept d’“anéantissement” et l'importance accordée à l'incorporation des masses dans la guerre :

“...La guerre révolutionnaire repose sur deux concepts fondamentaux : le développement du petit au grand et l'incorporation des masses dans la guerre selon un processus dialectique. L'objectif militaire est secondaire par rapport à l'objectif politique ; dans chaque action armée, nous essayons d'éduquer et de mobiliser les masses, de les organiser et de les incorporer à la lutte, voire de les défendre lorsque l'ennemi les réprime. L'anéantissement d'une patrouille militaire, qui dans une guerre conventionnelle est un fait mineur, devient dans la guerre révolutionnaire un fait national qui, s'il est connu des masses, les mobilisera.

Et l'atteinte au prestige de l'ennemi n'est pas causée par ses pertes en hommes et en biens, qui sont faibles (...) L'anéantissement n'est pas seulement physique, il est possible par des actions mineures (...) l'anéantissement par des moyens politiques est plus efficace : dans la guerre révolutionnaire on ne cherche pas la destruction physique de l'ennemi, même s'il peut être intéressant de détruire une partie de ses cadres, mais les troupes sont composées de prolétaires. On cherche la destruction morale de l'ennemi par des actions politico-militaires et sa paralysie en

empêchant sa capacité opérationnelle, soit en le fixant sur le terrain, soit en le dispersant. (...) Cela ne veut pas dire que les affrontements de force, la destruction physique de l'ennemi et l'utilisation de moyens de destruction massive ne se produisent pas dans la guerre révolutionnaire, mais nous soutenons que ce sont des caractéristiques secondaires par rapport à l'utilisation de la politique et de l'idéologie."

Mais quel était le rôle assigné au Parti et à l'Armée dans cette vision stratégique ? Dans l'une des résolutions, l'EPR s'est posé quelques questions à ce sujet : Pourquoi le Parti développe-t-il son activité militaire de manière inégale et ne combat-il pas partout ? Quel type de structure militaire devrions-nous adopter dans chaque région où le Parti est présent, adaptée à notre force réelle et aux conditions sociales ? Comment coordonner toute l'activité militaire du Parti pour surmonter l'inégalité actuelle et incorporer tout le Parti dans la guerre ?

"... de même qu'on ne peut concevoir un militant révolutionnaire séparé des masses, du travail politique, de même, dans une situation de guerre, il ne peut y avoir de secteurs ou de militants du Parti qui ne fassent pas la guerre, en fonction de la réalité régionale où ils opèrent. Un parti combattant se caractérise par le fait qu'il combat, et dans cette Argentine en guerre, la politique est fondamentalement armée, donc partout où le parti est présent parmi les masses, il doit donner une impulsion aux tâches militaires. Combattre, former l'armée à la pratique de la lutte armée : ceux qui ne combattent pas n'existent pas".

Le parti est donc conçu comme un parti de combat. On peut qualifier l'idéologie du PRT de "guévarisme argentin" et sa politique est conçue comme fondamentalement armée. Le PRT était le parti de la classe ouvrière, mais pas un parti purement politique : tous ses militants étaient des combattants de l'ERP. C'est un parti créé pour combattre, et forgé pour le combat. D'une manière générale, il n'y a donc pas de séparation nette entre le politique et le militaire. En revanche, il existe une distinction organisationnelle entre l'activité politique et l'activité militaire, qui se reflète dans les choix stratégiques de l'EPR et dans sa conception de

la guérilla et de son rôle.

Bien que le PRT ait été influencé par les révolutionnaires cubains et par Guevara lui-même, qui étaient favorables à une organisation politico-militaire unique, il était néanmoins plus influencé par le léninisme, l'expérience de l'URSS, de la Chine et surtout du Viêt Nam. En conséquence, il soutient la création du parti révolutionnaire du prolétariat, sur un programme marxiste léniniste, et fait la différence entre la force militaire et le parti lui-même. Dans cette conception, la force militaire est une organisation non pas dépendante mais distincte du parti, tant au niveau de son programme que de la définition idéologique de ses combattants. Il n'était pas facile de résoudre cette question des deux organisations, problème qui revint à plusieurs reprises. Au 5e Congrès, lors de la fondation de l'ERP, la voie des deux organisations distinctes a été clairement choisie.

Cependant, dans la pratique des premiers mois après le Congrès, une conception opposée est apparue, certains militants soutenant que pour adhérer au Parti, il fallait d'abord passer par l'ERP. Ces questions ont été clarifiées lors du Comité exécutif d'avril 1971. Il fut clairement établi que tous les militants du parti, en dehors de leurs tâches spécifiques, étaient des combattants de l'ERP. Mais, en même temps, tous les militants du parti devaient faire de l'activité de masse, même ceux du front militaire, de l'appareil et de la direction qui n'avaient pas acquis cette expérience à fond. On pouvait entrer dans le Parti par n'importe quel front ou activité, surtout par des activités politiques et revendicatives de masse, mais le militant, une fois incorporé dans le Parti, devait se préparer militairement à combattre ; Un autre problème était la répartition des militants entre les différentes activités. Hormis quelques fluctuations mineures, au cours des sept années suivantes, ils se répartissent grosso modo comme suit : 60 % de militants de masse, 30 % avec la tâche spécifique de combattre et 10 % dans les structures internes de l'organisation.

Les militants de l'EPR étaient "sentimentalement" attachés à l'expéri-

ence cubaine, où les révolutionnaires cubains avaient montré qu'une force de guérilla pouvait, dans certaines conditions, vaincre une armée régulière. Cependant, en termes de stratégie et de tactique, les militants de l'ERP étaient beaucoup plus "froids" dans leurs actions, l'idée de la formation d'une armée populaire sous la direction du Parti étant dérivée de l'expérience vietnamienne.

Pour l'ERP, l'armée populaire est dirigée par le parti et elle cite directement la contribution de Giap dans ses thèses.¹⁵

*"...le parti est le fondateur, l'organisateur et l'éducateur de l'armée"*¹⁶.

L'armée et le parti sont conçus comme deux organisations différentes et complémentaires. L'armée est le bras armé, la force militaire du prolétariat.

La guerre révolutionnaire qui s'était ouverte, selon l'ERP, avait pour tâche fondamentale de combattre et de désorganiser les forces armées du régime, afin de rendre possible l'insurrection victorieuse du prolétariat et des masses populaires. La guérilla était donc intégrée au moment insurrectionnel. Pour l'ERP, les forces armées du régime ne pouvaient être vaincues qu'en leur opposant une armée révolutionnaire au caractère distinct du Parti. En effet, le Parti était conçu comme une organisation exclusivement prolétarienne (avec un programme marxiste léniniste), se constituant comme la direction politique révolutionnaire

15 Võ Nguyên Giap, (1911-2013) était un dirigeant communiste et le principal général de l'Armée populaire vietnamienne. Brillant tacticien et stratège militaire, Giap a commandé les forces qui ont libéré le Viêt Nam de la domination coloniale française pendant la guerre d'Indochine, remportant une victoire retentissante sur le terrain lors de la bataille de Dien Bien Phu. En tant que commandant de l'armée populaire du Nord-Vietnam, il a combattu avec succès les forces américaines et sud-vietnamiennes pendant la guerre du Viêt Nam. Après la réunification, il a été ministre vietnamien de la défense, puis vice-premier ministre. Théoricien de la "guerre populaire" et stratège original et bien préparé, Giap a acquis un prestige extraordinaire dans le monde entier pour son rôle dans les deux guerres d'indépendance du Viêt Nam, devenant dans les années 1960 et 1970 un symbole de la lutte des masses du tiers monde contre l'impérialisme des grandes puissances occidentales.

16 Une pyramide complètement renversée serait celle du FLN algérien. F. Fanon a lui-même renversé la pyramide, en mettant au premier plan la spontanéité créatrice des masses et leur violence, qui créeraient les conditions de la formation d'un nouveau mouvement politique. Il est intéressant de noter que dans ce schéma, la dimension socialiste et donc la remise en cause des rapports de force entre les classes était complètement subordonnée ou directement niée, par rapport à la question de l'indépendance nationale.

de toutes les masses populaires, dans tous les domaines de lutte, qu'ils soient militaires, économiques, politiques, etc.

Le PRT, tout en étant guévariste dans l'âme, était donc fermement marxiste-léniniste dans le cerveau.

D'ailleurs, le PRT critiquait explicitement les thèses de Debray¹⁷ :

“la crise du marxisme en Europe et en Amérique latine (...) a permis l'essor d'une conception militariste dont le théoricien est Debray, très éloigné du marxisme. Cette conception repose sur une exaltation de la particularité du processus révolutionnaire cubain, et soutient que le Parti est la guérilla et qu'il doit diriger la politique”.

Pour Debray, *“...l'armée doit toujours diriger le parti, parce que la montagne est prolétarienne et la plaine bourgeoise (...)”, cette conception militariste a causé beaucoup de tort au mouvement révolutionnaire latino-américain.*

La conception selon laquelle le Parti et l'Armée doivent être une seule et même chose :

“... conduit au double danger d'une ligne sectaire et opportuniste. Sectaire, dans la mesure où considérer le Parti et l'Armée comme une seule et même chose, aboutit à une sélection rigide des combattants, fermant la porte à la possibilité d'incorporer des éléments bons pour le combat mais politiquement immatures”.

D'autre part, bien que l'ERP ait compris que l'armée était un organisme de masse, elle ne prévoyait pas de la former par une évolution progressive à partir de l'autodéfense de masse, mais plutôt comme une force

¹⁷ Jules Régis Debray (1940) Il prend part, avec une cinquantaine de guérilleros, à la tentative ratée de révolution en Bolivie d'Ernesto Guevara. Dans Révolution dans la révolution (1967), il développe la théorie du foquisme. Le foquisme est une théorie de la guerre révolutionnaire formulée par Che Guevara, qui a déclaré vouloir faire “un, deux, plusieurs Vietnam...” pour combattre l'impérialisme américain. Cette théorie de la révolution est basée sur la création de “foyers” de guérilla rurale. Où l'organisation militaire précède l'organisation politique. Aujourd'hui, il est un intellectuel tranquille de centre-gauche et vit à Paris.

militaire indépendante construite par le parti. L'autodéfense de masse et la force militaire indépendante sont deux aspects de la construction militaire, ce dernier étant le plus important. La force militaire n'était pas indépendante du mouvement de masse sur le plan politique, et sa construction devait toujours s'appuyer sur lui, dans une relation dialectique entre les deux.

Dans l'interview de l'ERP, la question "l'ERP est-il le bras armé du parti ?" a reçu la réponse suivante :

"...Non (...) l'ERP n'est pas le bras du PRT. C'est une organisation de guerre civile de masse. Ses rangs sont constitués de tous les militants du Parti, auxquels s'ajoutent des combattants d'horizons politiques différents qui acceptent le programme de l'ERP. Ce programme est anti-impérialiste, anticapitaliste et démocratique, alors que le programme de l'ERP est clairement et définitivement socialiste. En résumé, on peut dire que l'ERP a un programme -minimum- tandis que le PRT a un programme -maximum-."

Si chaque membre de l'ERP était également membre du PRT, cela signifiait en pratique que certains militants du parti, en plus de ceux directement impliqués dans l'ERP, pouvaient être convoqués en cas de besoin pour des opérations militaires, mais que leur engagement militant quotidien se déroulait sur d'autres fronts (étudiant, syndical, culturel, propagande, etc.).

Dans l'entretien sur l'ERP, à la question "Qui dirige politiquement l'ERP ?", il a été répondu :

"... Le PRT est la direction politico-militaire de l'ERP, mais sa fonction ne se réduit pas à celle d'un état-major "élitiste", car elle veut être un instrument politique au sein des masses. Ce projet veut résoudre certaines contradictions communes au mouvement révolutionnaire latino-américain, parmi celles qui posent le problème du "bras armé et du bras politique", de l'antagonisme entre l'activité politique et l'action militaire, et

du divorce fréquent entre les deux pratiques et la dynamique politique des masses et les caractéristiques politico-militaires de l'ennemi”.

Et à la question “Quelles sont les différences programmatiques et organisationnelles entre l'ERP et le PRT ?” il a été répondu :

“... l'ERP lutte pour un gouvernement révolutionnaire et populaire, tandis que le PRT est une organisation marxiste léniniste, liée à la IVe Internationale, qui lutte pour un gouvernement socialiste. La seule condition pour rejoindre l'ERP est la décision de combattre et la haine de la dictature et de l'impérialisme. Dans tous les groupes armés de l'ERP, il y a des “commissaires politiques” du PRT qui constituent le noyau et la direction politique, mais ils n'ont pas toujours la direction militaire”.

Dans les résolutions du Congrès, à propos des relations entre le Parti et l'ERP, il est dit

“... Une fois que la différence entre le Parti et l'Armée est claire, nous passons à la question fondamentale des relations entre les deux organismes. Il s'agit de la direction de l'Armée par le Parti et de la forme de sa garantie. Elle s'exerce à tous les niveaux. Dans les petites unités de base, à travers les cellules qui se forment dans le noyau de direction de ces unités. Au niveau exécutif, avec les chefs militaires et les commissaires militaires du Parti, qui sont nommés par le Comité central et le Comité exécutif et sont constitués dans le noyau exécutif de l'état-major de l'armée.

Des éléments extérieurs au Parti, pas plus de 20% dans chaque corps, peuvent également être incorporés dans les organes dirigeants des forces armées (Grands Etats), (...) Enfin, le système des commissaires politiques mis en place dans chaque unité assurera l'éducation politique de l'armée et l'application de la ligne de masse, c'est-à-dire orientée vers la mobilisation des masses et leur participation directe ou indirecte à la guerre”.

La résolution sur la fondation de l'ERP -Ejército Revolucionario del

Pueblo-, concluait comme suit : *“...le cinquième congrès du PRT décide :*

a) De fonder l'ERP

b) De considérer l'ERP et ses détachements comme des instruments militaires du Parti, pour sa politique dans cette phase de la lutte des classes, et comme un embryon de la future armée révolutionnaire ouvrière et populaire.

c) Y incorporer tous les éléments disposés à lutter contre la dictature militaire et l'impérialisme (qui acceptent le programme de l'Armée), en les sélectionnant selon des critères de sécurité, d'esprit de décision, de courage et de haine de classe à l'égard de la dictature.

d) Le recrutement de l'ERP sera contrôlé par la cellule du Parti, la direction du Parti, la direction militaire et les commissaires politiques correspondants.

e) Dans un premier temps, l'ERP se composera des forces suivantes : - des unités urbaines, composées de commandos armés organisés par le Parti et de commandos armés non organisés par le Parti qui acceptent la discipline de l'ERP. Dans ce dernier cas, la constitution de la cellule de direction du Parti doit être abordée immédiatement ; - des unités suburbaines de même constitution ; - des unités de guérilla rurale.

f) Les cellules de base du Parti auront pour préoccupation essentielle sur le terrain militaire la mise en œuvre d'une ligne de masse pour l'ERP et y contribueront par des contacts étroits avec cette organisation pour faire remonter les informations, les opinions et les états d'esprit des masses, et développer les mobilisations avec des actions de propagande armée.

g) Le Comité central et le Comité exécutif du Parti constituent la direction politique de la guerre et désignent le secrétaire militaire national, les chefs d'unités, les commissaires politiques respectifs et le Comité militaire du Parti.

h) Les personnes extérieures au Parti doivent accepter le commandement militaire et les commissaires politiques désignés par le Parti.

i) Organismes intermédiaires : les commandos populaires armés, créés dans le cadre de la résistance active des masses, des actions avec un niveau minimum de spécialisation qui s'élèvent du plus petit au plus grand. Leurs objectifs sont la défense des luttes de masse concentrées, la stimulation de la lutte des classes, le soutien tactique et la sélection des combattants pour l'ERP. Elles servent à introduire la lutte armée auprès des masses”.

L'interview de l'ERP a également répondu à cette question : “Comment contestez-vous la critique selon laquelle l'action militaire sépare les révolutionnaires des masses ?”. En répondant

“...Cette critique reprend de vieilles conceptions des partis communistes latino-américains qui ont été clarifiées dans la controverse entre Fidel Castro et le PC vénézuélien. Elle confond guérilla et foquisme rural. Mais nos camarades sont dans les usines, dans les champs, dans les villes, dans les universités, luttant pour défendre des intérêts spécifiques et les élever au rang de politique, prenant en compte le niveau de conscience des masses afin de les inclure dans une stratégie politique et militaire menant à la libération nationale et sociale. Concevoir la guerre révolutionnaire comme une guerre populaire nécessite la construction d'une armée qui inclut le peuple en armes ; et pour cela, elle est proposée comme une organisation de masse. Il ne suffit pas de doter l'organisation d'une politique de masse, mais il faut que les combattants et les militants partagent la vie quotidienne des masses, dans les quartiers et dans les villes ; cette contrainte permet de développer la clandestinité de notre action dans les masses (...) C'est une clandestinité -ouverte-, résultat d'un travail politique”.

En effet, le PRT ne se limitait pas au travail “militaire” et à la construction de l'embryon de l'armée révolutionnaire, qui “...pour l'instant

est la responsabilité des avant-gardes” ; parmi ses tâches, il proposait également l'intervention des masses sur le terrain des luttes “légales”, même si ses militants n'étaient pas ouvertement présents en tant que PRT.

Dans la “Résolution sur le travail dans le mouvement de masse et syndical”, il est dit :

“...Il faut utiliser simultanément toutes les formes de lutte (idéologique, économique, politique, militaire), en sachant choisir dans chaque phase de la lutte de classe celle qui est prépondérante. La phase actuelle de “préparation à la guerre” est caractérisée par des conditions pré-révolutionnaires et coïncide avec un développement des luttes revendicatives spontanées du prolétariat (...) La propagande et l'agitation politique sont l'instrument fondamental de cette phase préparatoire, pour faire avancer le prolétariat dans la guerre révolutionnaire. (...) La lutte économique ne doit pas être considérée comme opposée à la lutte politique, mais comme un niveau inférieur de la lutte prolétarienne, que les révolutionnaires doivent utiliser pour leurs objectifs stratégiques (...) Notre politique de masse doit combiner sa forme fondamentale, c'est-à-dire la propagande et l'agitation politique, et le développement du Parti, avec la défense des conditions de vie des masses et l'attention aux revendications immédiates. (...)

a) La tâche principale des révolutionnaires parmi les masses est la propagande et l'agitation politique, ainsi que la construction et le développement du Parti.

b) Dans son activité quotidienne parmi les masses, le Parti doit accorder une grande attention à toutes les revendications immédiates, économiques, politiques, culturelles, etc.

c) Nous devons favoriser la construction d'organismes de masse pour lutter sur les revendications immédiates le plus largement et le moins clandestinement possible (syndicats, commissions d'usine, groupements

de classe, commissions de quartier, etc.) et lutter pour gagner la direction de ceux qui existent.

d) Préciser que la lutte économique face à la dictature nécessite des canaux clandestins ou semi-clandestins.”

À cet égard, dans *El Combatiente*, la revue du PRT, en mars 1971, il est écrit que pour faire face à la dictature :

“... les organisations syndicales doivent combiner de manière adéquate l'activité légale (où et tant qu'elle est possible) avec un nouveau type d'organisation, clandestine, qui s'appuie sur la lutte armée structurée sous une forme indépendante, afin de garantir la continuité de la lutte face à la répression. Cela ne change pas son caractère unitaire et syndical, et elle reste une organisation de masse. Mais cela l'adapte à la nécessité d'un stade plus avancé du processus révolutionnaire, dans lequel le développement de la lutte armée pousse la bourgeoisie à déchaîner les moyens répressifs contre les luttes populaires (...) Au Sud-Vietnam, pendant les longues années de la guerre révolutionnaire, des conflits sociaux, des grèves, des manifestations, etc., dirigés par des organisations syndicales de masse, qui défendaient des revendications économiques et mobilisaient de nombreux travailleurs, se produisaient périodiquement, tandis que la guerre révolutionnaire continuait à se développer dans toute son intensité.”

Dans un autre document du 5^e Congrès, au sujet des relations entre la lutte armée et la lutte de masse, est déclaré :

“... la compréhension et la réalisation du fait que la lutte armée et non armée des masses, dans toutes ses manifestations diverses et complexes, sont des parties inséparables de la guerre révolutionnaire (...) La convergence permanente et le soutien mutuel, de la lutte armée et des opérations militaires avec les manifestations, les grèves, les occupations d'usines, de fermes, l'intervention électorale et d'autres formes de lutte non armée, violente et pacifique des masses (...) a un caractère décisif.

Cette convergence doit être réalisée grâce à l'intervention dirigeante du Parti marxiste-léniniste et des deux types d'organisations révolutionnaires fondamentales créées et dirigées par lui, l'Armée révolutionnaire populaire et le Front de libération nationale”.

Le comité central élu par le cinquième congrès était composé de 24 membres, tandis que le comité exécutif était composé de 11 membres dirigés par Santucho, qui s'était évadé avant le congrès.

Le Comité exécutif se consacre principalement à la direction de l'activité armée dans tout le pays, ainsi qu'à la direction d'El Combatiente et d'une école nationale de formation politique.

Voyons maintenant quelles activités le PRT-ERP a exprimées au cours de ses deux premières années d'existence, entre septembre et l'automne 1972.

Dans une interview accordée à Punto Final, Santucho et un autre dirigeant du PRT-ERP, Enrique Gorriaran Merlo¹⁸, âgés respectivement de 36 et 30 ans à l'époque, expliquent le plan opérationnel de l'ERP de la manière suivante.

“...Avec la fondation de l'ERP, un premier plan opérationnel militaire est élaboré dont le but est de faire connaître aux masses l'organisation, son programme et ses objectifs. Il s'agit d'une étape de propagande armée, principalement (...). Ce premier plan militaire, outre la propagande, avait également pour objectif de consolider et d'entraîner l'ensemble des militants à de petites actions, afin de les préparer à d'autres

¹⁸ Enrique Haroldo Gorriaran Merlo (1941-2006). Il est, avec Mario Roberto Santucho, l'un des fondateurs de la PRT et de son bras armé, l'ERP. Pendant sa longue période de militantisme, il a occupé des postes de responsabilité politique et militaire et a été l'un des six militants qui ont réussi à s'évader de la prison de Rawson en 1972. Après la division du PRT, il s'est rendu avec d'autres militants au Nicaragua pour combattre dans les rangs du Front sandiniste et a participé et dirigé l'action au cours de laquelle le dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza, qui s'était réfugié au Paraguay après la victoire sandiniste, a été exécuté. En 1989, avec le Mouvement Todos pour la Patria (MTP), dont il était le principal représentant, il a participé à l'assaut de la caserne “La Tablada” dans la région de Gran Buenos Aires et l'a dirigé, dans l'intention de déjouer un coup d'État de l'armée. Arrêté en 1995, au Mexique, il a été condamné à la prison à vie ; en 2003, le président Eduardo Duhalde l'a gracié.

types d'opérations plus importantes. Ce plan a été réalisé dans les six ou sept mois qui ont suivi sa création. Il a été suivi d'un deuxième plan opérationnel dans lequel les opérations militaires qui commencent à être menées sont principalement des opérations d'attrition, avec un plus grand nombre de personnes participant aux actions. Alors que dans la première phase, il s'agissait principalement de distribution de marchandises, dans la deuxième phase, des attaques de postes de police, des embuscades contre des patrouilles des forces de répression, etc. ont été menées. Par ailleurs, d'un point de vue militaire, ce qui marquera un saut qualitatif dans le développement de la guerre civile révolutionnaire en cours en Argentine, c'est le début des actions sur le "terrain", c'est-à-dire le lancement de la guérilla rurale, que nous pensons pouvoir réaliser dans les plus brefs délais."

De septembre 1970 à août 1971 (date de la chute de Santucho, Merlo et Pujals), l'organisation se fait connaître de la population par des actions de propagande armée et d'autres actions de moindre envergure, toutes caractérisées par le moins de violence possible. Dans cette première phase, la région de Rosario était à l'avant-garde et Cordoba se lança également dans de petites actions, tandis que la direction de la région de Buenos Aires opposait une résistance politico-idéologique à la nouvelle pratique armée. L'ERP est cependant l'organisation qui réalise le plus grand nombre d'actions dans cette période, un peu moins de la moitié de celles réalisées par une vingtaine d'organisations nationales et régionales : par exemple, entre mars et juillet 1971, sur 316 actions, 120 sont réalisées par l'ERP, 26 par le FAL (Frente Argentino de Liberacion)¹⁹, 16 par les Montoneros, 4 par les FAP (Fuerzas Armadas Peronistas) et 150 par des petits groupes.

En septembre 1970, l'ERP a été baptisé, avec l'assaut du commissariat n° 24 de Rosario, sa première action armée publique. Deux policiers ont été tués, de manière imprévue, en raison de la résistance qu'ils ont opposée.

¹⁹ Le FAL (Forces armées de libération) était une organisation de guérilla marxiste, créée en Argentine en 1966 et fusionnée avec l'ERP en 1972.

À partir de ce moment, l'ERP a commencé à opérer dans tout le pays à un rythme lent et inégal, en partie parce que le comité central du PRT, trois mois seulement avant le congrès, certains militants plus étroitement liés au mouvement de masse s'étaient déclarés contre l'anéantissement physique, n'étant favorables qu'à l'anéantissement "politique".

De nombreuses actions visaient à s'emparer d'armes, d'argent, de matériel chimique, de matériel médical chirurgical, de matériel d'impression, de documentation, etc. afin de doter l'organisation d'une structure logistique adéquate. Parmi les actions de propagande armée, citons : l'occupation des portes d'usines avec saisie et désarmement des gardiens, l'occupation d'écoles, l'occupation de stations de radio pour y lancer des proclamations, l'expropriation de produits de première nécessité et leur distribution dans les quartiers populaires ; de petites bombes artisanales, des tuyaux de fer contenant de la poudre, ont également été utilisées pour des actions de propagande et d'alerte, menées non pas par des spécialistes mais par des dizaines de militants.

Avec la distribution de nourriture et de produits de première nécessité, l'intention était de montrer aux masses que ces actions, et d'autres semblables, pouvaient être réalisées avec peu d'armes et peu de personnes, et de démontrer la possibilité d'une lutte armée pour le peuple ; on pensait que si cette idée gagnait le peuple, la guerre de masse serait invincible. Il s'agissait de montrer que la lutte armée n'était pas l'apanage d'une élite surentraînée, mais qu'elle pouvait impliquer le peuple lui-même. De plus, dans ces actions, le guérillero apparaissait en chair et en os et n'était plus un fantôme. Dans l'interview de l'ERP souvent citée, à la question : "L'ERP abandonne-t-elle l'action légale et se concentre-t-elle sur l'action militaire ?", il est répondu :

"... Le principe stratégique qui nous guide est d'étendre la guerre qui, selon nous, a déjà commencé. Cette extension de la guerre civile se fait par le biais d'actions politiques et militaires, ce qui explique nombre de nos actions peu spectaculaires (...) Il est facile pour un commando révolu-

tionnaire de prendre un camion de lait ou de viande et de le distribuer dans une zone pauvre. Mais nous ne voulons pas résoudre le problème du lait ou de la viande, nous voulons montrer aux masses que ces actions sont possibles avec peu d'armes et peu de personnes. Lorsque cette idée s'empare des gens, la guerre des masses est invincible. (...) Nous signons toutes nos actions (...) pour montrer que la lutte armée n'est pas l'œuvre de quelques-uns, d'une élite surentraînée, mais qu'elle est l'œuvre du peuple”.

Dans l'interview de Punto Final, Santucho et Gorriaran ont expliqué le sens de ces actions de distribution de la manière suivante :

“... Les actions de distribution de nourriture que nous menons très souvent, disons presque tous les jours dans notre pays (...) ont donné un résultat extraordinaire du point de vue de la pénétration politique, parce que les masses identifient immédiatement la guerre avec leurs propres besoins, et nous permettent de pénétrer politiquement et rapidement dans les différents quartiers où nous les menons. Nous menons toujours ces opérations là où nous avons déjà des groupes, des cellules formées dans les quartiers, qui après les actions se chargent d'expliquer leur signification, la nécessité de s'organiser, la nécessité de développer la guerre pour obtenir la libération de notre patrie. Dans différents quartiers, nous travaillons à l'organisation des habitants en vue de leur collaboration au développement de la guerre révolutionnaire. Par exemple, des comités ont été formés pour recevoir et distribuer la nourriture qui est livrée. Il ne fait aucun doute que cela favorise grandement le travail politique effectué auprès de la population et que les quartiers eux-mêmes se transforment en véritables bases d'appui pour l'ERP, même si ce n'est encore qu'à l'état embryonnaire.”

Les distributions dans les quartiers populaires étaient organisées de cette manière. On s'emparait d'un camion de denrées alimentaires ou de produits de première nécessité provenant des grandes entreprises (on évitait les camions des petits commerçants), on l'emmenait dans les quartiers prolétariens pour organiser la distribution de manière ordon-

née avec les gens eux-mêmes. Il s'est avéré que l'on s'est rendu dans des quartiers où il y avait déjà une base de travail politique, où l'on avait donc préparé les conditions pour l'arrivée du camion, tout en gardant l'action secrète. Il ne s'agissait donc pas d'assauts désordonnés contre des supermarchés ou des camions, mais de formes privilégiées où la communauté se donnait des formes de discipline et d'organisation. Ces actions ont suscité de la sympathie envers l'ERP et ont été vécues comme des actions de "justice populaire". Ces actions ont suscité de la sympathie envers l'ERP et ont été perçues comme des actions de "justice populaire". Elles ont également eu tendance à démontrer la vulnérabilité du système :

"...Les conquêtes pour le peuple ne se mendent pas, elles se prennent par la violence. La dictature militaire est inefficace avec la répression..."

Ce type d'action avait été inauguré par les péronistes, mais l'ERP l'a pratiqué à grande échelle. L'occupation des vestiaires d'usine se fait à la fois pour la propagande, la récupération d'armes et la formation de militants. Un commando s'empare des gardiens de la guérite lors de l'entrée ou de la sortie des travailleurs et les désarme, tandis qu'un militant tient un meeting et que d'autres distribuent des tracts et vendent des périodiques du PRT-ERP.

Voici comment un militant de Cordoba décrit la fonction de ce type d'attaque:

"Nous avons donc pris contact avec les gens. Et si nous ne le faisons pas directement sur le moment, les groupes qui allaient aux portes des usines pour distribuer le journal (Estrella Roya, le journal de l'ERP) le faisaient. Nous sommes donc allés dans toutes les usines de Cordoue. D'abord l'action de l'ERP et (...) ensuite nous entrons. Nous sommes entrés chez Perkins, chez Grandes Motores Diesel, chez Thompson-Ramco, chez Fiat Concord, chez Renault. Nous prenons les gardes, nous nous faisons connaître comme ça, et puis les groupes qui allaient devant l'entrée contactaient le type qui était intéressé par le journal (...) puis ils allaient lui rendre visite. En général, c'était des délégués (...) Comme ça,

on mettait les pieds dans toutes ces usines.”

Lors de l’occupation des écoles secondaires, les armes ne sont pas exhibées et les confrontations avec la police sont évitées afin de ne pas effrayer les élèves et les enseignants et d’éviter les blessures ou les risques d’accident. Le commando se rend à la direction de l’établissement et explique aux autorités que le bâtiment est “occupé” par l’ERP et qu’il s’agit d’une petite action. Les élèves se rassemblent dans la cour de l’école où se déroulent habituellement les cérémonies scolaires, hissent le drapeau de l’ERP et expliquent la signification du drapeau à cinq branches ; une proclamation est lue et la presse est distribuée. En général, la réaction était bonne. On pouvait voir les guérilleros en chair et en os, avec un aspect différent de ce qui était habituellement véhiculé. De cette manière, l’ERP a contré la campagne officielle contre l’ERP et les révolutionnaires présentés par la police et l’armée argentines comme des “monstres”.

Outre les actions quotidiennes de propagande armée, après la première, comme nous l’avons vu, des mois d’actions plus exigeantes et offensives ont également été menées, telles que des occupations de détachements de police, des assauts pour récupérer de l’argent, la pose d’explosifs au siège des entreprises “impérialistes”, au domicile des directeurs et des cadres, contre le personnel militaire et au siège de la police fédérale et de la justice fédérale. L’ennemi principal est identifié comme étant les entrepreneurs capitalistes et les forces de répression.

En mars 1971, l’ERP réalise son premier enlèvement, qui fait grand bruit car c’est aussi le premier du genre en Argentine : le directeur de l’entreprise alimentaire Swift à Rosario, la plus importante du pays, Stanley Sylvester, qui est aussi consul honoraire britannique, est capturé.

Un conflit de travail était en cours chez Swift, dans lequel les travailleurs réclamaient une augmentation de salaire, une stabilité de l’emploi et une représentation syndicale. En échange de la libération de Stanley

Sylvester, l'ERP exige une solution au conflit favorable aux travailleurs et la distribution de 25 millions de pesos de nourriture et de vêtements aux familles des travailleurs et dans les quartiers prolétaires de Rosario. L'entreprise accepte et le consul britannique est libéré. L'action a été accueillie avec sympathie non seulement par les travailleurs directement concernés, mais aussi par de larges secteurs des masses populaires argentines.

L'objectif de cette saisie et des suivantes était généralement d'affirmer un "dualisme du pouvoir" en exerçant une justice parallèle à la justice officielle et un pouvoir parallèle à l'appareil d'État. L'objectif immédiat était de forcer les entreprises à accepter les revendications des travailleurs et d'autres choses ayant le caractère de "justice populaire", telles que la distribution de produits de première nécessité. Ils étaient également utilisés pour obtenir de l'argent pour l'organisation et comme arme pour faire pression sur la libération des prisonniers. Certains enlèvements avaient également pour but de soumettre des cadres ou des policiers à un interrogatoire devant un tribunal révolutionnaire, exerçant ainsi une forme de "justice révolutionnaire".

Un autre moment important, au cours duquel l'ERP a pu mener à bien sa propagande durant cette phase, s'est produit lors de la mobilisation populaire de Cordoue en mars 1971, connue sous le nom de "Viborazo"²⁰ ou "second Corbobazo". Le 15 mars, des unités de l'ERP défilent parmi des milliers de manifestants avec leurs drapeaux. Simultanément, un commando occupe une installation de télévision et publie une proclamation. Les militants de l'ERP ont hissé les drapeaux de l'ERP, se sont placés en tête des colonnes et ont défilé.

L'ERP n'a pas agi comme les autres organisations de guérilla. Lors du Viborazo, les militants ont déployé des drapeaux portant les initiales de l'armée révolutionnaire et ont traversé, cagoulés, les quartiers pop-

20 Le Viborazo, également connu sous le nom de deuxième Cordobazo, est une grève massive de protestation sociale qui s'est déroulée à Cordoue en mars 1971. Le Viborazo a été l'une des causes de la démission du dictateur Roberto Marcelo Levingston. Il faisait partie d'autres soulèvements similaires tels que le Correntinazo, le Rosariazo, le Cordobazo, le Mendozazo, etc.

ulaires occupés par la mobilisation. C'était la première fois qu'une organisation armée révolutionnaire en Argentine se liait aux masses dans les rues sous une forme visible.

Entre octobre 1970 et mars 1971, l'opérativité de l'ERP est telle qu'elle remplit les pages des journaux ; et le PRT-ERP passe d'un petit groupe "trotskiste" avec 10 ans de vie végétative, présent seulement dans certains secteurs du syndicalisme et des étudiants, à une organisation connue au niveau national avec une image supérieure à ses capacités réelles.

Le résultat de cette première phase, en plus d'une sympathie croissante du peuple pour les guérilleros, a été une grande croissance de l'organisation avec l'adhésion de prolétaires ordinaires, donc non liés à des parcours politiques antérieurs.

L'importance accordée à l'éducation politique, avec des réunions d'étude et des cours de toutes sortes (philosophie, économie, histoire de l'ERP, histoire nationale, du mouvement ouvrier international, lignes des quatrième et cinquième congrès de l'ERP) et une discipline stricte, a permis de prévenir et de filtrer les éléments aventuristes, lumpen, carriéristes ou frustrés. Ils ont tenté d'écarter toutes ces personnes "émotionnellement" instables, qui ne voyaient souvent dans la politique que la dimension "héroïque" et non le travail gris, souterrain, constant et érudit du militant révolutionnaire. Il est intéressant de noter qu'une telle attitude était exigée et pratiquée par toutes les organisations de guérilla communistes et anti-impérialistes. Dans la propagande interne de l'ERP, le travail politique et méthodique des militants révolutionnaires était valorisé, aucun héros ou martyr n'était recherché²¹.

Le système répressif était encore inadapté au nouveau type de lutte pratiqué par le PRT-ERP (le pouvoir était préparé pour une guérilla rurale classique). Et les fichiers de police ne sont pas d'une grande utilité, car

21 En ce sens, les formes récentes de résistance armée liées aux formations confessionnelles expriment un retour au passé, dans le mythe du sacrifice, du sang. Leur dimension même n'est cosmopolite qu'en apparence, elle repose en réalité sur des mécanismes de division (croyance religieuse, ethnie, langue, etc.).

il ne s'agit pas de l'ancienne zone communiste ou gauchiste. La répression était toujours du ressort de la police. Il y a cependant eu plusieurs chutes et prisonniers, mais davantage dus à des erreurs d'organisation qu'à l'efficacité de la répression. Les chefs tombent aussi, mais surtout parce que la croissance de nombreux nouveaux membres les oblige à se surmener et qu'ils sont en première ligne, non seulement sur le terrain militaire, mais dans tous les aspects du travail de l'organisation. Quoi qu'il en soit, à ce stade, la force de l'ERP s'est accrue plus que les pertes, et le sentiment était celui d'une croissance continue, avec une augmentation conséquente du prestige parmi la population.

Après le Viborazo, le gouvernement Levingston est tombé, marquant la fin des intentions d'Onganía avec son coup d'État de 1966. En avril 1991, le PRT a déclaré que

“... la mobilisation ouvrière et populaire du 15 mars (Viborazo) a montré la grande sympathie des masses pour les mouvements armés, l'existence de directions classistes dans des secteurs importants, la perte de prestige de la bureaucratie syndicale et l'incapacité à canaliser les protestations populaires par des moyens pacifiques”

“... l'activité croissante de l'avant-garde armée, qui s'est inscrite dans ce processus, est une autre caractéristique du second Cordobazo. Les forces armées sont alors contraintes de liquider Levingston, le continuateur d'Onganía, et de le remplacer par un autre militaire, Alejandro Agustín Lanusse²², avec lequel la dictature plie et fait des concessions”.

Santucho s'est entre-temps installé à Cordona et sa connaissance de la classe ouvrière de cette ville, industrielle et politisée, l'amène à donner plus de poids à la lutte armée urbaine que ne l'avait fait le 5ème Con-

²² Alejandro Agustín Lanusse Gelly (1918-1996) - Président de facto de l'Argentine du 22 mars 1971 au 25 mai 1973. Sous sa présidence, le siège du parti a été rouvert. Il nomme Arturo Mor Roig ministre de l'intérieur, qui est le plus grand partisan du Gran Acuerdo Nacional. C'est sous sa présidence qu'a lieu le massacre de Trelew. Des militants des FAR, de l'ERP et des Mononeros ont tenté de s'évader de la prison de haute sécurité de Rawson. L'évasion n'a réussi que pour 6 prisonniers, 19 autres militants ont été capturés et abattus (3 ont survécu et après le coup d'État de 1976, ils ont été arrêtés et ont disparu) par les militaires sur ordre de Lanusse.

grès. Cordoba devient un laboratoire du PRT, tant sur le plan syndical que militaire.

Il y avait aussi le problème du rôle de Buenos Aires, où se trouvaient les deux tiers des 4 millions d'ouvriers industriels et des 9 millions de salariés d'Argentine, avec 50 usines de plus de 1 000 ouvriers et les plus grandes universités du pays. Mais en août 1971, Santucho, Gorriaran et Pujals (qui fut le premier desaparecidos du PRT-ERP) tombèrent, ce qui porta un coup sévère au PRT-ERP.

Peu de temps après, le 5 septembre, 13 guérilleros, dont les chefs Benito Urteaga²³ et Juan Manuel Carrizo²⁴, se sont évadés de la prison de Villa Urquiza à Tucuman (le lendemain, les Tupamaros ont libéré plus de 100 guérilleros de la prison de Punta Carretas, dont "Pepe" Mujica). Avec la chute de Santucho, Gorriaran et Pujals, une période d'activité militaire intense a commencé. Certains militants du PRT ont parlé d'une "déviation militariste", dans laquelle le PRT-ERP développait une vaste opération militaire, mais mettait à l'écart le travail de masse. Une contradiction se développe entre le parti "politique" et l'appareil militaire : les comités militaires, tant régionaux que nationaux, deviennent autonomes et fonctionnent comme des directions "parallèles", tandis que les organes du PRT fonctionnent mal.

D'autre part, le prestige de l'organisation auprès de la population s'est accru, de même que la base militante. On peut affirmer qu'au moment du plus grand militarisme, l'activité des groupes révolutionnaires armés a trouvé un plus grand consensus parmi la population du pays. C'est également au cours de cette période qu'a été créée la section de Buenos Aires de l'ERP, une unité militaire très nombreuse, prête à mener de grandes opérations ; et Buenos Aires est passée d'une inertie chronique à la région ayant le plus haut niveau d'activité. Au cours de cette phase, les actions de l'ERP ont été les suivantes : 22 actions à l'explosif, 15

23 Benito Urteaga (1946-1976). L'un des principaux dirigeants du PRT, organisation qu'il a rejoint en 1968. Il a toujours été considéré comme l'adjoint de Santucho au sein du parti.

24 Juan Manuel Carrizo (1940-1976) a occupé diverses fonctions au sein de l'EPR et du PRT. Dans les années 74-75, il dirige les grands assauts contre les casernes menés par l'ERP, dont celui du Monte Chingolo.

désarmements de policiers, 10 distributions, 6 incendies de véhicules de la compagnie et de l'armée, 4 "occupations" d'usines, 4 expropriations pour autofinancement, 2 évasions, 2 exécutions, 2 participations à des mobilisations de soutien aux prisonniers, 1 enlèvement, 1 "occupation" d'une école et 1 participation à une assemblée publique (le lecteur ne doit pas oublier qu'il s'agit d'une organisation de combat clandestine). Le 21 mars 1972, Oberdan Sallustro, directeur général de Fiat Argentine, est enlevé alors que les travailleurs de Fiat sont en lutte. *"Pour sa libération, on exige :*

a) la réintégration des travailleurs suspendus et la résolution du conflit ;

b) la libération d'un groupe important (une cinquantaine) de prisonniers politiques, dont des dirigeants du PRT-ERP ;

c) la distribution de produits de première nécessité."

La compagnie a accepté l'échange, mais le gouvernement de Lanusse a refusé de négocier avec les guérilleros et de libérer les prisonniers politiques. L'alternative pour l'ERP était alors de libérer le prisonnier ou de le garder indéfiniment. En fait, l'ERP n'a pas exécuté les prisonniers et lorsqu'ils sont morts, c'est sous les assauts des forces de répression. Dans la politique d'enlèvement, le concept d'exercice d'un "pouvoir parallèle" à celui de l'État (théorie du double pouvoir) était en vigueur, il était donc important de garder la personne enlevée le plus longtemps possible pour confirmer l'idée d'un autre pouvoir, et la mort du prisonnier était considérée comme une défaite. On a donc tenté de retenir Sallustro indéfiniment. Le même jour, un commando conjoint des FAR²⁵ et de l'ERP a exécuté à Rosario le général de division Juan Carlos Sanchez, commandant du 2e corps d'armée, responsable de la répression des torturés à Rosario, qui, quelques jours auparavant, avait

25 Les Fuerzas Armadas Revolucionarias (FAR) étaient une organisation de guérilla communiste argentine. Fondées en 1960 par des militants critiques à l'égard des Jeunesses communistes et du Parti communiste argentin, elles étaient une organisation marxiste-léniniste, mais fortement influencée par les idées de Guevara. Il s'agissait d'une organisation marxiste léniniste, mais fortement influencée par la pensée et les stratégies militaires de Guevara. En 1973, ils ont fusionné avec le mouvement de guérilla Montoneros.

fait des déclarations aux médias dans lesquelles il revendiquait l'utilisation de la torture sur les prisonniers. Le 17 mars, l'ERP a exécuté Pedro Agarotti, ancien chef de la police de Tucuman, accusé d'être responsable de tortures sous son commandement en 1970.

Au cours de cette période, le gouvernement de Lanusse avait lancé le Gran Acuerdo Nacional (GAN), qui constituait la réponse de la bourgeoisie à la confrontation sociale et politique de plus en plus aiguë. Ce plan prévoyait la légalisation de la gauche combative et une perspective électorale de récupération du péronisme, dans le but d'isoler les guérillas.

Voici comment le PRT l'a présenté :

“... Le parti militaire avait décidé de se retirer en bon ordre de la scène politique et de placer, avec un coupable qui remplaçait Levingston, son meilleur homme, Lanusse, à la présidence, qui établissait des contacts avec des politiciens bourgeois, en premier lieu les radicaux et les péronistes, et planifiait une stratégie de retrait en convoquant en avril 1971 le Grand Accord National (GAN) de la bourgeoisie (...) Conscient de la gravité de la situation, le parti militaire avait décidé de se retirer de la scène politique et de placer, avec un coupable qui remplaçait Levingston, son meilleur homme, Lanusse, à la présidence. Consciente de la gravité de la crise du capitalisme argentin, craignant l'énergique réaction populaire et l'avènement d'organisations de guérilla intimement unies aux masses, la camarilla militaire au pouvoir a eu recours au GAN, à une proposition d'accord avec les différents partis politiques bourgeois et petits-bourgeois, afin de fonder sur cette base sociale sa politique contre-révolutionnaire de répression brutale contre les forces de guérilla et l'avant-garde de classe, principaux éléments de la guerre populaire de longue durée qui avait commencé dans notre patrie. La camarilla de Lanusse a compris que le succès de cette opération nécessitait la participation et le soutien de tous les secteurs ayant des racines populaires, principalement le péronisme (...) Lanusse a offert à Peron la permission de rentrer (il était en exil à Madrid, protégé par Francisco Franco), d'en-

terror Evita²⁶ et d'autres concessions pour incorporer le péronisme dans sa politique contre-révolutionnaire. Perón a déclaré qu'il ne se prêterait pas à ces manœuvres de la dictature, mais en même temps il y est entré, favorisant objectivement les plans de la dictature et contribuant à la confusion dans de larges secteurs populaires qui étaient prêts à accepter un nouveau gouvernement parlementaire bourgeois. (...) Le GAN s'est avéré être une tromperie pour contenir l'avancée révolutionnaire, une tromperie qui consistait en un nouveau retour au régime parlementaire, sous le signe péroniste, par le biais d'un processus électoral complètement contrôlé par les classes dominantes".

En effet, Lanusse a initié un processus électoral qui a conduit aux élections du 11 mars 1973.

Dans son Comité exécutif de janvier 1972, le PRT prit certaines décisions pour opposer aux élections le point de vue révolutionnaire :

a) Elargir au maximum le lien avec les masses, en exploitant les espaces juridiques qui s'ouvraient. b) Opposer clairement l'option de la guerre révolutionnaire à l'option électorale du GAN, révélant la tromperie électorale de la dictature.

Pour atteindre le premier objectif, la formation de "Comités de base" a été proposée, mobilisant autant de forces que possible, sympathisants, alliés, etc.

L'intention était de développer une combinaison entre les luttes reven-

²⁶ Maria Eva Duarte de Peron, connue sous le nom d'"Evita" (1919-1952). Elle jouissait d'une grande popularité parmi les secteurs les plus humbles de la société argentine, connus sous le nom d'"escamisados". À sa mort, Peron, dans le but de continuer à exploiter sa popularité, la fait embaumer et expose son corps au siège de la CGT (Confédération générale du travail) en attendant la construction d'un mausolée spécial. Mais le coup d'État de septembre 1955 contre Peron par les militaires dirigés par Aramburu a bloqué ce plan et l'un des premiers problèmes auxquels les putschistes ont dû faire face a été de savoir ce qu'il fallait faire du corps d'Evita. Afin d'éviter que sa tombe ne devienne un lieu de culte péroniste, le corps a été confisqué et a erré pendant environ deux ans jusqu'au 13 mai 1957, où, sur ordre d'Aramburu lui-même, il a été enterré dans une tombe nommée "Maria Maggi de Magistris" au Cimitero Maggiore de Milan, en Italie. C'est Aramburu lui-même qui a reconstitué l'histoire lors des interrogatoires auxquels il a été soumis par les Montoneros lors de son enlèvement. Le corps d'Eva Peron est retourné en Argentine en octobre 1974.

dications (syndicales, étudiantes, paysannes, des quartiers) et l'activité clandestine du parti; de combiner les opérations de guérilla avec les "Comités de base".

Le développement des Comités de base fut cependant dans cette phase faible. Et ce non seulement parce que le PRT-ERP, à la suite des coups subis après l'opération Sallustro, s'était affaibli : la structure de Buenos Aires de l'ERP était tombée et Cordoue et le Nord de la province de Buenos Aires étaient restés les seules Régionales du PRT encore plus ou moins organisées; la plupart des combattants étaient prisonniers et 80% de l'armement et de l'infrastructure étaient perdus. Le nombre des prisonniers, deux cents, était plus ou moins égal à celui des militants qui avaient participé au Ve Congrès, même si l'Organisation avait été multipliée par trois au cours de ces deux années.

Mais la proposition des Comités de base fut entravée surtout par les résistances de nombreux militants qui ne voyaient pas d'un bon œil un travail qu'ils percevaient comme "réformiste". En effet, lié au processus électoral et à la tentative de profiter du retour à la démocratie pour organiser les masses; retour jugé peu crédible par de nombreux militants dans le contexte argentin.

Le Comité exécutif en mai 1972 relance cette tactique sur les élections, en maintenant essentiellement une certaine ambiguïté :

a) Participer "de fait" tactiquement aux élections par l'intermédiaire des Comités de base

b) Combattre les élections par le boycott.

Santucho aussi, dans un éditorial à El Combatiente (écrit en prison) du 30 juillet 1972 :

"...je relance la ligne des Comités de base [...] pour un important mouvement politique légal anti-GAN, et pour la plus grande liberté électorale, se font de plus en plus favorables (...) La bonne tactique dans cette

étape consiste à mobiliser les plus larges secteurs de masse avec un programme démocratique, pour les libertés démocratiques, contre la répression et la torture, contre la législation répressive, contre les proscriptions. Dans chaque quartier, dans chaque ville, il est nécessaire d'organiser des Comités de base avec un programme démocratique, anti-dictatorial et anti-impérialiste. Qu'à partir des Comités de Base, les masses élisent leurs candidats, élisent dans les quartiers et les villes les meilleurs compagnons pour les représenter".

D'autre part, Santucho soulignait la particularité de la situation Argentine, qui ne garantissait aucune élection vraiment propre, et en tirait la conclusion que le processus électoral n'obligeait pas à la trêve et qu'il était possible et nécessaire de lier la lutte armée à la lutte démocratique; il était possible et nécessaire d'intervenir dans le processus électoral en même temps que l'activité militaire et la guérilla continuaient sans interruption.

Le Comité Exécutif de mai 1972 avait également souligné l'importance du travail dans les usines et avait développé quelques propositions d'intervention des militants du PRT sur ce front :

a) Soutenir et stimuler les luttes revendicatives et participer à toutes les confrontations avec le patronat avec une connaissance adéquate des problèmes syndicaux existants. Il fallait consolider les courants de classe dans le syndicat, autour du programme "pour la guerre et le socialisme", et construire un front syndical anti-bureaucratique, anti-dictatorial et anti-patronal, pour conquérir la direction du mouvement ouvrier. Fermeté, combativité, prudence, responsabilité et solidité étaient les principes tactiques qui devaient guider les militants dans la lutte syndicale, en évitant les indécisions et l'aventurisme.

b) Développer la propagande et l'agitation, diffuser les textes classiques et les lignes du Parti et développer la propagande armée. Les unités de l'ERP destinées à ce front devaient soutenir la lutte revendicative avec les armes, être présentes avec les distributions et autres opérations mi-

neures liées aux besoins des personnes. En général, il était nécessaire d'augmenter considérablement la présence combattante de l'ERP pour affirmer la ligne de la guerre révolutionnaire.

c) Faire des bulletins d'usine, Faire des inscriptions murales

d) Développer l'organisation en construisant : -cellules de parti composées de militants professionnels, -groupes de sympathisants et collaborateurs, -cellules de l'ERP, -groupes syndicaux clandestins "pour la guerre et le socialisme" : une direction clandestine dans les luttes revendicatives, -commandos de soutien à l'ERP pour distribuer son journal *Estrella Roja* et pour faire de petites actions,

e) développer la politique des alliances

Dans cette phase, on élabore également la proposition du FAS (*Frente Anti-impérialista y por el Socialismo*) : une organisation de masse créée par le PRT en alliance avec d'autres forces politiques, qui voulait être l'embryon du futur Front de libération nationale.

Le 15 août 1972, une grande évasion est organisée de la prison de Rawson : une prison de haute sécurité au milieu de la Patagonie, où étaient détenus la plupart des prisonniers politiques. L'action prévoyait la fuite de plus de 110 prisonniers des différentes organisations armées, mais ne réussit qu'en partie. Il faut souligner que les prisonniers Montoneros ont participé et collaboré au plan d'évasion, mais l'organisation Montoneros à l'extérieur n'adhère pas et ne collabore pas à la tentative d'évasion, qui pouvait compter sur l'appui extérieur de militants de l'ERP et des FAR et d'un groupe péroniste. Six dirigeants du PRT, des FAR et des Montoneros furent cependant libérés : parmi eux se trouvaient Santucho, Gorriaran et Menna²⁷ du PRT-ERP, Vaca Narvaja des Montoneros, Marcos Osantinsky et Roberto Quieto (ce dernier entré plus tard dans les FAR) des FAR. Les six s'enfuirent d'abord au Chili puis à Cuba.

27 Domingo Menna (1947-1976) Né en Italie. Il a été l'un des principaux dirigeants du PRT-ERP. Détenu, torturé

Sur les 19 prisonniers recapturés, appartenant au deuxième groupe de fuite, 16 (trois sont gravement blessés) ont été fusillés le 22 août 1972 à la base aéronavale de Trelew²⁸ : ce massacre représente le début de la véritable “guerre sale” en Argentine.

En novembre 1972, une nouvelle phase s’ouvre pour le PRT-ERP : trois mois après la fuite, Santucho, Gorriaran et Menna rentrent en Argentine et le PRT-ERP se réorganise et se remet des coups qu’il a subis au cours de l’année précédente. Les tâches prioritaires à ce stade étaient la réorganisation du PRT-ERP et la position à prendre sur les élections en prévision du triomphe du péronisme. En décembre 1972, le plénum du Comité central se réunit et élit le nouveau comité exécutif qui, à son tour, élit un bureau politique composé de six membres : Santucho, Urteaga, Menna, Gomez²⁹, Gorriaran et Mattini. Santucho souligne les difficultés de coordination entre le PRT et l’ERP et, par conséquent, la nécessité d’une réorganisation. Les résolutions du Comité central orientent la ligne politique des mois suivants, considérés comme la préparation de l’organisation à jouer un rôle de propagande dans la prochaine offensive des masses. La ligne élaborée indique ces piliers pour cette phase : tactique électorale, activités de front syndical, Front unique, opérations militaires, construction de l’ERP, consolidation et édification du Parti. Le PRT a une grande capacité de récupération après la débâcle subie en 1972 ; il imprime des dizaines de milliers de feuilles et devient une réalité nationale présente partout. Les militants et sympathisants de l’organisation sont présents sur tous les fronts et dans toutes les activités : “Nous sommes partout”, disent-ils. Dans les premiers mois de 1973, le PRT se développe beaucoup, surtout dans le secteur ouvrier et particulièrement dans la classe ouvrière industrielle, où il s’engage dans la croissance du syndicalisme de classe dans tout le pays, créant les bases de ce qui deviendra le Movimiento Sindacale di Base (MSB), encadré au sein de la CGT. Les activités politiques légales se développent en général, de manière très hétérogène et dispersée, mais élargissent néanmoins la base sociale du PRT, qui se développe

28 Des 16 camarades fusillés, 11 appartenaient au PRT-ERP, 3 aux FAR et 2 aux Montoneros

29 Carlos Germán (Mauro Gomez nom de guerre), ouvrier FIAT, délégué au Vème congrès du PRT où fut fondé l’ERP. Tué lors d’un échange de coups de feu avec les militaires le 13 novembre 1976.

dans les quartiers, les universités et les luttes communautaires locales. Un mouvement de solidarité avec les prisonniers politiques et syndicaux est également promu, qui mène des actions éclair devant les usines, les universités, etc, pour affirmer que les prisonniers sont “à tout le monde” parce qu’ils ont été capturés au lendemain des luttes, et organise des activités de soutien aux familles des prisonniers.

Dans ce travail de masse, le militant du PRT ne déclarait pas son appartenance à l’organisation, mais était parfois implicitement connu. Dans certains cas, l’intervention politique s’accompagnait d’actions de propagande armée : distributions, drapeaux, même si l’on veillait à ne pas mélanger le travail militaire avec le travail politique et syndical.

En vue des élections, les militants du PRT travaillèrent au développement et à la création des Comités de Base et des mois plus tard, on tenta d’organiser le FAS. Les Comités de Base, qui cependant, comme nous le verrons, ne commencèrent à se développer qu’après le Comité exécutif d’avril 1973, devaient être créés dans chaque quartier et s’exprimer contre la farce électorale, canalisant l’inquiétude politique des masses. Si, à partir des Comités de base, les masses devaient aussi choisir leurs candidats, leur tâche aurait dû être avant tout de développer l’éducation pratique des masses à la violence et aux méthodes clandestines, à partir des niveaux les plus bas, en introduisant des formes d’autodéfense collective. Il fallait donc expliquer aux gens la nécessité de protéger les luttes contre les attaques de la dictature, toujours aux aguets malgré le processus démocratique électoral en cours. Une certaine ambiguïté subsistait donc sur les Comités de Base dans la ligne du PRT. Les comités de base étaient des organismes juridiques liés au processus électoral, mais devaient adopter des solutions d’autodéfense “guérilla”. Une telle ambiguïté produisit une certaine confusion dans la base du Parti, et une action non coordonnée.

Les Comités de Base furent cependant surtout un moyen d’élargir le travail politique du PRT dans les quartiers, plutôt qu’une stratégie pour les élections.

Au cours de ces premiers mois de 1973, le PRT-ERP a remporté de grands succès sur le terrain militaire. Le 18 février 1973, avant les élections du 11 mars, l'ERP mène sa première grande opération contre une caserne de l'armée; et ce fut la première par une organisation de guérilla et la plus grande action réalisée jusqu'alors : 40 combattants (le premier camarade de l'ERP) attaque le Bataillon 141 de Cordoba. Ce fut une opération impeccable; l'ERP prit totalement le bataillon, où se trouvaient un lieutenant, un sous-lieutenant, cinq sous-officiers et une centaine de soldats; aucun coup de feu n'a été tiré et du matériel de guerre a été pris, ce qui était vital pour l'ERP, compte tenu également de la situation critique dans laquelle elle se trouvait seulement deux mois auparavant. L'action avait également pour but politique de lancer un avertissement à la dictature militaire : s'il ne faisait pas les élections du 11 mars, il y aurait une période de guerre avec les organisations de guérilla.

Après le succès de cette action, le PRT conçoit définitivement l'activité urbaine armée de caractère offensif pour elle-même et pas seulement d'appui à la guérilla rurale. Mais surtout, plus généralement, cette opération ouvre une nouvelle étape dans le développement militaire du PRT et dans la vie de l'ERP et fut le point de départ d'un changement substantiel dans la doctrine militaire par rapport à ce qui avait été élaboré au Ve Congrès. Depuis lors jusqu'en 1975, comme nous le verrons, sept casernes ont été attaquées, employant des unités militaires de l'ERP très grandes par rapport à ce qui avait été fait jusqu'en 1973.

Toutes les attaques contre les régiments avaient la signification d'une démonstration de force face à l'ennemi et à la population : les guérilleros voulaient prouver qu'ils étaient capables de porter de grands coups à l'ennemi, ce qui, selon l'ERP, stimulerait également la lutte populaire. La majorité des actions contre les casernes visaient à prendre des armes pour l'organisation, mais certaines avaient aussi pour but de produire des effets politiques sur le gouvernement et l'armée, de favoriser certains événements (comme les élections de 1973) ou d'en empêcher

d'autres (comme le coup d'État de 1976). D'autres assauts visaient à exercer une "justice révolutionnaire". Entre le triomphe de Hector Jose Campora³⁰ aux élections du 11 mars, où le Frjuli (Frente Justicialista de Liberacion), c'est-à-dire le péronisme, obtient plus de 6 millions de voix, et l'entrée en fonction du nouveau gouvernement le 25 mai, les organisations armées mènent de nombreuses actions. L'ERP considérait que pour arriver en force lors d'une éventuelle trêve, il fallait multiplier les actions et démontrer une capacité opérationnelle importante. Ainsi, le 25 mars, elle frappe la centrale thermonucléaire d'Atucha ; le 29, elle frappe l'usine métallurgique Diamat à Rosario ; le 30, elle pose une bombe dans le quartier général de l'armée ; le 1er avril, dans la capitale, elle enlève le contre-amiral Francisco Agustin Aleman du Service de renseignement naval et membre du Conseil Almirantes, qui s'était réuni à plusieurs reprises entre le 15 et le 22 août 1972 pour prendre la décision de perpétrer le massacre de Trelew. Le 26 avril, l'ERP enlève le commandant Jacobo Nasif, de la Gendarmerie nationale. Au cours de ces mois, l'ERP a également mené d'autres actions mineures : sept désarmements de policiers, deux incendies de véhicules, deux saisies d'usines, deux expropriations pour autofinancement, une action à l'explosif, un interrogatoire par le Tribunal révolutionnaire.

Les autres organisations armées, FAR, FAL, FAP, Montoneros, ont également pris diverses mesures. Les Montoneros, par exemple, ont exécuté le chef des renseignements du troisième corps d'armée, le colonel Iribarren, le 3 avril. Dans une résolution du Comité exécutif (CE) d'avril 1973, le PRT a exprimé son point de vue sur le nouveau gouvernement qui allait être mis en place ; en voici les principales thèses :

- Le nouveau gouvernement représente les intérêts capitalistes et tentera de calmer les masses et ses avant-gardes afin de bloquer le

30 Héctor Jose Campora (1909-1980) Président de l'Argentine du 25 mai au 14 juillet 1973. Représentant du parti justicialiste de Peron, il est président de la Chambre des députés de 1948 à 1952. Après le coup d'État militaire de 1955 qui a déposé Peron, il s'est exilé au Chili. De retour en Argentine, il est nommé en 1971 délégué personnel par Peron lui-même et réorganise le mouvement péroniste en créant la section jeunesse. Il organise la coalition pour les élections de mars 1973, où le parti justicialiste est admis mais pas Peron. Élu, il est président de l'Argentine du 25 mai 1973 au 14 juillet 1973, date à laquelle il démissionne après le retour de Peron dans son pays.

processus révolutionnaire en cours ;

- Les secteurs bourgeois du Frejuli, hégémoniques dans le gouvernement, tenteront de bloquer les forces révolutionnaires et progressistes afin d'ouvrir la voie à leur destruction par les militaires ; les péronistes sont le cheval de Troie de cette opération ;
- Le coup d'Etat militaire restera latent, car les militaires ont accepté le gouvernement comme un moindre mal ;
- Pour arrêter les luttes revendicatives et les rendre compatibles avec le système, le gouvernement proposera une politique de conciliation de classe, combinant concessions et répression ;
- Le programme électoral de Frejuli contient des points ressentis par les masses : libération des combattants, relations avec Cuba, le Vietnam et la Corée du Nord ; une certaine nationalisation des banques ;
- Le gouvernement Càmpora aura dans un premier temps la confiance des masses.

Le Comité Exécutif s'est donc prononcé en faveur du maintien d'une indépendance totale vis-à-vis du gouvernement et, dans une autre résolution sur le gouvernement, a déclaré la nécessité de :

- Dénoncer sa nature capitaliste et expliquer la substance de la solution péroniste. La seule solution est une véritable révolution qui liquide l'armée oppressante et élimine l'exploitation.
- Soutenir les mobilisations ouvrières et populaires pour l'application du programme gouvernemental, la libération des prisonniers, les relations avec Cuba, etc. et les revendications immédiates des masses.
- Soutenir les efforts du Peronisme progressiste et révolutionnaire pour imposer le programme du gouvernement.
- Construire des liens dans les luttes avec des secteurs progressistes révolutionnaires, y compris les péronistes.

Dans la Résolution sur le syndicat, il était dit qu'il fallait :

- Lutter pour l'indépendance du mouvement syndical par rapport au

gouvernement;

- Soutenir et stimuler les luttes des travailleurs pour les revendications syndicales
- Faire face à la propagande anticomuniste de la bureaucratie syndicale;
- Promouvoir un large front anti-bureaucratique légal;
- Construire un front avec les tendances ouvrières révolutionnaires, de caractère clandestin, avec un programme pour la guerre et le socialisme, au niveau de l'usine, local, provincial et national.

Dans la résolution sur le travail juridique, il était dit :

- Étendre le travail juridique pour construire un vaste mouvement juridique, qui est une organisation à caractère stratégique pour le développement et le triomphe de la guerre révolutionnaire : “Jusqu’à présent, notre activité légale pêche par sectarisme, ce qui a porté préjudice à la massification des Comités de base”.
- Développer un front anti-impérialiste avec les secteurs progressistes et révolutionnaires;
- Pousser le Front à prendre activement en charge les problèmes immédiats des travailleurs.

Les objectifs de l'activité de mobilisation des masses devaient être:

- Liberté de tous les prisonniers politiques
- Légalisation de toutes les organisations politiques de gauche et de la presse de gauche
- Suppression des lois répressives
- Augmentation du salaire réel
- Appeler la gauche etc. à organiser un front commun contre l'offensive politique, idéologique et militaire de la bourgeoisie
- Déclarer l'ouverture du PRT à des solutions futures avec toutes les organisations politiques progressistes et révolutionnaires contre la répression.

Avec l'arrivée de Campora, le 25 mai, commence une nouvelle phase dans l'affrontement de classe et révolutionnaire argentin. Ainsi, Santucho, après environ un an, résumait ces mois

“... Issu d'une campagne électorale pro-socialiste et pro-guérilla, le gouvernement péroniste de Campora se propose de commencer sa gestion avec quelques concessions secondaires à la gauche péroniste et une ouverture internationale vers les pays socialistes. J'applique également l'amnistie pour les combattants et une dérogation à la législation répressive. Mais l'intention était une amnistie graduelle, partielle et conditionnelle, qui commençait par libérer les combattants péronistes et conditionner celle des guérilleros marxistes à l'acceptation de la trêve par l'ERP. La mobilisation massive du 25 mai impose la libération immédiate de tous les combattants. À partir de ce moment, il était clair que la tactique de la bourgeoisie ne pouvait contenir les luttes de masse, détruire la guérilla et les avant-gardes de classe et ouvrir de nouvelles possibilités de récupération capitaliste.

À partir du 25 mai, les masses se mobilisent contre les militaires, contre les entreprises et la bureaucratie syndicale, affrontent avec énergie les patrons et se mobilisent pour exiger du gouvernement, qu'il avait élu avec espoir, les solutions à leurs problèmes. Surtout les organisations armées FAR et Montoneros grandirent beaucoup parmi les étudiants et dans le mouvement citadin, allant jusqu'à s'ériger comme le courant interne au Peronisme de masse et commençant des activités dans le prolétariat d'usine. Dans cette situation, notre parti adopta avec le gouvernement une ligne basée sur les principes, résistant aux pressions bourgeoises et petites bourgeoises. Grâce à cette position, qui dénonçait sans ambiguïté les intentions contre-révolutionnaires du Peronisme gouvernemental, le PRT fut considéré comme un défenseur des intérêts prolétariens et populaires, libre de tout opportunisme, et conquist la confiance de larges secteurs de masse”. Cámpora demande immédiatement une trêve aux organisations de guérilla. Sur cette proposition, le PRT a rédigé un document intitulé “Réponse au président Cámpora”, qui a été diffusé dans les principales villes et dans les quartiers ouvriers

et populaires ; il y était affirmé que le PRT n'attaquerait pas les institutions et les membres du nouveau gouvernement, à condition que celui-ci n'attaque pas les guérillas. Le PRT-ERP continuerait à combattre les entreprises impérialistes et l'armée contre-révolutionnaire. Quant à la police, qui dépend du gouvernement, l'ERP suspendrait ses attaques à partir du 25 mai si elle restait neutre et ne collaborait pas avec l'armée dans la répression de la guérilla et des manifestations populaires. Le peuple, quant à lui, devait en tout cas multiplier ses luttes, intensifier sa mobilisation, ainsi que ses opérations de guérilla (contre l'armée et les entreprises impérialistes). Le PRT appelait donc la classe ouvrière et le peuple à ne pas donner de répit à l'ennemi :

“... donner un répit à l'ennemi maintenant, c'est lui donner le temps de préparer une contre-offensive.”

L'objectif central de l'ERP n'était pas la réorganisation militaire des forces armées, les groupes spéciaux anti-guérilla, la restructuration de ses schémas organisationnels, le développement des services de renseignement et d'information. En cela, l'ERP a bien vu qu'il n'était pas dans l'esprit de l'ennemi qu'une période démocratique soit trop prolongée. Ils ont commencé à préparer le coup d'État avant que le gouvernement [Cámpora] ne prenne ses fonctions. C'est-à-dire que dès le début de l'année 1973, alors que le gouvernement de Lanusse était encore au pouvoir, une loge appelée “Pour la Patrie” a été formée, où se trouvaient ceux qui ont plus tard dirigé le coup d'État de 1976. Videla, Viola, Martínez de Hoz, Guillermo de la Plaza, Eduardo Roca, formaient cette loge, qui avait en fait pour tâche de préparer le retour des militaires. En revanche, comme nous le verrons, le PRT n'a pas tiré de cette clairvoyance toutes les conclusions sur le type d'activité et d'organisation qu'il faudrait adopter pendant la courte phase “démocratique” ; en d'autres termes, il a découvert son fila au moment même où les militaires commençaient le travail de renseignement qui a ensuite permis la répression déclenchée immédiatement après le coup d'État.

C'est ainsi que commence pour le PRT la phase du “printemps camp-

oriste”, où, outre une croissance de sa popularité, son organisation grandit aussi beaucoup : Avec le climat de légalité, des dizaines de nouveaux contacts affluèrent et de toutes les régions du pays de nombreux groupes demandèrent à entrer dans le PRT-ERP. Environ 250 militants prisonniers furent libérés, qui pour la plupart reprirent le militantisme actif ; beaucoup étaient des cadres expérimentés et furent distribués dans toutes les Régionales, qui avec leur apport commencèrent à se construire comme véritables répliques du Parti à l’échelle régionale.

Cependant, l’accumulation de forces n’a pas été suffisante pour le rôle politique que le PRT aurait pu jouer à ce stade.

Toujours dans cette phase, le PRT-ERP entame un grand processus de restructuration de sa structure, dans tous les domaines. Voyons les principaux aspects, en gardant à l’esprit qu’il s’agit d’un processus qui se déroule au cours des deux années suivantes et qui ne s’est jamais réalisé aussi schématiquement que nous le décrivons.

A sa base, le PRT était organisé en groupes de trois, pour des raisons de sécurité et d’efficacité, pour garantir agilité et compartimentage. Trois militants de base formaient une cellule, qui pouvait ne pas avoir sa propre structure autonome, mais qui se réunissait dans des maisons de sympathisants. Pour être considéré comme un militant du Parti, il fallait avoir au moins quatre “sympathisants”. Le sympathisant était celui qui était d’accord avec les thèses politiques et idéologiques du Parti, recevait le périodique *El Combatiente* et le vendait au moins à une autre personne : le “lecteur”. Ce dernier était celui qui achetait le périodique et le commentait avec le sympathisant ; c’était le “canal entre parti et masses”. S’il vendait le périodique ou prêtait la maison pour des réunions, le lecteur devenait sympathisant. Donc une cellule de trois avait 12 sympathisants et 12 lecteurs, et distribuait au moins 27 copies d’*El Combatiente*. Des sympathisants naissaient alors les nouvelles cellules.

De nombreuses cellules du PRT faisaient un travail politique de masse, avec une activité à prédominance politique ; ils avaient pour objectif de

“construire le pouvoir populaire” et accroître l’adhésion ainsi que la participation et l’organisation de secteurs de la population de plus en plus larges dans la lutte révolutionnaire.

Cette activité des militants dans les différents milieux, usines, syndicats, quartiers, universités, le PRT l’appela “enracinement et travail de masse”.

En général, les cellules étaient formées sur la base de l’intervention qu’elles faisaient : syndicales, de propagande, de travail légal et militaire; elles étaient donc trois “de masse” et une militaire. Mais il y avait aussi une “cellule de masse” principalement chargée du travail strictement politique, c’est-à-dire qu’elle s’occupait de la lutte politique et de la construction du Parti.

Les responsables des cellules des différentes activités se réunissaient dans le “comité d’usine”, qui était le véritable organisme de base du Parti. Les comités d’usine, en effet, ne devaient pas seulement organiser le travail et la lutte dans l’usine, mais ils devaient être le centre de l’activité dans toute la zone d’influence de cette usine : quartier, école, hôpital, clubs, etc. Ils étaient donc conçus comme la forme d’organisation de l’hégémonie du prolétariat sur l’ensemble des masses³¹.

Ce ne devait pas être l’expression syndicale du PRT, même si le syndicalisme en faisait partie, mais une école politique ouvrière, le lieu où ils liaient leurs expériences partielles avec la situation générale et l’expression de base de “l’exercice du double pouvoir”. Le Comité orientait toute la politique dans son usine et dans la zone de son influence géographique, politique et sociale (les quartiers où vivaient les ouvriers des usines, les écoles où étudiaient leurs enfants, les hôpitaux, les cercles etc.). Les responsables de chaque cellule qui tournait autour de l’usine

31 C’était donc une application créative de la ligne de bolchevisation du parti, du Ve Congrès de l’Internationale Communiste, de 1924, qui mettait au centre l’enracinement sur le plan de l’entreprise. C’était une tentative de structurer le parti indépendamment du schéma électoral, qui avait distingué les anciens partis socialistes. Cependant, ce schéma n’était pas sans limites, développant une attitude “travailleuse” et “syndicaliste”.

en tant que centre socio-économique se réunissaient périodiquement au sein du Comité, qui fonctionnait en tant que direction du PRT dans ce domaine.

La ligne politique du Comité central devait être discutée au sein du Comité, indépendamment des spécialités. Chaque activité spécifique était ainsi équilibrée avec la combinaison des tâches, avec l'objectif de "combiner toutes les formes de lutte". On essayait ainsi d'éviter les spécialisations. La ligne militaire, politique, et sociale, dans ces zones géographique, devait également être décidée par le Comité et non par les organes de commandement de l'ERP. Mais, dans la pratique, il s'est produit à ce sujet plusieurs erreurs.

Trois comités d'usine formaient une Zone et trois zones une Régionale. Les organismes dirigeants du PRT, les Comités de Zone ou Régionaux, avaient donc pour base les Comités d'usine.

Les Comités régionaux se réunissaient mensuellement et traçaient les orientations en accord avec les directives du Comité central. Le secrétariat régional était composé de cinq membres et fonctionnait sur le modèle du "Bureau Politique". Il se réunissait chaque semaine et centralisait toutes les tâches. Le responsable politique et le responsable militaire étaient nommés par le Comité central.

Dans les directions régionales, l'accent était mis sur les cadres issus du mouvement de masse et leur sélection était assurée. Les candidats suivaient des cours d'entrée de deux ou trois semaines, au cours desquels ils recevaient un minimum d'éducation politique : histoire de l'EPR, statuts, rudiments de l'art militaire. Il y avait aussi des cours théorico-pratiques, avec de petites activités, comme l'écriture murale, la distribution de tracts, etc. Les cours se faisaient par groupes de trois pour assurer le cloisonnement. Une fois le cours terminé, la direction du secteur ou la cellule déterminait le poste à occuper dans l'organisation. La sélection des cadres était donc minutieuse et suivie. Dans la période "démocratique", cependant, il y avait une contradiction entre

“ouverture” et “sélection” : c’est-à-dire entre la nécessité d’effectuer une sélection adéquate des militants d’une part et l’accumulation massive de forces afin de pouvoir faire face à la future offensive réactionnaire attendue. La capacité à équilibrer l’enracinement, qui dans cette phase “démocratique” était plus facile, avec la sélection des cadres, a été l’un des principaux sujets de discussion entre 1973 et 1975.

Il faut savoir que le nombre de militants de l’ERP a augmenté rapidement, passant de 450 le 25 mai 1973 à 2700 un an plus tard et à 4000 en 1975. En général, cette croissance est due à l’entrée de nouvelles personnes, nombreuses à l’époque. Dans la dernière phase de la dictature et surtout lors de l’ouverture démocratique, il y a eu un afflux très important de militants. Cependant, la plupart de ces nouveaux militants n’avaient pas d’expérience politique ou une expérience très limitée. Peu d’entre eux venaient d’autres horizons politiques. En outre, il s’agissait de camarades très jeunes ; en effet, au niveau de la direction elle-même, la plupart d’entre eux avaient entre 24 et 27 ans. L’ERP avait une bonne capacité à former ces nouveaux militants et à leur donner des responsabilités ; une capacité acquise au fil du temps pour compenser les chutes constantes. Cependant, elle accordait moins d’attention à la base idéologique et politique qu’à la capacité organisationnelle, une limite endémique à la plupart des organisations révolutionnaires. Pour les cadres, on accorde donc une grande importance à la formation à l’expérience de masse et on privilégie les militants passés par le travail en usine, où ils apprennent la nécessité de la discipline dans le travail révolutionnaire.

À ce stade, les “MESAS nationaux”, organismes créés à l’époque du GAN, rassemblant des activités spécialisées pour coordonner en leur sein les différents secteurs d’intervention : propagande, syndicalisme, juridique, solidarité ; ils fonctionnaient également au niveau régional et régional.

Par exemple à la Mesa Sindical Nacional participaient les responsables syndicaux des Régionales et quelques dirigeants syndicaux détachés,

coordonnés par un Responsable national membre du bureau Politique. La Mesa Syndicale a développé une ligne de politisation des syndicats; a soutenu l'unité du mouvement syndical et une CGT unique, mais aussi la formation de courants dans la CGT et d'autres syndicats existants, pour promouvoir la démocratie syndicale contre les lignes bureaucratiques du syndicalisme officiel.

Les groupes alliés dans le travail syndical étaient le Parti communiste, le Peronisme de base, le mouvement syndical Luz y Fuerza d'Agustin Tosco³² de Córdoba, les Montoneros, etc.

La Mesa a également proposé la "tendance ouvrière pour la guerre et le socialisme" : l'idée était celle d'une organisation, aussi clandestine que possible, d'ouvriers partisans de la guerre révolutionnaire pour le socialisme, mais pas suffisamment convaincus pour entrer dans le parti, ou sympathisants d'autres groupes (FAR, Montoneros, etc.). Il voulait être une "expression de la guérilla dans le syndicalisme". Entre 1972 et 1975, le PRT a acquis une influence syndicale décisive à Córdoba, à la Villa Constitución et dans certaines grandes usines de Buenos Aires, mais il était également présent dans d'autres villes industrielles. La Mesa Nacional Legal coordonnait toutes les autres activités légales, politiques, sociales, étudiantes, culturelles, religieuses... qui, en perspective, auraient dû converger dans le Front de libération nationale et sociale, une sorte d'armée politique des masses sur le modèle vietnamien. Le FLN aurait dû être le "troisième pilier de la révolution nationale" (le premier étant le Parti, le deuxième l'ERP et le quatrième la "Solidarité Internationale") :

Le Front de libération devait être l'instrument politique des masses destiné à combattre politiquement l'ennemi sur tous les fronts. Entre les organisations syndicales de masse, les groupements de travailleurs, les organisations paysannes, les organisations d'étudiants, etc. et le FLN, il y a une différence de fonction et de programme. Le Front de

32 Agustin "Gringo" Tosco (1930-1975) Dirigeant syndical argentin de Luz et Fuerza à Córdoba, d'idéologie marxiste, membre de la CGT des Argentins et l'un des principaux protagonistes du Cordobazo. Très proche du PRT. Mort de maladie dans la clandestinité.

libération n'avait pas à discuter de problèmes particuliers affectant la vie des masses. Le Front prenait en charge tous les problèmes des masses, économiques, sociaux, politiques, en partant du constat que chacun d'entre eux n'était qu'une manifestation partielle d'une réalité plus générale, à savoir le régime capitaliste impérialiste.

Du point de vue du FLN, à partir de la seconde moitié de 1973, la Mesa Legal a dirigé avec succès de nombreuses activités, notamment la formation de la FAS, l'organisation de luttes dans les quartiers, le développement de comités de base, la création de périodiques et de revues juridiques, l'organisation de réunions publiques de masse ; elle a également créé plusieurs espaces de travail et de discussion. La FAS se voulait un embryon du FLN ; alors que ce dernier avait un caractère stratégique et permanent, elle était l'arme de l'unité et de la lutte de la classe ouvrière et de ses alliés.

Le FAS, quant à lui, était un instrument d'unité d'action, face aux circonstances concrètes, à la prise du pouvoir par les fascistes, à l'agression impérialiste, à la défense des libertés publiques. Et surtout, il a été conçu comme l'instrument juridique du travail politique du PRT. Les congrès du FAS ont été utiles en tant qu'instrument d'exploitation de la légalité démocratique, qui s'est combinée avec le travail clandestin et l'a enrichi. En réalité, la période de légalité a été assez courte, mais elle a été pleinement exploitée par le Parti.

Le FAS s'est développé principalement avec les élections présidentielles de septembre 1973. À Córdoba, Rosario et Tucumán se développa comme organisation territoriale ; dans le reste du pays, ce fut surtout une instance de propagande. Après les premières réunions/congrès auxquelles avaient participé une cinquantaine de personnes, au mois de juin 1973 se déroula son III^e Congrès avec la présence de 300-400 personnes, en entamant une nouvelle étape, qui s'acheva avec le VI^e Congrès, en juin 1974 à Rosario, avec la participation de 25.000 militants, activistes et sympathisants, qui fut la plus grande concentration organisée par le PRT. On a crié les slogans "Si siente, se siente, el ERP

està presente”, “Y ya lo ve, y ya lo ve, es el glorioso perrete [PRT]”. Il s’agissait donc d’initiatives de masse légales avec des mots d’ordre clairement et ouvertement philo-guérilleros, dans lesquelles de nombreux militants “clandestins” du PRT apparaissaient au grand jour (même si ne déclarant pas explicitement leur appartenance au PRT). Un rôle important, en plus du travail politique militaire, était confié à la Propagande, avec les journaux *El Combatiente* et *Estrella Roja*. L’impression des deux périodiques, le premier du PRT, le second de l’ERP, était faite dans des locaux clandestins. Puis il y avait leur distribution clandestine, en plus de celle des affiches et des centaines de milliers de tracts qui étaient publiés mensuellement par les imprimeries des Régionales.

Le 12 juillet 1973 sort le premier numéro légal d’*Estrella Roja*, vendu à 60 000 exemplaires. Le 16 juillet, *El Combatiente* est également sorti légalement, avec une vente de 20 000 exemplaires, qui s’est maintenue à ce niveau jusqu’au 14 septembre. Alors qu’*El Combatiente* avait un caractère politico-théorique, *Estrella Roja* était conçu pour un public plus large, moins habitué à la lecture, c’est-à-dire qu’il reflétait la nature de l’ERP en tant qu’organisme de masse. L’ERP a également acheté un journal, *El Mundo*, qui a circulé entre août 1973 et le 13 mars 1974 ; 164 numéros avec un tirage de 100 000 exemplaires qui ont été distribués dans presque tout le pays. Les espaces démocratiques ont duré un an et trois ou quatre mois, du 25 mai 1973 à août-septembre 1974, lorsque la Triple A (Alliance anticommuniste argentine)³³ est apparue et qu’il était impossible d’utiliser des structures légales d’une certaine taille, en raison de l’activité des groupes paramilitaires d’extrême-droite qui était très violente³⁴.

C’est dans ce court laps de temps que les Mesas ont pu développer des activités syndicales, politiques et de propagande dans la légalité tout

33 Alliance anticommuniste argentine (AAA), connue sous le nom de Triple A. Il s’agit d’une organisation d’extrême droite qui a opéré en Argentine dans les années 1970 et qui a tué plusieurs représentants de la gauche argentine. L’organisation était dirigée par Jose Lopez Rega, secrétaire personnel du président Juan Domingo Peron.

34 Couvert, soutenu, par les secteurs de l’armée et de la police.

en maintenant le statut “clandestin” du Parti. Le Comité Exécutif de juin 1973 a également considéré la nécessité de développer un travail politique spécialisé parmi la jeunesse révolutionnaire. Une motivation immédiate était le fait qu’un grand nombre de militants et de cadres du Parti avaient moins de 22 ans. C’est ainsi que fut créée la “Juventud Guevarista” ; les noyaux du Parti qui y participaient devaient être clandestins, mais ses cercles étaient semi-légaux et les critères de sélection étaient plus flexibles. Ses tâches, comme la plupart des organisations de masse créées par la PRT ou appartenant à la PRT, étaient fondamentalement vindicatives. Comme les syndicats ou les Comités de base, elle n’avait pas pour tâche de développer la lutte armée. La disponibilité des ressources économiques, le développement technologique du pays et la ténacité des militants de la PRT ont également conduit à un grand développement de l’appareil logistique et de l’infrastructure du parti, qui a atteint une capacité supérieure à celle de toutes les autres organisations révolutionnaires latino-américaines. Des imprimeries clandestines, des “prisons du peuple”, des abris souterrains pour les organes exécutifs, des hôpitaux clandestins, des usines d’armement et d’explosifs ont été créés. Tout cela reposait sur une vision stratégique axée sur deux questions fondamentales : la capacité de l’organisation à se développer de manière autonome et indépendante et la capacité à apprendre à faire la guerre uniquement en faisant la guerre.

Quant à l’ERP, qui pendant les deux mois du gouvernement Cámpora n’a mené aucune opération militaire, l’ERP a assuré sa conduite par un profond travail politique en son sein. Le Comité central traçait les grandes lignes et le secrétaire du parti était également commandant de l’ERP. Dépendant du Comité central, un “Comité militaire national” était composé de divers membres du Comité central (pas nécessairement engagés dans la lutte armée), sous la direction du secrétaire, appliquant un concept de “direction collective” des affaires militaires. L’identification du Secrétaire et du Commandant dans la même personne devait garantir l’unité du commandement politico-militaire. À partir de là, la structure indépendante de l’ERP a été établie. Elle était dirigée par un “état-major central”, composé du commandant et d’un

groupe d'officiers, tous militaires et tous membres du comité central de l'ERP, chacun à la tête d'un commandement (opérations, logistique, renseignement, commandement du personnel). Pour comprendre comment cet instrument complexe de direction fonctionnait en réalité, on peut le résumer comme suit : le comité central décidait d'un "plan d'opérations", en suivant des considérations fondamentalement politiques. Le Comité militaire met en œuvre ces décisions, en y ajoutant des détails militaires. L'état-major général exécutait les plans ordonnés, en disposant des unités et des ressources qu'il jugeait nécessaires.

La structure de l'ERP était constituée de ces unités :

- Équipes : 5 - 15 hommes avec un sergent à la tête
- Section 15 - 30 hommes avec un lieutenant à la tête
- Compagnie : 30 - 90 hommes, avec un capitaine à la tête
- Bataillon : 200 - 300 hommes, avec un commandant à la tête

Ensuite, trois équipes forment un Peloton, trois Pelotons une Compagnie et trois Compagnies un Bataillon.

Tout en conservant une caractéristique opérationnelle de la guérilla, l'ERP se structure donc avec les attributs d'une armée régulière. Il y avait aussi un certain formalisme : uniformes, chemise et pantalon vert olive et Kepi avec des insignes des grades. Ils n'étaient pas utilisés dans la ville, mais dans le "mont" oui, et aussi dans les écoles et les cérémonies de l'ERP.

Le Parti devait former, parmi les combattants des équipes, sa cellule dirigée par un Commissaire Politique du Parti, avec le même grade que le chef d'équipe. En général, chaque commandant militaire était accompagné d'un responsable politique du même grade : par exemple, une compagnie avait un capitaine et un responsable politique du même grade.

Qui décidait de la réalisation des actions ? Les petites actions, les petites distributions, prise d'usines, etc. les chefs d'équipe ou de peloton pouvaient les décider, avec l'approbation du responsable de la cellule

de l'équipe ou du comité de peloton (commissaires politiques du parti), et le responsable politique du comité du front ou de la zone.

Les actions moyennes ou grandes étaient décidées par le Commandant de l'ERP, avec l'approbation de Bureau Politico du PRT.

Le dualisme du commandement était source de difficultés. Il y avait une compagnie pour chaque grande région (en 1975, Córdoba et Rosario avaient des compagnies de 50 combattants) et pour le Gran Buenos Aires un bataillon (150 combattants). Dans le "Mont Tucumano", il y avait une compagnie de 50 à 100 combattants. Dans les deux zones ou plus dans lesquelles les régions étaient divisées, il y avait une unité militaire au niveau du peloton ou d'une escouade renforcée.

En 1975, l'ERP comptait six compagnies et trois ou quatre pelotons et quelques escouades indépendantes, soit un total de 600 combattants ; 30% des militants de l'ERP étaient affectés au Front militaire. A Cordoba, par exemple, la compagnie de l'ERP était composée de 70 à 80 militants, dans une région qui comptait 400 à 450 camarades à son apogée.

Le Comité Exécutif de février 1975 a décidé que, pour maintenir un développement harmonieux, dans les directions de zone et de région, le pourcentage de répartition des militants par type de tâche devait être : Militaire 30%, Syndicale 15%, Propagande 15%, Etudiante 15%, Juridique 10%, Appareils 10% et Jeunesse 5%.

En 1974, le "quatrième pilier" indiqué par le PRT se concrétise également : "Solidarité internationale", principalement par la consolidation de la Junta de Coordinación Revolucionaria (JCR)³⁵.

Lors d'une réunion à Santiago du Chili en novembre 1972, à laquelle participaient les dirigeants du MIR chilien, du MLN uruguayen et de la PRT, le MIR a proposé de former une organisation internationaliste à

35 En 1974, les organisations Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR, Chili), Armée populaire révolutionnaire (ERP, Argentine), Tupamaros (Uruguay) et Armée de libération nationale (ELN, Bolivie) avaient formé la Junta de Coordinación Revolucionaria (J.C.R.).

partir des trois organisations susmentionnées. Il fut décidé de préparer une déclaration commune qui fut rendue publique au début de l'année 1974. Au moment de la réunion de Santiago du Chili, le MIR était l'organisation la plus développée et la moins touchée par la répression, et la mieux placée pour centraliser les activités. Mais le coup d'Etat de Pinochet obligea le MIR à concentrer ses efforts dans le pays, de sorte que la création d'une organisation commune n'eut lieu qu'à la fin de 1973. Entre-temps, en février 1973, avait eu lieu la rencontre de Viña del Mar, que nous avons évoquée, entre les Tupamaros, la PRT et le MIR ; et de nombreux militants des Tupamaros et de l'ELN bolivienne (qui s'est ralliée à la proposition de la JCR), s'étaient déplacés vers l'Argentine.

C'est donc en 1974 que la JCR a pris forme. Ces mots du Che (Ernesto Guevara) ont inspiré cette expérience, qui a fonctionné activement jusqu'en 1976 et s'est dissoute en Europe entre 76 et 77 : “ ... *c'est la voie du Vietnam, c'est la voie que les peuples doivent suivre, c'est la voie que l'Amérique latine suivra avec la caractéristique particulière que les groupes armés pourront former des juntas de coordination pour faire face à la tâche difficile d'affronter la répression de l'impérialisme yankee et faciliter leur propre cause*”.

Pour certains, la JCR devait être une alternative aux partis communistes officiels et un instrument de lutte idéologique au réformisme ; pour d'autres, il devait s'agir d'une simple coordination. Le MIR, qui a donné la plus grande impulsion à cette initiative, et la PRT, étaient pour la première position et pour former des “partis révolutionnaires et non des mouvements”. L'ELN et le MNL Tupamaros, en revanche, s'étaient déclarés “mouvements” et non “partis”, n'avaient pas d'approche idéologique définie et adhéraient au texte du Che.

Pour l'ERP, cependant, surmonter les différences était une pratique courante ; et il a ouvert les portes de l'ERP pour que des militants d'autres organisations vivant en Argentine puissent participer aux fronts de masse ainsi qu'aux unités de combat de l'ERP. Il a également encouragé

leurs dirigeants à assister aux réunions du bureau politique, du Comité exécutif et du Comité central de l'ERP. C'est ainsi que de nombreux militants latino-américains ont acquis de l'expérience au sein de l'ERP. Des accords ont également été conclus pour envoyer des cadres de l'ERP en Uruguay et en Bolivie afin de soutenir la reconstruction de ces organisations. À partir de cette pratique commune, l'ERP a également essayé de faire progresser le MLN et l'ELN dans la "conception du parti" et de les amener à construire le parti révolutionnaire dans leur pays. Jusqu'au début de 1976, la JCR a accompli un travail considérable : elle a coordonné la solidarité avec les persécutés au Chili et en Uruguay, tenté de réorganiser le MLN dans son exil à Buenos Aires, réintégré politiquement l'ELN en Bolivie et appuyé la résistance chilienne. Les efforts de réorganisation des Tupamaros échouent ; l'ELN retourne en Bolivie et organise le PRTB (Partido Revolucionario de los Trabajadores de Bolivia). La JCR élabore également un plan d'extension de la lutte révolutionnaire en Amérique du Sud et édite une revue dont deux numéros sont sortis : "Che Guevara". Elle ouvre des bureaux à Lima, à Paris, à Lisbonne et à Rome. Elle produit également une super-mitrailleuse, appelée "JCR".

Après le triomphe de Frejuli aux élections, la mobilisation des masses s'amplifie. Bien que l'opposition au péronisme lui ait fait perdre une partie de la popularité qu'il avait acquise, le PRT-ERP a été le principal protagoniste des luttes populaires de cette phase, son modèle étant le Cordobazo. Il rejette les tactiques et soutient la lutte pour le socialisme contre un gouvernement qui était le plus populaire après 18 ans de lutte. Dans cette phase, outre la formation des cadres et la préparation de la guerre et de la logistique, le PRT-ERP distribue les produits expropriés, fait des écrits, des tracts, de courtes occupations d'usines et d'écoles à des fins de propagande, un travail syndical, de quartier et juridique, crée le Mouvement syndical de base (MSB), produit des bulletins d'usine semi-clandestins et promeut des groupes de base dans les universités et les écoles. Mais le 20 juin 1973, un mois à peine après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, se produit un événement qui marque un autre tournant important : le "massacre d'Ezeiza".

Perón était déjà rentré en Argentine le 17 novembre 1972, mais était immédiatement retourné en Espagne ; le 20 juin 1973, il rentra définitivement d'exil et fut accueilli à l'aéroport par deux millions de personnes, la plus grande manifestation de masse de toute l'histoire de l'Argentine.

L'aile fasciste du péronisme, incarnée par José López Rega³⁶, qui dirigeait le ministère du Bien-être social, devenu son centre d'opérations à partir duquel il développait une intense activité contre-révolutionnaire, et qui avait organisé des bandes para-policières, a planifié et exécuté un véritable guet-apens, en particulier contre les immenses colonnes des Montoneros et de la Juventud Peronista et, en général, contre tous les participants à la manifestation. De l'estrade et de divers points, un déluge de balles tirées avec des armes de guerre s'abat sur une masse sans défense : les morts se comptent par cinquante, les blessés par centaines. La coupole péroniste elle-même massacre alors ses sympathisants. Dans la soirée, Perón lui-même fait des déclarations qui avalisent le massacre.

Cet événement a marqué le début de la contre-offensive de la droite contre les forces populaires qui l'avaient frappée depuis le Cordobazo de mars 1969 ; comme l'a écrit le PRT, c'était

“... le point de départ d'une offensive générale du péronisme bureaucratique, tout d'abord pour déloger la gauche des positions qu'elle avait conquises au sein du gouvernement et ensuite pour tenter la destruction totale des organisations armées péronistes, FAR, Montoneros et affiliés”.

Au cours du processus électoral qui a conduit à l'élection de Cámpora, et dans les mois qui ont suivi, les Montoneros ont en effet établi une relation importante avec de larges couches de la population ; ils étaient auparavant une organisation plus petite que le PRT, mais en 1973, ils

³⁶ José López Rega (1916 - 1989), policier, homme politique et ministre argentin. Il a exercé une grande influence sur Juan Domingo Perón et María Estela Martínez de Perón. En tant que ministre, il a organisé et dirigé la Triple A (Alliance anticomuniste argentine), un groupe terroriste paramilitaire (escadron de la mort) qui a enlevé, torturé et assassiné des militants de gauche.

sont devenus une organisation deux à trois fois plus grande, principalement en raison de sa capacité de mobilisation. La gauche péroniste, connue sous le nom de “Tendance révolutionnaire”, composée de la FAR, des Montoneros, d’un secteur du FAP et de la Juventud Peronista (J.P.), s’était réorganisée.

La J.P. en particulier avait été créée avec l’objectif de “montoniser le péronisme”, et s’était développée surtout dans les quartiers ; à partir du grand nombre de militants qui l’avaient rejointe, elle s’était organisée en secteurs : la Juventud Trabajadora Peronista, la Juventud Universitaria Peronista, l’Union des étudiants du secondaire. Des organisations de femmes, de locataires, de paysans (dans le Nord-Est) et d’intellectuels sont également créées, toutes liées à la “Tendencia Revolucionaria”. À cette époque également, la gauche péroniste occupe des stations de radio, des lieux de travail, des institutions, des entreprises privées, des hôpitaux, dans la perspective d’une prise de pouvoir populaire. La rhétorique péroniste radicale est soutenue par le peuple.

Les Montoneros avaient suivi la vague péroniste, sous la bannière du nationalisme, du christianisme et du socialisme ; ils avaient promu un puissant mouvement de masse et participé activement aux organisations de masse. Ils avaient espéré, à partir de cette base de masse et des rapports de force construits par leur action, partager le pouvoir avec Perón, puis en hériter : mais c’était une illusion, et la réaction de la droite péroniste au massacre d’Ezeiza, dirigé principalement contre eux, en a été la preuve la plus claire. Néanmoins, la gauche péroniste continue à soutenir Perón et espère pouvoir le conditionner et l’arracher à la droite. Le Bureau politique du PRT, qui, face à divers faits progressistes du gouvernement Cámpora, avait en fait suspendu les actions militaires, annonce la fin de la trêve le 27 juin, après les événements d’Ezeiza. La décision de rompre la trêve est renforcée après l’“auto-coup d’état” contre-révolutionnaire du 13 juillet 1973, qui destitue Cámpora, 49 jours seulement après son arrivée au pouvoir ; Lastiri, un homme de la droite péroniste, proche du réactionnaire José López Rega, le remplace. Entre-temps, à l’approche des élections présidentielles de septembre,

le PRT tente de concrétiser l'idée de construire un Front avec différents groupes de gauche, avec le péronisme radical et avec les organisations de classe de Córdoba, sous la direction d'une avant-garde de masse reconnue et célèbre, Agustín Tosco. En général, ils voulaient proposer une alliance de base entre la classe ouvrière, la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine, avec leurs organisations politiques et sociales, et divers fronts tactiques ont été promus afin de maximiser les alliances et d'isoler l'ennemi principal. Ainsi, outre le FAS, divers autres fronts à contenu anti-impérialiste, démocratique, patriotique et antifasciste ont été promus.

Dans ce contexte, en août 1973, se tient le 4e congrès du FAS, avec l'intention immédiate de donner une réponse aux élections de septembre, pour lesquelles le PRT a poussé Agustín Tosco à se présenter comme président (ce qu'il a refusé). Le programme du FAS qui a été approuvé était similaire à celui de l'ERP, mais sans inclure l'objectif du pouvoir. Il s'agit du premier congrès public de la FAS, auquel participent 5 000 militants. Jusqu'alors, le PRT-ERP n'avait pas encore fait de manifestations d'une telle ampleur. Les raisons de ce succès résident dans le fait que les idées propagées par le PRT sur le caractère de classe du gouvernement et les limites de la politique des secteurs progressistes du gouvernement gagnaient du terrain dans le militantisme d'usine et aussi dans le militantisme universitaire.

Toujours en août 1973, à l'occasion du premier anniversaire de la fusillade de Trelew, la Commission des parents de prisonniers politiques, avec la participation du PRT et de l'ERP ainsi que d'autres groupements de gauche, organisa une grande manifestation sur la place du Congrès à Buenos Aires, avec la participation de 12.000 personnes. Après cette manifestation, compte tenu de son succès, d'autres manifestations similaires ont été organisées : à Córdoba, la commission des familles a mobilisé plus de 6 000 personnes devant la CGT régionale, pour un salut militant aux camarades tombés au combat. D'autres manifestations ont eu lieu à Salta, Tucumán (à la Faculté de droit), Rosario (au Cine Teatro Real). . .

MOMENTOS DECISIVOS Y DE GRAN RESPONSABILIDAD

Editorial
pág. 2

EL COMBATIENTE

ORGANO DEL PARTIDO REVOLUCIONARIO DE LOS TRABAJADORES
POR LA REVOLUCION OBRERA, LATINOAMERICANA Y SOCIALISTA



AÑO VII N.º 107

miércoles 13 de febrero de 1974

\$ 1.00



ELN



Se formó la JUNTA DE COORDINACION REVOLUCIONARIA

INTEGRADA POR:

MOVIMIENTO DE LIBERACION NACIONAL
(TUPAMAROS) DE URUGUAY
EJERCITO REVOLUCIONARIO DEL PUEBLO
DE ARGENTINA

EJERCITO DE LIBERACION NACIONAL
DE BOLIVIA
MOVIMIENTO DE IZQUIERDA REVOLUCIONARIO
DE CHILE

páginas 6 y 7

DECLARACION CONJUNTA

Lors du coup d'État chilien, le 11 septembre 1973, les organisations de jeunesse de la gauche convoquèrent une grande manifestation, ouverte par la Juventud Peronista, qui était la plus nombreuse, suivie par les jeunes communistes (PCA), puis par les militants du PRT et de l'ERP, qui, avec leurs sympathisants étaient quelques centaines, auxquels s'ajoutèrent le long du chemin beaucoup d'autres, tous derrière les drapeaux de l'ERP.

Si toutes ces initiatives donnent une idée de la popularité atteinte par la guérilla qui, selon certaines estimations, comptait même (dans son ensemble) en 1973 sur le soutien de 50% de la population, surtout des travailleurs et de la classe moyenne, Il n'y a pas de doute que les organisations clandestines exposèrent ainsi nombre de leurs militants aux yeux de la contre-révolution.

Après la trêve, le 6 septembre 1973, l'ERP est passé à l'offensive avec une autre attaque majeure contre l'armée : dans la capitale, Buenos Aires, le commandement de Sanidad a été ciblé. L'action, qui s'est conclue par deux morts pour l'armée, deux guérilleros blessés et 12 faits prisonniers, avait pour objectif politique de donner un coup à l'armée face à la "fascisation du Peronisme" avec l'intérim de Lastiri. Le lendemain, le PRT-ERP fut interdit par le gouvernement.

L'attaque sur le commandement de Sanidad a augmenté le niveau de l'affrontement et de l'offensive contre le gouvernement, et la période de plus grand développement des actions militaires de l'ERP, période qui se termine fin 1975 avec la dernière attaque d'un régiment (à Monte Chingolo) quand le PRT-ERP a commencé à décliner. À ce stade, alors que la ligne de masse et la croissance du front des usines s'intensifiaient, toutes les attaques contre les régiments de l'armée se développèrent et la guérilla rurale se développa également.

Mais Peron triomphe aux élections du 23 septembre avec 61,9 % des voix, avec l'assentiment d'une grande partie de la bourgeoisie, qui veut

en finir avec la subversion et le camporisme. Le 8 octobre commença ainsi la troisième présidence de Perón (après celles des années 40-50), qui se présentait comme l'unique capable à ce moment-là d'en finir, plus ou moins paisiblement, avec les aventures de la gauche du camporisme.

Le PRT-ERP, en réponse à la montée de Perón et pour démasquer sa popularité, attaqua le 19 20 janvier 1974 le régiment de cavalerie blindée d'Azul, à Rosario, considéré comme l'unité militaire la plus importante, la plus nombreuse et la mieux armée et la plus expérimentée. L'ERP voulait également s'approprier plusieurs tonnes de fusils, capturer les chefs de l'unité et les obliger à envoyer un message radio au reste des unités de l'armée pour les informer qu'elles s'étaient rendues. On voulait aussi les échanger contre des prisonniers. L'action n'a pas atteint tous les objectifs qu'elle s'était fixés : après un succès initial, il y a eu un revers et une retraite désordonnée, avec la capture de nombreux guérilleros et aucune prise d'armes. D'autre part, d'un point de vue politique général, il fut considéré comme un "succès total" et obligea Perón à répondre par un discours violent, dans lequel il dénonçait l'action comme une attaque non seulement contre les Forces armées, mais aussi son gouvernement. La répression fut confiée à la police fédérale et à la police de la province de Buenos Aires.

De septembre 1973 à février 1974, l'ERP, en plus des opérations contre les régiments, a effectué 52 autres actions : 14 placements d'explosifs, 12 distributions, neuf occupations brèves d'usines, cinq d'écoles, quatre expropriations pour auto-financement, trois incendies de voitures, quatre attaques à domicile et un interrogatoire du tribunal révolutionnaire.

À ce stade, une contradiction s'est manifestée entre le travail politique et le travail militaire dans le PRT : certains craignaient que les actions militaires ne créent des problèmes au travail de masse.

L'intensité de l'activité militaire exacerbe donc une contradiction toujours latente, étant donné le cadre politique et organisationnel que

s'était donné le PRT. D'autre part, surtout les deux grandes opérations militaires de Sanidad et Azul, avaient créé un certain désordre dans le mouvement argentin et si le PRT-ERP gagnait un grand prestige militaire, sa politique d'alliances entra en crise.

Le PRT, avec ses alliés du FAS, se trouvèrent en effet dans une situation très compliquée, notamment parce que la guérilla péroniste s'était alignée sur le gouvernement et sur Perón, et les attaques armées du PRT, la plupart du temps, n'ont pas été comprise par la population, qui avait encore confiance en Perón. Le FAS a ainsi risqué sa tenue en raison de la rupture avec les autres forces politiques que l'attaque d'Azul avait provoquée en particulier. Les conversations ouvertes avec le PC furent presque totalement interrompues ; et même dans le Mouvement Syndical de Base, elles furent détruites.

Malgré ce relatif isolement politique (qui, comme nous le verrons, n'a pas duré longtemps), le PRT a néanmoins poursuivi ses efforts pour rechercher l'unité avec ses principaux alliés : le parti communiste et la gauche péroniste. Au cours de cette période, les Montoneros ont suivi une ligne pragmatique : d'une part, ils ont soutenu le gouvernement, mais d'autre part, ils ont essayé de le conditionner et de frapper la droite péroniste, avec des campagnes dirigées surtout contre la bureaucratie syndicale, allant jusqu'à exécuter, sans le revendiquer ouvertement, le secrétaire général de la CGT, Jose Ignacio Rucci³⁷, l'un des pivots du jeu politique de Perón. L'action a été menée le 25 septembre 1973, deux jours après l'élection de Perón, et constituait un message clair : "nous ne nous rendons pas !"

Comme Perón, une fois à la présidence, a laissé la droite péroniste plus réactionnaire évincer la gauche des secteurs de pouvoir qu'elle avait réussi à arracher au cours des mois précédents, en mai 1974, les Montoneros ont rompu avec lui et sont rentrés dans la clandestinité, tout

37 José Ignacio Rucci (1924 - 1973), dirigeant syndical argentin appartenant à l'Unión Obrera Metalúrgica (UOM). En 1970, il est nommé secrétaire général de la CGT ; sur le plan politique, il a toujours été très proche de Juan Domingo Perón. Grand défenseur de la "bureaucratie" syndicale et grand opposant à Cámpora, trop "progressiste".

en continuant à frapper durement le péronisme de droite et les bureaucrates syndicaux. Au cours de l'année 1974, l'ERP se rend compte que le contenu des luttes populaires change : l'offensive populaire démasque le gouvernement péroniste et fait échouer ses projets en révélant son caractère réactionnaire. Au début de 1974, au moment où Perón accédait à sa troisième présidence, on considérait encore qu'il n'y avait pas lieu de lancer finalement la guérilla rurale tant que le grand prestige dont jouissait encore Perón auprès des masses n'était pas suffisamment fragilisé. Les conditions pour déclencher la guérilla rurale devaient être le démasquage de Perón ou un coup d'État militaire-réactionnaire. Le PRT était en effet convaincue de l'impuissance de Perón à gérer la situation ; un coup d'État s'ensuivrait alors, ce qui ouvrirait la voie à une situation révolutionnaire. Cependant, une série de circonstances ont poussé l'ERP à accélérer les travaux préparatoires qui avaient déjà commencé entre 1972 et 1973 dans la zone montagneuse de la province de Tucumán.

Dans un article de 1975 d'Estrella Roja, il était dit que :

“... Deux aspects combinés et indispensables ont déterminé le choix de l'ERP pour l'Ouest et le Sud de la province de Tucumán où commencer la guérilla rurale. D'un côté le peuple tucuman, de l'autre le facteur géographique”.

Le choix du lieu où commencer la guérilla avait été fait d'abord sur la base des relations de la guérilla avec les masses de la région, à Tucumán, où depuis 1967 le FRIP et Palabra Obrera avaient développé le travail politique avec les ouvriers sucriers et de la canne, bien que les contacts avec les paysans étaient peu nombreux. Après un premier travail de reconnaissance dans la région, en 1972-73, par un petit groupe de militants, plusieurs camps d'entraînement avaient été formés, auxquels avaient participé des militants de différentes régions du PRT. Les bases de subsistance sur la montagne et les centres d'approvisionnement ont été construits, en essayant de ne pas alarmer les forces de sécurité. Mais, malgré les précautions, au printemps 1974, un groupe de 30 compagnons a été repéré par un agent de police déguisé; il s'en est suivi

en mai un ratissage avec 650 policiers et 10 hélicoptères de l'armée, gendarmerie et marine, Mais ils n'étaient pas préparés à agir dans les zones rurales et ne purent découvrir que quelques camps de guérilla, sans réussir à capturer la colonne qui avait été repérée.

À ce moment, le 30 mai, l'ERP décida de briser le retardement et lança publiquement la guérilla rurale avec l'occupation de la localité d'Acher-al : à 20h30, un groupe de l'ERP entra dans le pays derrière son drapeau et se divisa en cinq noyaux, chacun de six hommes, qui se dirigèrent vers les secteurs stratégiques de la ville pour les occuper : les trois premiers allèrent au commissariat, à la centrale téléphonique et à la gare, le quatrième contrôlant les routes d'accès, Le cinquième rassembla la population pour un rassemblement sur la place principale. Tout s'est déroulé en une demi-heure.

Cette action produisit de la sympathie sur place et au niveau national, et son résultat immédiat fut la crise du gouvernement. A ce moment le PRT décida d'envoyer une autre dizaine de militants sur le "mont" pour organiser de nouvelles opérations de propagande armée, mais toujours en évitant le combat direct avec l'armée. Les trois pelotons dans lesquels était divisée la *Compañía de Monte* Ramón Rosa Giménez, réalisèrent trois actions : le 24 juin, une équipe de l'ERP occupe la petite localité de Siambón, prend le commissariat et diffuse un communiqué parmi la population. Le 24 juillet, un camion transportant du sucre est attaqué et confisqué, qui est distribué parmi les personnes dans le besoin de Villa Carmela. Le lendemain, l'ERP attaque l'usine de sculpteurs Norwinco, à Bella Vista, où il exproprie les machines et diffuse parmi les travailleurs une proclamation pour présenter la *Compagnia del Monte*.

Ainsi s'acheva la première étape de la Compagnie, qui avait confirmé la tactique de développement "du petit au grand" du PRT-ERP; mais aussi généré une surestimation du front rural, qui fut considéré comme prêt à des opérations plus importantes.

Mais pourquoi le PRT s'est-il fixé l'objectif de la guérilla rurale dans un

pays avec 80% de population urbaine? D'autant plus que le PRT avait peu d'incidence sur les paysans et n'avait pas de cadres paysans : les cadres de la guérilla rurale étaient surtout des travailleurs urbains, des étudiants ou famille de paysans urbanisés.

Dans un article paru dans *El Combatiente* en juin 1974, Santucho motivait ainsi ce choix :

“... L'ouverture de la guérilla sur le mont est le produit de trois années de lutte de guérilla dans les villes et plusieurs années de luttes populaires. Commence une nouvelle période de développement militaire qui va multiplier les forces, et la puissance de feu de notre armée et permettra d'affronter dans des combats ouverts les unités ennemies. L'importance stratégique des unités rurales est aidée par la géographie. Il est possible de construire rapidement de puissantes unités bien armées et entraînées, capables de frapper durement l'ennemi sur un terrain favorable, en lui disputant des zones, d'abord de nuit puis de jour; il est possible de libérer des zones, Construire des bases d'appui essentielles pour soutenir la construction d'une puissante Armée révolutionnaire de caractère régulier, en mesure de soutenir victorieusement par les armes l'insurrection générale du peuple argentin pour le triomphe de la révolution nationale et sociale. [...] Pour la construction d'une puissante Armée révolutionnaire qui dépasse le niveau des petites unités de combat qui combattent généralement dans les villes, le Mont joue un rôle essentiel. C'est pourquoi l'ouverture du front rural acquiert en ce moment une dimension stratégique”.

C'était donc la conviction que la seule forme de guérilla capable de développer un instrument militaire de nombreuses unités pour affronter l'appareil militaire ennemi, était la guérilla rurale :

“... La Compagnie du Mont [...] peut et pourra se développer jusqu'à la formation d'unités militaires régulières qui assureront les batailles définitives avec l'armée ennemie” (Estrella Roja, début 1975).

Un militant de la Compagnie du Mont reconstruit ainsi le sens de la

guérilla rurale pour le PRT à ce stade :

“... Santucho arrive à la conclusion qu’après plusieurs années de travail, de batailles dans les villes avec les commandos et les pelotons, s’était exprimée la force majeure possible.

Il commence à voir une nécessité, liée au développement du pouvoir populaire : la nécessité de construire le pouvoir révolutionnaire, de construire une armée pour prendre et défendre des territoires disputés, où l’on pourrait installer le gouvernement populaire. Dans cette perspective, il était nécessaire de construire une force régulière, base d’une future armée”.

Une partie des militants du PRT, estimait que la lutte armée urbaine avait des limites congénitales et qu’elle n’était pas en mesure d’atteindre des niveaux de grande ampleur : elle aurait conduit soit à la défaite, soit à une prolongation du choc chronique pendant des années, sans issue. Là où la lutte armée urbaine risquait de devenir de plus en plus “seulement terrorisme”, à l’intérieur du PRT le travail politique et militaire urbain restaient cependant prédominants.

La mort de Perón, le 1er juillet 1974, rompit l’équilibre au sein des forces sociales qui soutenaient le gouvernement et donna naissance à de nouveaux regroupements, et à un virage à droite de la part de ses successeurs. María Estela Martínez de Perón, dite Isabel, épouse de Perón et vice-présidente en exercice, prit la place de Perón, s’allia avec López Rega et forma un gouvernement avec un programme clairement de droite, qui prit des méthodes despotiques. Isabel ne cherchait pas le consentement de l’Église, de l’Armée et du syndicalisme, comme l’avait fait Perón; et elle a promu un nouveau projet politico-économique ouvertement fasciste, avec une politique libérale qui s’opposera ouvertement aux syndicats, y compris la CGT.

Pour appliquer son programme, il lança avec force la Triple A (Alliance anticommuniste argentine) contre la “subversion”, tout en évitant l’intervention des militaires.

Ces derniers ont d'abord donné une chance au nouveau président et sont restés pour la plupart neutres.

Le 10 août 1974, le projet ERP a en partie mis en œuvre deux grandes opérations militaires visant à frapper des unités de l'armée : l'une était la *Fabrica Militar de Pólvara y Explosivos de Villa Maria* (à Córdoba) et l'autre le *Regimiento 17 de Infanteria Aerotransportada de Catamarca*.

Cette dernière attaque, à laquelle devaient participer une quarantaine de combattants (de la Compagnie du Mont plus une dizaine provenant d'autres Régionales), ne se concrétisa pas ; le long du parcours d'approche à l'objectif, les combattants furent vus par quelques cyclistes, qui alertèrent la police, tuant deux combattants et en blessant un gravement. Les autres se retirèrent de manière désordonnée ; certains (18) parvinrent à retourner au camp de Tucumán, mais beaucoup d'autres (16) furent interceptés et, après la reddition, fusillés par l'armée (en représailles contre ces fusillades, l'ERP exécuta neuf officiers dans les deux mois suivants).

Lors de l'attaque de Villa Maria, l'ERP subit trois pertes, mais prit la caserne pendant trois heures, au cours desquelles il put s'emparer de nombreuses armes, qui furent cependant récupérées par l'armée lors du transfert à Tucumán.

L'objectif principal de ces deux grandes opérations devait être de prendre les armes et de donner une démonstration de force avec la simultanéité des actions.

Après ces attaques et la formation du gouvernement d'Isabel, le PRT proposa un Front démocratique anti-impérialiste et patriotique pour construire l'opposition démocratique au gouvernement, et a élaboré une proposition de "cessez-le-feu".

Le nouveau Front proposé devait être dirigé non seulement vers la

classe ouvrière et ses alliés les plus proches (paysans, travailleurs salariés, pauvres des villes, minorités ethniques, petits commerçants, etc.) mais aussi à des secteurs progressistes et patriotiques de la moyenne bourgeoisie et des partis bourgeois. Il devait être en mesure d'unir, d'organiser et de mobiliser les plus larges masses anti-gouvernementales. Un instrument unitaire donc beaucoup plus large que le FAS, qui d'ailleurs le 15 juin 1974, lors de son VIème Congrès à Rosario avait rassemblé 25.000 personnes.

L'objectif principal était de démontrer aux secteurs intermédiaires et aux décideurs politiques "honnêtes", la flexibilité et rationalité de la politique du PRT. L'ERP proposa un "armistice" sur la base des points suivants:

- a) Libération immédiate de tous les guérilleros prisonniers et des prisonniers politiques et sociaux.
- b) Suppression de toute la législation répressive.
- c) Suppression du décret mettant l'ERP hors la loi.

En échange, l'ERP libérerait ses prisonniers et, à partir du jour de la libération de ceux détenus par le régime, suspendrait les actions militaires.

L'armistice aurait duré tant que le gouvernement n'attaquait ni le peuple ni la guérilla.

La proposition avait un caractère clairement propagandiste, pour montrer la flexibilité du PRT. Sur El Combatiente on disait qu'Isabel voulait organiser une croisade anti-guérilla et anti-populaire de caractère fasciste avec la pleine participation de l'armée, et que dans ce contexte le PRT-ERP

"... lance sa proposition d'armistice dans le but de rendre difficile la manœuvre de l'ennemi".

Le PRT propose cependant cette trêve d'une position de force et lor-

sque les masses sortent de l'illusion parlementaire pour le virage à droite du gouvernement. Le traité d'armistice est signé. Et commença une forte activité des bandes fascistes de la Triple A, dont le promoteur et le chef était López Rega, avec des attaques contre les figures politiques et sociales les plus visibles, avec un total arbitraire : ouvriers de commissions d'usine, militants liés à des organisations de base (les comités de base ont été annulés), avocats de prisonniers politiques. Au début, ils n'ont pas frappé les structures de la guérilla; dans le cas du PRT, des militants individuels faisant du travail de masse, des délégués syndicaux, etc. mais pas en tant que militants du parti, difficilement reconnaissables en tant que tels pour la Triple A.

Cette dernière, en revanche, a frappé de plein fouet les Montoneros, qui étaient plus massivement exposés. En quelques années, la Triple A a fait environ 2000 victimes.

Jusqu'à la fin de 1974, l'EPR a évité de répondre à la Triple A par des représailles de l'ERP, à la fois pour éviter que l'affrontement n'apparaisse comme une guerre entre apparatchiks, entre gangs, et parce que la Triple A se déplaçait clandestinement et qu'il n'était pas facile d'identifier ses hommes. Ce n'est que près d'un an après l'apparition des groupes fascistes que l'ERP commence à exercer la terreur rouge en réponse à la terreur blanche. Dans un premier temps, la politique de l'ERP à l'égard de ce phénomène a été axée sur la mobilisation des masses.

Aux figures les plus visibles et les plus exposées dans les activités légales du parti et des organisations populaires, l'EPR a recommandé de prendre le maquis et a déployé beaucoup d'énergie pour préserver les activistes populaires, qu'ils soient membres ou non du parti. Beaucoup suivirent le conseil et continuèrent la lutte dans la clandestinité ou la semi clandestinité, mais d'autres ne l'acceptèrent pas.

La PRT a sous-estimé le soutien à López-Rega et les actions de ses bandes armées, sans évaluer correctement le fait que, plus qu'une ex-

pression du fascisme classique, il s'agissait d'une adaptation à lutte de guérilla urbaine, dont l'objectif était de "retirer l'eau du poisson". À ce stade, le PRT-ERP a effectivement pointé ses armes sur les forces armées, sous-estimant le travail parallèle des organisations paramilitaires de droite. L'ERP, restructuré et fort (à l'époque, il s'agissait de l'organisation armée disposant de la plus grande puissance de feu et de la plus forte présence opérationnelle dans le pays) a préféré continuer à se lancer, en fait, contre l'ennemi principal, stratégique, et non contre l'ennemi immédiat, la Triple A de López Rega.

En septembre 1974, le comité central du PRT se réunit et Santucho y présente un important document, "Poder Burgués y Poder Revolucionario", rédigé au mois d'août. Ce document faisait le bilan de l'expérience révolutionnaire argentine jusqu'alors et donnait d'importantes indications stratégiques pour l'avenir. Avant d'aborder les mérites des thèses les plus importantes exprimées dans ce document, résumons quelques considérations sur la phase conjoncturelle qu'il contient. À cet égard, Santucho, en prévoyant une évolution du mouvement de masse exprimé au cours des mois précédents vers une situation révolutionnaire, a noté la faiblesse du parti par rapport aux tâches nécessaires qu'il aurait à accomplir dans ce contexte. Il a également souligné le fait que l'activité de l'usine du PRT tournait autour des problèmes revendicatifs, bien que le risque d'économisme ait été annulé par le développement de la propagande armée et des bulletins du Parti, qui ont pu apporter une contribution importante à la politisation des activités sur le terrain revendicatif. Le bilan des derniers mois du gouvernement de López Rega a ensuite été dressé. Selon Santucho, sa politique a exacerbé la lutte populaire et les forces progressistes et révolutionnaires s'affirment et se consolident. Au début, le gouvernement était divisé entre l'aile fasciste de López Rega, qui visait une solution militaire pour sauver le capitalisme argentin, et l'aile de José Ber Gelbard, qui visait l'isolement politique des guérillas et le syndicalisme de classe, tendant à élargir la base sociale du gouvernement en incorporant le syndicalisme et le réformisme, en particulier le PC argentin (qui avait donné un soutien total à l'aile de Gelbard depuis juin 74) et les Montoneros, pour

contenir les luttes de masse. Mais les deux projets sont irréalisables. Le plan fasciste de López Rega était irréalisable en raison de la force du mouvement de masse, qui n'acceptait pas un gouvernement policier ; et le plan de Gelbard (qui capitula alors devant López Rega et abandonna ses alliés) était tout aussi irréalisable parce qu'avec l'expérience et le poids acquis par l'avant-garde révolutionnaire, il n'était plus possible de tromper le peuple.

Santucho a ensuite critiqué les Montoneros, dont

“... la trajectoire héroïque de la lutte anti-dictatoriale s'est enlisée dans la fidélité au péronisme bourgeois et bureaucratique, ce qui a causé de graves dommages au développement des forces progressistes et révolutionnaires de notre patrie”.

Tout en reconnaissant les luttes communes (comme la fuite de Rawson), Santucho a déclaré qu'il était donc nécessaire de

“réfléchir ensemble sur l'expérience du soutien à Perón et au péronisme bourgeois et de combattre les attentes latentes de Gelbard et d'autres dirigeants des classes ennemies”.

Santucho conclut en soulignant que la rupture inévitable des Montoneros avec le péronisme bourgeois et bureaucratique s'est produite au cours des dernières semaines, ce qui les amènera à se rapprocher de l'ERP et à prendre leur position de combat et à affronter par les armes le gouvernement et les forces policières et militaires de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Même si cela n'impliquait pas un changement fondamental de leur conception populiste :

“... en même temps que nous saluons la nouvelle orientation des Montoneros, nous sommes conscients de la nécessité de combattre le populisme pour le chasser définitivement du camp populaire”.

Quant au PC, Santucho l'accuse de réformisme, mais, poursuit-il,

“... nos efforts doivent être orientés vers la tentative d'amener ces camarades dans la file révolutionnaire, car il s'agit d'une organisation populaire composée d'excellents camarades, de combattants socialistes confiants [...] qui peuvent être libérés du réformisme”.

Les considérations de Santucho sur le “retournement” des Montoneros ont en effet été confirmées par les 1500 actions éclairs et attaques molotov contre la grande bourgeoisie, les impérialistes et les instances répressives, qu’ils ont menées en septembre 1974. En outre, les Montoneros ont enlevé les propriétaires de l’entreprise commerciale la plus puissante du pays (les frères Born) : après neuf mois de captivité, une rançon a été payée et de la nourriture, des vêtements et de l’argent ont été distribués dans les quartiers pauvres, et de meilleures conditions de travail ont été accordées dans leurs usines. Avec l’avènement du gouvernement López Rega, les Montoneros étaient retournés dans la clandestinité en prévision de la dictature. D’autre part, les Montoneros considéraient qu’il y avait encore, à l’époque, une contradiction interne au sein des forces armées et ne les attaquaient pas ; comme nous le verrons, ils ont changé de position à ce sujet par la suite.

La partie la plus importante de Poder Burgués y Poder Revolucionario est consacrée à la stratégie, en particulier à la question du “double pouvoir”.

Le concept de “double pouvoir” avait inspiré un peu toutes les actions entreprises par le PRT-ERP jusqu’alors, mais jusqu’en 1974, il n’était pas clair et n’était pas formulé dans des documents. On parlait de double pouvoir, mais sans systématiser le discours ; et surtout on l’évoquait sous sa forme de pouvoir local et presque toujours en référence à l’organisation future dans les zones libérées de la guérilla rurale.

D’où la “surprise” de “Poder Burgués y Poder Revolucionario” qui, sur ces questions, a enrichi la ligne du 5ème Congrès du PRT, en essayant d’élaborer plus clairement le lien entre la perspective de pouvoir et les moyens révolutionnaires.

Examinons maintenant les passages les plus importants, à cet égard, de “Poder Burgués y Poder Revolucionario”.

Santucho a déclaré qu'à partir de 1970 :

"...une situation révolutionnaire s'était ouverte en Argentine, ou du moins l'existence de conditions qui rendent possible l'éradication du capitalisme et la montée du nouveau pouvoir socialiste ouvrier et populaire [...] entre le début d'une situation révolutionnaire et son aboutissement à la crise révolutionnaire, il y a une période qui peut être plus ou moins longue, selon les caractéristiques concrètes du pays".

En Russie, elle a duré de février à octobre 1917, en Espagne de 1931 à 1939, au Viêt Nam de 1940 à 1945...

C'est dans cette phase de transition qu'apparaît le concept qu'il définit : *"... au cours de la situation révolutionnaire, le double pouvoir est né et s'est développé, la dispute pour le pouvoir s'est manifestée avant tout par l'émergence d'organes et de formes de pouvoir révolutionnaire aux niveaux local et national, qui ont coexisté avec le pouvoir bourgeois et s'y sont opposés. Une forme typique de double pouvoir est celle des soviets, ou conseils ouvriers et populaires, qui ont été organisés pendant la révolution russe. Les expériences de diverses révolutions, principalement en Chine et au Viêt Nam, ont élargi le concept de double pouvoir et d'insurrection, en montrant qu'une forme de développement du double pouvoir peut se produire avec des insurrections partielles, c'est-à-dire des soulèvements armés locaux qui établissent un pouvoir révolutionnaire dans une région ou une province, ce que l'on appelle les zones libérées. Selon ces expériences, le processus de développement du double pouvoir dans une situation révolutionnaire, inséparable du développement des forces armées populaires, peut naître dans les zones de guérilla et les zones contestées pour établir des bases de soutien ou des zones entièrement libérées, et s'étendre à l'ensemble du pays au moment de l'insurrection générale.*

Le développement du double pouvoir est dans tous les cas intimement lié au développement des forces militaires du prolétariat et du peuple, car il ne peut survivre sans la force matérielle pour le défendre, sans une armée révolutionnaire capable de repousser l'attaque des forces armées contre-révolutionnaires. Ces orientations du marxisme léniniste ne doivent

évidemment pas être prises de manière schématique et simpliste ; elles ne sont qu'un vaste arsenal théorique, fruit de décennies d'expérience (...) Dans notre patrie, le double pouvoir peut se développer à l'heure actuelle dans les villes comme dans les campagnes, toujours sur la base d'une force militaire capable de défendre les mobilisations révolutionnaires et par le déploiement multilatéral de toutes les potentialités de notre peuple, ce qui implique nécessairement la direction du Parti Prolétarien Marxiste Léniniste.

Aujourd'hui, nous comptons sur un mouvement de masse puissant et combatif, renforcé par le prolétariat industriel, réparti dans tout le pays et ayant l'expérience de la lutte ; nous comptons sur des étudiants combattifs et des paysans pauvres prêts à se battre ; nous comptons sur des forces urbaines et rurales petites mais bien organisées ; nous comptons sur des organisations de masse nombreuses et étendues qui englobent la majorité des travailleurs du pays ; nous comptons enfin sur un parti révolutionnaire féroce qui grandit et se consolide chaque jour, bien qu'il soit encore faible en nombre et peu lié aux masses prolétariennes et aux travailleurs en général. C'est pourquoi nous affirmons qu'en Argentine, la phase initiale du double pouvoir se développera de manière inégale dans les différentes parties du pays, c'est-à-dire que les forces et les organismes du pouvoir ouvrier et populaire devront surgir localement, de manière permanente et transitoire, en coexistant avec le pouvoir capitaliste, en l'affrontant constamment avec des mobilisations de masse.

Le problème pratique que notre peuple doit résoudre dans cette nouvelle situation est d'accumuler les forces nécessaires à la lutte finale pour le pouvoir d'État que nous devons arracher des mains de la bourgeoisie. Cette question fondamentale sera résolue dans la situation révolutionnaire que nous commençons à vivre, avec le développement du double pouvoir, tant dans ses formes générales d'opposition à certains plans du gouvernement bourgeois et d'imposition de solutions ouvrières et populaires à certains moments sur la base de mobilisations de masse énergiques, arrivant ainsi à la construction transitoire d'organes de pouvoir au niveau général, que dans sa forme de pouvoir local, principale

manifestation du double pouvoir pour toute la période à venir, point de départ solide d'une grande accumulation de forces révolutionnaires."

La lutte populaire est inégale. Elle se développe partiellement dans un endroit d'une certaine manière, dans un autre d'une autre manière ; dans un endroit à un moment donné, dans un autre à un autre moment. Il est nécessaire que toutes ces luttes, qui se développent à différents moments et en différents lieux avec une force différente, aboutissent toujours à une croissance de la force du peuple tout entier, qui s'accumule, jusqu'au moment où il est opportun de lancer l'attaque finale, dans tout le pays et avec toutes les forces disponibles pour parvenir au triomphe de l'insurrection ouvrière et populaire.

Santucho donne ensuite un exemple concret de ce qu'il entend par la construction d'un double pouvoir au niveau local :

"... Prenons un exemple. Dans une grande usine commence une lutte revendicative et anti-bureaucratique qui se heurte non seulement à l'entreprise et à la bureaucratie syndicale, mais aussi à la police, au ministère du Travail, en un mot au gouvernement bourgeois et à ses forces répressives. Le syndicat ou la commission interne qui mène la lutte, mobilise tous les travailleurs et obtient un premier résultat partiel et étend ses forces. Si cette lutte s'arrête là, ne dépasse pas ce niveau, elle tendra inévitablement à s'étioler, et l'ennemi pourra la combattre patiemment.

Après un certain temps, au cours duquel il y aura de nouvelles mobilisations, la "sainte alliance" ennemie (entreprise, bureaucratie syndicale, forces répressives et gouvernement) lancera une contre-offensive et, la plupart du temps, l'avant-garde ouvrière, influencée par le spontanéisme, le populisme, le réformisme ou simplement par manque d'orientation politique [...] sera vaincue, parce qu'elle perdra la foi dans la lutte ou parce qu'il s'agira d'une bataille désespérée.

Il en sera autrement si, par exemple, le syndicat ou la commission de classe interne, conscients de la situation révolutionnaire dans laquelle nous vivons, comprennent que tous les efforts doivent être orientés vers

l'accumulation de forces. Dans ce cas, en effet, avant même la première victoire [partielle], il prendra en charge les problèmes de toute la population et se liera avec les organisations de ville ou de quartier, avec les autres syndicats et commissions internes, et participera, ou poussera les militants à participer, à la construction des forces révolutionnaires, des cellules du PRT, des unités de l'ERP, du Front Anti-Imperialiste (...) Avancer vers le développement du pouvoir local, d'abord déguisé, puis plus ouvert, est l'étape qui fait le pont entre la lutte partielle des masses et l'insurrection générale. La construction d'organes ouverts de pouvoir local ne peut être une chose spontanée. L'ennemi, dès qu'il sait que dans un quartier, une localité ou un pays, le peuple s'est auto-organisé et commence à résoudre par ses propres méthodes les problèmes de production, de santé, d'éducation, de sécurité publique, de justice, etc. (...) lancera avec fureur toutes les forces armées dont il dispose, avec l'intention sauvage de noyer dans le sang cette affirmation de souveraineté.

C'est pourquoi l'émergence du pouvoir local doit être le résultat d'un processus général, national, où ici et là, au nord et au sud, à l'est et à l'ouest, des organismes de pouvoir populaire commencent à se former, où les masses commencent à prendre la responsabilité de gouverner la région. Cette multiplicité et cette extension du pouvoir local remettront en cause la possibilité de répression et permettront à de petites et moyennes unités locales de guérilla de défendre le nouveau pouvoir. La mobilisation des masses conduit notre pays dans cette direction. L'activité consciente des révolutionnaires fera en sorte que le processus d'émergence et de développement du pouvoir local, point de départ de la contestation du pouvoir de la bourgeoisie pro-impérialiste au niveau national, connaisse une évolution harmonieuse. A partir des luttes revendicatives, la formation d'organes embryonnaires de pouvoir populaire est en cours en Argentine, dans certaines provinces, villes, zones industrielles, villages. Cependant, en général, dans l'immédiat, il n'est pas opportun de faire un pas qui attirerait rapidement la répression contre-révolutionnaire. Dans ce cas, on peut avancer en déguisant habilement certains aspects de l'exercice du pouvoir populaire. Dans une ville, par exemple, sous le couvert d'une association locale, on peut organiser diverses commissions

pour traiter des problèmes de santé, d'éducation, de sécurité, de justice, etc, avec une orientation révolutionnaire, par la mobilisation constante de toute la région, avec comme objectif central la construction de solides forces révolutionnaires politiques et militaires. Dans d'autres situations, ce rôle peut être joué par le syndicat. Cependant, ce n'est qu'une modalité initiale, jusqu'à ce que vienne le moment d'organiser une assemblée ou un conseil local, qui se constitue officiellement comme le pouvoir souverain de la population de la région.

Dans les campagnes, où la présence directe de l'État capitaliste est relativement faible, le développement du pouvoir local sera plus rapide, car il pourra initier des améliorations substantielles pour les masses.

Cependant, la mascarade sera plus difficile et recevra inévitablement les attaques les plus féroces de l'ennemi. L'établissement d'organes de pouvoir locaux dans les campagnes ne sera possible qu'avec la défense d'unités de guérilla capables de repousser les attaques de l'armée contre-révolutionnaire."

Santucho propose alors le développement d'un autre front, car :

"... il n'est pas possible d'avancer dans le développement du double pouvoir sans l'avancée de l'unité et d'une très large mobilisation des masses populaires. Celui de la lutte démocratique, patriotique et anti-impérialiste, c'est-à-dire de la construction d'un Front anti-impérialiste, à partir d'expériences comme celle du FAS ; un Front capable de rassembler en son sein le plus large éventail d'organisations représentatives, de partis et de courants politiques socialistes, péronistes, radicaux, chrétiens, etc, syndicats et groupements syndicaux anti-bureaucratiques, centrales et fédérations d'étudiants, syndicats, ligues et fédérations paysannes, associations et fédérations de banlieues et de quartiers, fédérations d'autochtones, organisations de jeunes et de femmes, commissions de solidarité avec les prisonniers, etc..."

L'unité face à l'ennemi et la lutte idéologique et politique au sein de l'alliance devaient être une caractéristique essentielle du Front an-

ti-impérialiste ; puisqu'il tendait à s'unir avec le peuple et la classe ouvrière, la petite bourgeoisie urbaine, les pauvres et les paysans des villes, et même, par périodes incertaines, des secteurs de la classe moyenne nationale, contre l'ennemi commun,

“... une lutte de classe aiguë en son sein, bien que de caractère idéologique et politique pacifiste, ne peut être évitée [...] Après trois ans de combats urbains, notre peuple a commencé la construction d'unités de guérilla urbaine et rurale structurées dans la perspective des forces régulières. À partir de cette expérience (...) les Argentins sont aujourd'hui en mesure d'avancer rapidement dans la construction d'une puissante armée de guérilla. Dans une première période immédiate, qui durera probablement plusieurs années, nous devons travailler à l'organisation de petites et moyennes unités locales, au niveau de la compagnie, du bataillon et du régiment, étroitement liées au développement du pouvoir local, capables d'affronter victorieusement, avec le soutien de la population, toute attaque des forces répressives. De ces unités locales doivent naître, à l'avenir, les Brigades et les Divisions de l'Armée Révolutionnaire Populaire régulière, qui déclencheront l'insurrection générale victorieuse du peuple argentin. Dans le cadre de l'exercice souverain du pouvoir populaire dans certaines régions, des milices ouvrières et populaires d'autodéfense seront créées, qui se chargeront progressivement de garantir efficacement la défense de leur région contre les attaques répressives, permettant ainsi aux compagnies, bataillons et régiments de guérilla de se libérer de leurs engagements locaux et de progresser dans leur transformation en brigades et divisions régulières, le bras d'acier du peuple révolutionnaire.

La formation de milices d'autodéfense, sources de combattants et de cadres militaires pour les forces régulières, est un problème sérieux et délicat, qui exige une politique prudente et réfléchie [...] Les spontanéistes, avec la légèreté et l'irresponsabilité qui les caractérisent, aiment développer la formation immédiate de la milice d'autodéfense sans mobilisation ouvrière et populaire, si petite soit-elle. Mais les secteurs prolétariens et populaires d'avant-garde, pleins de combativité, peuvent subir l'in-

fluence de ces conceptions et s'engager dans la formation prématurée de telles milices, s'exposant eux-mêmes et les secteurs de masse prématurément à une répression féroce, avec des résultats contre-productifs. Les milices d'autodéfense sont une partie essentielle de l'armement ouvrier et populaire, constituant des piliers solides dans la construction des forces armées révolutionnaires, mais en raison de leur caractère largement massif, elles ne peuvent naître que d'une mobilisation profonde et totale du peuple dans les zones de guérilla ou les zones libérées”.

Enfin, Santucho s'adresse à ce qu'il définit comme le “front principal” du travail : le Parti révolutionnaire des travailleurs :

“Les Argentins comptent sur le noyau fondamental d'un parti, du parti prolétarien de combat qui mènera au triomphe de notre révolution anti-impérialiste et socialiste. Il s'agit du PRT, forgé au cours de neuf années de lutte clandestine, anti-dictatoriale, anti-impérialiste et anti-capitaliste, qui dispose aujourd'hui d'une structure nationale solide, de plusieurs milliers de membres actifs, de plusieurs centaines de cadres solides, avec une tradition et une expérience de combat, une ligne politique stratégique et tactique correcte (...) Mais notre Parti rencontre de grandes difficultés pour mener à bien sa mission révolutionnaire de manière efficace. Cela est dû principalement à la pénétration organique insuffisante du prolétariat d'usine, à la faible composition sociale, avec seulement 30% d'ouvriers d'usine, aux compétences professionnelles inadéquates dans l'exécution des tâches révolutionnaires et au nombre limité de membres organisés. (...) La construction de l'ERP, tâche capitale de tous les révolutionnaires argentins, et en premier lieu des travailleurs des grandes usines, passe par le développement de zones et de fronts d'usine.

Former des cellules dans les grandes usines, diriger et orienter les luttes revendicatives du prolétariat, s'adresser avec la propagande du parti à tous les travailleurs des usines, incorporer et organiser dans le parti des dizaines de travailleurs dans chaque grande usine, c'est le point de départ actuel d'un développement sain et impétueux nécessaire pour que l'ERP soit en mesure de jouer un rôle de leader et d'organisateur.

C'est des grandes usines que viendront les principaux cadres et dirigeants de notre parti, comme cela a été partiellement le cas jusqu'à aujourd'hui".

Dans les conclusions de ce document, Santucho résume les thèses exprimées comme suit :

"Nous avons vu que nous sommes dans la phase d'ouverture d'une situation révolutionnaire dans laquelle la lutte pour le pouvoir commence à être possible. Nous avons vu finalement que le chemin pour avancer vers la conquête du pouvoir au moyen de l'insurrection générale du peuple argentin, passe par le développement d'un double pouvoir, à partir du pouvoir local dans les zones de guérilla et dans les zones libérées, à partir de l'unité et de la mobilisation de tout le peuple, à partir de la construction d'un front anti-impérialiste de masse, d'une puissante armée de guérilla et d'un solide parti de combat marxiste-léniniste, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT)."

Santucho a également rappelé l'importance de la JCR :

"La responsabilité d'expulser l'impérialisme yankee d'Amérique latine et de renverser le système capitaliste injuste est partagée par tous les peuples latino-américains et compte sur le soutien et la sympathie de tous les peuples du monde. Mais nous ne sommes pas seulement confrontés au même ennemi, nous sommes aussi des frères. Notre parti a construit une convergence théorique et pratique avec le MLN-Tupamaros d'Uruguay, le MIR du Chili, l'ELN de Bolivie, au sein de la Junta de Coordinación Revolucionaria".

Dans un éditorial du 16 octobre 1974 dans *El Combatiente*, Santucho dénonce les activités répressives du gouvernement de López Rega, qui a mis en place un "État policier" fasciste, déchaînant le Triple A. Mais il a également affirmé, en s'appuyant sur les leçons de l'expérience vietnamienne, que

"...lorsqu'un peuple a commencé à lutter et est passé à l'offensive, comme l'a fait le peuple argentin à cette époque, une répression plus grande et plus sauvage ne l'intimide pas, au contraire, elle renforce sa détermina-

tion. C'est ce que les Vietnamiens appellent la spirale répression-résistance, qui génère toujours plus de répression et plus de résistance".

Les mois qui suivirent donnèrent en partie raison à Santucho. Mais cette appréciation - qui est valable lorsque les masses et les révolutionnaires maintiennent l'offensive - a été un facteur qui a entravé l'analyse de la direction de l'ERP pour saisir à temps le recul qui s'est produit après le coup d'État militaire du 24 mars 1976.

Cependant, la première moitié de l'année 1975 est caractérisée par les grands triomphes du PRT-ERP, dans un contexte où, à partir de février-mars, la lutte des classes présente de nouvelles caractéristiques. Le PRT écrit :

"... La crise du gouvernement péroniste, la crise économique et l'expansion des luttes et du degré d'organisation acquis par notre peuple, surtout ces dernières années, ont donné un nouveau contenu aux luttes ouvrières et populaires actuelles".

Le coût social des politiques d'Isabel Perón a alimenté la protestation populaire et la croissance des forces révolutionnaires. Une mobilisation croissante des travailleurs contre le coût de la vie et des luttes syndicales anti-bureaucratiques se sont développées ; au centre, dans ces premiers mois de 1975, se trouvaient les luttes des travailleurs de Villa Constitución, où le mouvement a été réprimé par des rafles et où il y avait encore des difficultés à généraliser la lutte.

Le PRT, pour sa part, a atteint le point culminant de son développement à ce stade, à la fois en tant que force militaire et en termes d'enracinement dans le mouvement ouvrier. C'est l'organisation de gauche (y compris la gauche péroniste et les Montoneros) qui a la plus grande présence organique dans les syndicats industriels du pays, bien qu'elle ne les contrôle pas car ils sont principalement dirigés par la bureaucratie syndicale. Parmi les travailleurs de Córdoba, le prestige du PRT était particulièrement grand. Son ancrage dans les usines n'était pas très massif, mais qualitativement important, et les dirigeants ouvriers

du PRT, qui n'étaient d'ailleurs pas peu nombreux, étaient de véritables militants ouvriers.

Les lieux de plus grande présence du PRT-ERP, outre Córdoba, étaient Villa Constitución, quelques grandes usines de Buenos Aires, Tucumán, Salta, Rosario, La Plata, Zarate... L'ERP était la plus grande présence de la guérilla dans le cordon industriel. La police recherchait ses militants, mais sans grand résultat. La structure clandestine de l'ERP a résisté à la répression avec une relative facilité. Les revers militaires sont surmontés par de nouvelles actions plus importantes. Les chutes, qui dépassaient quelques centaines, ont été rapidement remplacées par une croissance constante. Les infrastructures détruites par la répression ont été rapidement restaurées.

Au cours du premier semestre 1975, l'ERP est très actif ; outre les actions de propagande armée, il attaque le 13 avril une autre caserne, le Batallón de Arsenales 121 de l'armée, dans la zone de Santa Fe à Fray Luis Beltrán au nord de Rosario, avec l'objectif, cette fois-ci atteint, de s'emparer d'armes.

La compagnie de combat "San Lorenzo", avec environ 70 combattants, a occupé pendant plusieurs heures une unité ennemie de plus de 700 officiers, sous-officiers et soldats. Avant de prendre la caserne, le commissariat Fray Luis Beltrán et la gare ont été occupés, il y a eu un affrontement avec la police, et le quartier des officiers et sous-officiers a été occupé. Ce fut donc une grande action et un triomphe pour l'ERP. Ces actions ont accru le prestige du PRT-ERP et renforcé l'image de toute-puissance des forces révolutionnaires et ont eu d'importantes répercussions sur l'état d'esprit des masses ouvrières qui, quelques mois plus tard, se sont lancées dans les grandes journées de lutte de juin et juillet.

Le 24 mai, à Córdoba, une unité de l'initiative "Decididos de Córdoba" libère 26 camarades révolutionnaires de diverses organisations de la prison de Buen Pastor.

Après les fortes mobilisations ouvrières de février-mars contre la politique économique du gouvernement, Isabel Perón cède de plus en plus de pouvoir à López Rega et décide de s'opposer frontalement à la CGT, se dirigeant ainsi vers un suicide politique. Le 2 juin, un nouveau ministre de l'Économie, Celestino Rodrigo, est nommé. Il rompt définitivement le "pacte social" et achève le divorce entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement. Le 5 juin, il annonce une dévaluation du peso de 100 % par rapport au dollar, une augmentation des prix des carburants de 175 % et de l'électricité de 60 %, et impose une réduction de 45 % des salariales.

C'est ainsi que débute le "Rodrigazo", une vague de mobilisations, de grèves, d'occupations d'usines, de paralysie de la production, etc... Le PRT, les Montoneros et tout le militantisme anti-bureaucratique ont organisé et mobilisé la base des travailleurs ; et la CGT a dû se joindre au mouvement, bien qu'elle ait attaqué le ministre Rodrigo et López Rega, mais pas le président. Cette unité a donné une grande force aux mobilisations. Tout l'appareil propagandiste et syndical de la PRT a participé à ce mouvement, tant dans le travail avec la base ouvrière et les syndicats que dans les négociations. Il s'agit d'une des participations majeures de l'ERP au mouvement de masse, autour des objectifs du mouvement, qui sont vindicatifs, anti-ouvriers et anti-répressifs. Les combattants de l'ERP travaillant dans les usines ont également participé, en dehors des actions armées. Les organisations révolutionnaires en général ont participé activement, à travers les différentes structures syndicales, en travaillant ensemble.

La grève générale des 8 et 9 juillet a été le point culminant de ce mouvement, après trois mois de lutte. Buenos Aires, en particulier, a été au cœur des "journées de juin et de juillet".

Les mobilisations ont débouché sur une crise gouvernementale, avec la chute de López Rega. La pression des forces armées a également joué un rôle dans sa chute. Le ministre Rodrigo, puis le ministre du Travail

tombent également.

Immédiatement, ce fut un triomphe syndical, avec le décret annulant les augmentations salariales obtenues dans les commissions égalitaires.

Sur le plan politique, la chute de López Rega est celle de l'extrême droite péroniste.

Mais la difficulté commençait maintenant... Entre-temps, des développements importants et prémonitoires avaient également eu lieu sur le front de la guérilla rurale.

De septembre à décembre 1974, la direction de la PRT avait entrepris de réorganiser la Compagnie du Mont. En septembre, alors que la grève dans le secteur sucrier se développe, la Compagnie reprend ses actions militaires, selon la tactique du hit-and-run. Le 20 septembre, une unité de l'ERP occupe la localité de Santa Lucia. Tandis que deux groupes neutralisent le central téléphonique et le commissariat de police, deux autres pelotons exécutent deux policiers, Eudoro Ibarra et son collègue Hector Saraspe ; le premier pour avoir été responsable de l'assassinat, quelque temps auparavant, du commandant de la compagnie Monte et le second pour avoir traîné son corps attaché aux garde-boue de son camion dans les rues de la ville.

Fin septembre, la police a arrêté presque tous les responsables de l'ERP régional dans la capitale Tucumán, mais la Compagnie du Mont a réussi à poursuivre son action, y compris, en décembre, l'exécution dans les rues de la capitale Tucumán d'un capitaine de l'armée.

Début décembre 1975, la Compagnie du Mont a poursuivi ses opérations en prenant des villages à Potrero de las Tablas, où elle a exécuté un collaborateur de l'armée, et à San Rafael.

Le 9 février, sur ordre du gouvernement, les troupes de la 5e brigade d'infanterie, dépendant du 3e corps d'armée, entament l'opération

“Indépendance”³⁸, commandée par le général Acdel Edgardo Vilas, l’homme de López Rega, dans le but d’anéantir la guérilla rurale dans la province de Tucumán. L’armée a installé ses troupes le long de la route 38, situant le commandement tactique dans la ville de Famaillá. Au départ, les troupes étaient au nombre de 1 500, mais au bout de quelques mois, elles s’élevaient à 5 000. Acdel Edgardo Vilas avait les coudées franches pour mettre en œuvre des méthodes de répression non conventionnelles au sein de la population, couvertes par le décret gouvernemental du 5 février qui stipulait : “Le commandement général de l’armée procédera à l’exécution des opérations militaires nécessaires pour neutraliser et/ou anéantir l’activité des éléments subversifs présents dans la province de Tucumán”. Et Vilas lui-même a déclaré : “Je ne viens pas pour combattre la guérilla, mais la subversion”.

A cette époque, la Compagnie du Mont compte une centaine de combattants. Pour Santucho, malgré la disparité des forces, les conditions étaient réunies pour rester dans la région et faire face aux attaques de l’ennemi, car l’ERP était soutenue par “la population ouvrière et paysanne des trois départements de Tucumán, par 200 000 travailleurs argentins soumis à la répression la plus dure”. Selon Santucho, la décision du gouvernement et de l’armée était due à la

“...consolidation rapide de la guérilla rurale à Tucumán, qui, en quelques mois et malgré le coup dur subi à Catamarca, est parvenue à s’implanter solidement dans les départements de Famaillá, Monteros et Tafi’ del Valle, avec le soutien et la participation croissante et enthousiaste de la population ouvrière et paysanne...”

Cependant, Santucho est clair sur l’objectif tactique de l’ennemi : *“la première étape du plan “operativo de seguridad” a pour objectif principal d’envoyer la population vers les forces réactionnaires, en la forçant à choisir entre elles et la guérilla”*.

38 “Operativo Independencia” : première opération de répression massive contre la guérilla de l’ERP dans la province de Tucumán ; l’action des militaires a été particulièrement brutale avec des arrestations, des exécutions sommaires, le recours systématique à la torture et l’utilisation de l’aviation pour bombarder les villages ruraux où se trouvaient les guérilleros.

Alors que les guérilleros développaient un travail de masse, en commençant par l'assistance médicale et l'agitation politique, en prenant des villages comme La Fronterita et en attaquant une voiture de police à Quebrada de Lules, en suivant la livraison de "petits combats victorieux", la 5e brigade d'infanterie évitait le combat, évitait de s'aventurer dans la montagne et mettait toute son attention sur le contrôle et la répression de la population de la plaine.

Vilas, au lieu de se lancer dans la guérilla, lance donc toutes les forces de répression contre la population de la province de Tucumán. Le 9 février, la ville de Tucumán est occupée par les troupes de l'armée, de la gendarmerie et de la police fédérale et provinciale, parmi lesquelles se trouvent des centaines de spécialistes du renseignement. En effet, l'armée a d'abord effectué un minutieux travail de renseignement sur le mode de fonctionnement de la guérilla, ses contacts avec la population, etc., en vue de l'offensive d'anéantissement, après avoir "asséché l'eau au poisson".

San Miguel de Tucumán, qui avait beaucoup d'eau à assécher, fut alors aplati : des centaines d'ouvriers et de paysans combattifs, de syndicalistes, de dirigeants populaires ou de simples citoyens soupçonnés de sympathiser avec la guérilla, d'hommes politiques qui contestaient les crimes des militaires, d'étudiants, de professeurs d'université, que Vilas considérait comme des idéologues de la subversion, d'avocats progressistes, de défenseurs des droits de l'homme furent enlevés, disparus ou assassinés, par la répression la plus sanglante de l'histoire de l'Argentine jusqu'à ce jour. La province de Tucumán a connu le terrorisme d'État avant la dictature de Videla. À Tucumán, il y a eu 2 à 3 000 morts, soit autant que tous les morts de la Triple A en deux ans.

L'Escuelita de Famaillá, où l'armée était cantonnée, a été le premier des centaines de camps de concentration, de torture et d'extermination des militaires ; avec ses méthodes basées sur la torture et la disparition, il a été le modèle des camps ultérieurs de la dictature de Videla.

Ainsi, alors que la guérilla était active dans la montagne, la structure de l'ERP était étouffée dans les villes de province, où tombaient les chefs et les militants. Selon le chef des renseignements de Vilas, *“... la lutte à Tucumán s'est définie dans les villes, pas dans la montagne”*.

Le PRT, après les premiers coups reçus, a envoyé des militants d'autres régions dans les zones urbaines de Tucumán pour reconstruire les structures et réorganiser la lutte syndicale et revendicative ; mais ils sont tombés eux aussi. Et la combativité de la population diminue de jour en jour.

Au sein de l'ERP, au niveau national, il n'était pas facile de comprendre ce qui se passait à Tucumán, car cela ne correspondait pas à ce qui se passait dans le reste du pays, alors en pleine ébullition. Le fait que l'armée soit restée cantonnée au pied de la montagne a également été mal interprété par l'ERP comme un signe d'indécision face à l'affrontement sur la montagne. Une erreur de jugement qui ne tenait pas compte du fait que Vilas était déjà en train d'atteindre son premier objectif : isoler la guérilla de la population, couper l'approvisionnement des villes vers la montagne et instaurer la terreur au sein de la population grâce à la présence de l'armée.

Et même sur le mont Vilas, elle n'était pas inactive : si l'armée ne s'est pas rendue en masse sur la montagne, elle a tout de même utilisé des tactiques de guérilla avec des embuscades contre des groupes de combattants individuels, alors que l'ERP s'attendait à ce qu'une armée entière tente de la localiser et de l'anéantir. En revanche, il ne s'attendait pas à la capture et à la disparition, sur la même montagne, des familles qui l'aidaient ; il ne s'attendait pas à la torture de ceux qui apportaient la nourriture et le matériel nécessaires. Le témoignage d'un militant de la Compagnie ERP de la Montagne est intéressant à cet égard :

“L'armée elle-même a fait croire qu'elle avait peur [de monter dans la montagne]. Faux, ils sondaient la population pour découvrir, par exemple, qu'une famille avec quatre enfants, qui achetait un sac de farine par

semaine, en achetait maintenant deux. Et pour qui était l'autre sac ? La question se posait d'elle-même. Ou bien, tout d'un coup, à une famille qui avait cinq enfants, deux garçons, dont l'un n'était pas là, les militaires demandaient : "Don Pedro, qu'a fait votre fils ?" "Il est à Buenos Aires pour faire telle ou telle chose..." [...] "Et où ?" Ils allaient ensuite vérifier ces informations et si le détenteur n'était pas là, ils allaient chercher toute la famille. La plupart des chutes, même au sein de la population, se produisent donc dans les zones rurales. Pendant longtemps, on a pensé que la répression touchait davantage les zones urbaines. Mais ici [sur le Mont], des familles entières ont été emmenées dans des camps d'internement, certains ont été exterminés, d'autres libérés, certaines filles ont été maintenues dans des conditions d'esclavage au service des officiers..."

La tactique de l'armée de ne pas monter en masse dans la montagne, interprétée par la PRT-ERP comme une preuve de faiblesse, a conduit la Compagnie de la Montagne à commettre l'erreur d'attaquer l'ennemi sur ses positions, c'est-à-dire à planifier une grande attaque sur la base de Famaillá, avec l'intention de capturer également le général Vilas lui-même.

L'opération a nécessité un grand nombre de combattants qui ont abandonné la montagne et sont descendus à Famaillá pour surprendre et occuper le quartier général militaire, en gardant le contrôle de toute la ville pendant quelques heures pour porter aux forces armées un coup sans précédent dans l'histoire de la guérilla en Amérique latine. Le 28 mai, des centaines de combattants (la Compagnie du Mont intégrée à des militants d'autres régions) se sont rassemblés dans une ferme à 15 km de Famaillá. Peu après avoir entamé la marche vers l'objectif, menée par deux camions et un pick-up, la compagnie a été interceptée par une patrouille ennemie, qui a tendu une embuscade à l'une des unités de l'ERP. Un combat s'engagea, au cours duquel l'ennemi engagea de nouvelles forces et mobilisa rapidement un énorme appareil répressif : ce fut le "combat de Manchalá", au cours duquel tombèrent quatre guérilleros et une vingtaine de soldats. L'ERP a pu battre en retraite de manière ordonnée ; mais si, d'un point de vue militaire, elle avait gag-

né la bataille, l'affrontement avait fait exploser le véritable objectif de l'opération, ce qui a représenté une dure défaite en termes stratégiques pour la Compagnie du Mont, qui a perdu à partir de ce moment l'initiative militaire dans la région de Tucumán, et avec elle l'initiative politique.

Un combattant de la Compagnie du Mont, 'Cacho' Ledesma, dans un témoignage sur la guérilla rurale du PRT-ERP, décrit quelques erreurs fondamentales qui l'ont marquée. Tout d'abord, sur la base de l'évaluation politique de la sympathie, de l'adhésion des habitants de la zone choisie par les guérilleros dès le début, il a été décidé de rester là,

"... pensant qu'il s'agissait de l'étape de la zone libérée. (...) Nous nous déplaçons dans un rayon de 40 à 50 km entre la ville de Concepción et San Pablo (...) Si vous restez dans un rayon de 40 km, (...) l'ennemi dit : ce sont des gens du pays ou les gens sont avec eux. Où s'approvisionnent-ils ? (...) Si vous fit sur le terrain, l'ennemi pense que vous disposez d'un soutien très solide. Alors, que fait-il ? Il applique la théorie du poisson et de l'eau.

Si vous enlevez l'eau au poisson, il meurt. Il trace donc un cercle, il s'assure que nous ne frappons pas en dehors du cercle de 40 kilomètres et commence le travail de renseignement et la pression sur la population que nous avons vus."

Pour Ledesma, il s'agit d'une évaluation basée sur un malentendu : le soutien de la population, les sympathies, avaient été si importantes lors de l'apparition de la première unité de l'ERP avec la prise d'Acheral, et aussi autour du travail réalisé par les camarades auparavant... que la sympathie des masses a été confondue avec la participation directe :

"... On confondait le soutien et l'adhésion des masses avec leur participation, leur incorporation [à la guérilla] (...) On n'était pas encore au stade de la guerre révolutionnaire, quand les masses s'approprient la lutte armée et se mettent en ligne. La sympathie est une chose, la participation en est une autre. Cela a facilité le travail de répression et l'ennemi est

monté [sur la montagne] alors qu'il avait déjà tout préparé, qu'il avait déjà sondé la population et qu'il savait qui était qui (...) Ils ont neutralisé ce soutien, cette adhésion, cette sympathie, par la peur, la terreur, ils ont emmené tous ceux qu'ils pouvaient (...) Je crois que la direction, loin d'être claire sur cette situation, a fait une mauvaise analyse de l'étape que nous étions en train de vivre. Nous nous déplaçons comme si nous étions dans une zone libérée. Et que faites-vous quand vous n'arrivez pas et que vous ne pouvez pas défendre l'agriculteur contre l'ennemi qui vient raser ? Vous faites le jeu de l'ennemi”.

Ledesma note également le fait que les camps de la Compagnie étaient souvent très proches des centres de population, et l'un d'entre eux se trouvait à seulement trois kilomètres de Santa Lucia, “...alors que le manuel dit que le camp ne doit pas se trouver à moins de 15 km du centre de population. Il y a eu une sorte de (...) triomphalisme généré par le grand développement de l'ERP à partir du 25 mai, cette étape que certains ont décrite comme “l'étape de l'avidité”, où la qualité a été dépassée par la quantité. Je ne dis pas cela pour disqualifier les nouveaux camarades, mais je crois que cela a généré une promotion accélérée des cadres.”

Ces évaluations sont également utiles pour comprendre les événements qui ont suivi et certaines caractéristiques générales de l'approche de l'ERP, qui vont au-delà de la particularité de son expérience de guérilla rurale.

Un autre militant de l'ERP, Rolo Diez, soutient également que l'ERP a renoncé à la mobilité pour rester en contact avec les masses, appliquant schématiquement l'idée vietnamienne de “aller vers les masses”, alors que la théorie militaire indiquait la nécessité de se déplacer et de changer d'endroit. Cette théorie, qui diabolise le “foco” et lui oppose les vertus du contact avec le peuple, crée les conditions du soulèvement. L'ERP a continué à s'en tenir au principe suivant : s'appuyer sur le peuple, maintenir le contact avec le peuple et chercher les moyens d'échapper à l'encerclement. Elle n'a donc pas eu la capacité de répon-

dre aux tactiques des irréguliers, ce qui a miné sa capacité de combat et son activité.

La phase qui s'est ouverte sur la montagne en septembre 1974 et qui s'est achevée avec l'affrontement de Manchalá a également confirmé l'importance stratégique accordée par l'ERP à la Compagnie de la Montagne, dont les combattants étaient destinés à devenir les officiers de la grande armée populaire, et à la guérilla rurale en général. A tel point que Santucho lui-même (bien que dans un camp séparé) s'était déplacé dans la montagne, avec le Comité militaire et l'état-major de l'ERP et certains des dirigeants du front de masse (et ce alors que le Rodrigazo se développait dans les villes), avec l'idée d'y installer définitivement une partie de la direction du PRT-ERP. Une longue phase de combinaison de zones libérées dans les montagnes et de double pouvoir dans les villes est envisagée.

Les meilleures ressources du PRT-ERP sont allouées au front rural, qui n'est pas autonome sur le plan humain et politique. Il consommait ainsi l'essentiel des énergies du PRT, lesquelles étaient soustraites au front de masse qui restait entre les mains d'un petit groupe de militants de la "mesa légale", en particulier de sa structure syndicale.

Dans la première moitié de 1975, les Montoneros se sont également développés et leur influence était grande ; le passage à la clandestinité a également fait croître leur activité militaire de jour en jour. En 1975, ils réalisent 500 opérations et plusieurs campagnes militaires, avec des barrages routiers, le contrôle temporaire de zones urbaines, des assauts contre des commissariats de police et, pour la première fois, des attaques contre les forces armées.

Les autres groupes de guérilla se sont joint aux Montoneros et au PRT, renforçant ainsi ces deux organisations. Une partie importante des FAL a rejoint le PRT-ERP. En général, il y avait une tendance à l'unité parmi les forces de guérilla.

Par ailleurs, la chute des trois ministres après les grèves de juillet a signifié la chute politique d'Isabel et de la droite péroniste.

Isabel n'est plus qu'une figure décorative. Le gouvernement a fini par être confié à des hommes politiques plus centristes : mais il était impossible de gouverner le pays avec un mouvement ouvrier aussi puissant.

C'est ainsi qu'une vacance du pouvoir s'est créée. À première vue, il s'agissait d'une situation révolutionnaire. Mais les forces révolutionnaires outre d'être divisées, n'étaient pas non plus préparées à affronter ce moment. Les Montoneros proposaient la "démission d'Isabel et des élections dans les 60 jours" ; le Parti communiste un "gouvernement de coalition démocratique civilo-militaire", les institutions populaires un "gouvernement CGT".

Le PRT, quant à lui, lors de la réunion plénière de son Comité central à Buenos Aires en août, proposait une "Assemblée constituante libre et souveraine", une proposition qui, bien que différente de celle du PC et des Montoneros, n'était pas antagonique avec eux. Sa faisabilité, pour le PRT, dépendrait de l'intensification et de la multiplication des luttes pour les libertés démocratiques : d'où l'importance accordée également à la construction du Front anti-impérialiste démocratique et patriotique, comme base d'une relance de la politique d'alliance.

Le Comité central estimait que le niveau des luttes de masse s'élèverait au fur et à mesure de l'instabilité provoquée par la crise capitaliste et de l'action des forces révolutionnaires, et qu'il fallait maintenir l'offensive jusqu'au triomphe de la révolution ; une simple grève, comme celle de juillet, aussi importante soit-elle, ne suffirait pas à créer de problèmes pour la survie du capitalisme. L'important n'était pas la prise immédiate du pouvoir, mais de travailler au maintien et au développement des forces révolutionnaires avec une stratégie visant à empêcher la consolidation des positions capitalistes, en assurant la victoire finale même après de nombreuses années de lutte.

Dans son discours, Santucho se dit convaincu que nous vivions le début d'une situation révolutionnaire, tendant vers une guerre civile généralisée. Il émit l'hypothèse de la possibilité d'une courte période de démocratie, au cours de laquelle des mots à la mode comme armistice et assemblée constituante libre et souveraine pourraient entrer en jeu. Mais même en cas d'ouverture démocratique, les unités militaires de l'ERP devaient continuer à se préparer à l'explosion future de la réaction et être en mesure de faire face à la dictature qui s'annonçait.

Le Comité Central a proposé la création de deux Bataillons : le Bataillon Buenos Aires et le Bataillon Monte, pour ouvrir un nouveau front rural dans le nord de la province de Tucumán, afin d'alléger la pression de l'Armée sur Tucumán. Il propose également la construction et la consolidation de compagnies dans toutes les régions et de pelotons dans les zones indépendantes, ainsi que la création d'une escouade d'élite dépendant du Bureau politique. Cette dernière devait être répartie entre Monte et Buenos Aires.

Après les journées de juillet, une désescalade des mobilisations s'était amorcée ; les grèves s'étaient poursuivies, mais avec des signes de déclin, sauf à Gran Buenos Aires. Le reflux du mouvement a commencé dans le nord-est et s'est étendu à l'ensemble du pays. La difficulté de lier les luttes revendicatives à la lutte démocratique, de formuler un seul programme démocratique et revendicatif des forces révolutionnaires qui exprime les principales aspirations du peuple, dans la perspective de la construction d'un Front démocratique et patriotique, c'est-à-dire l'absence d'une unité substantielle des révolutionnaires et du camp populaire et le ralentissement momentané des actions de guérilla, n'ont pas permis d'exploiter au maximum la situation favorable créée par les masses en juin et en juillet.

Les activités de propagande de l'ERP (tracts, écrits muraux...) ont pris un caractère de plus en plus clandestin et militarisé, en raison du développement de la répression et du recul du mouvement de masse. Les incorporations à l'ERP diminuent également et les fronts d'usine et de

quartier se désolidarisent en raison de la répression. La Triple A commence à être remplacée par des “groupes opérationnels” de l’armée, multipliant les enlèvements de militants.

Fin août, la Comandancia sul Monte, où étaient basés Santucho et l’état-major de l’ERP, tombe à son tour, bien que la guérilla parvienne à se replier. De retour à Buenos Aires, Santucho décide que les conditions ne sont pas réunies pour installer la Comandancia sur le Mont.

Fin septembre, l’ERP constate un état d’esprit des masses qui, bien que favorable au travail révolutionnaire, n’est pas en mesure de maintenir et d’étendre les mobilisations de juin et juillet, ce qui produit un calme relatif pour les forces ennemies. Les mobilisations générales nécessaires pour forcer la situation juridique n’ont pas lieu. La classe ouvrière industrielle est isolée, la tactique du gouvernement péroniste, de tromperie combinée à la répression, a réussi à capter les attentes de larges secteurs des masses moins politisées et à décimer les forces des étudiants révolutionnaires et d’autres secteurs moyens fortement mobilisés.

En général, une division du peuple avait été déterminée, avec, d’une part, une grande avant-garde sociale qui s’identifiait aux organisations révolutionnaires (la classe ouvrière, une grande partie des étudiants universitaires, un pourcentage élevé de la population de certaines villes comme Córdoba et Villa Constitución et de nombreux quartiers d’autres villes hautement politisées ; et certaines zones particulières comme la population rurale de Tucumán) et, d’autre part, la majeure partie de la population qui avait encore des espoirs dans le gouvernement péroniste.

Le PRT n’a pas réussi dans cette phase à influencer suffisamment les masses, et l’absence d’une proposition unitaire des avant-gardes révolutionnaires, qui aurait pu indiquer la possibilité d’une alternative de pouvoir et une capacité effective à lutter pour elle, a été un facteur décisif dans la régression du mouvement de masse dans cette phase, car elle

l'a privé d'une référence, d'un horizon, pour lequel il valait la peine de continuer la lutte malgré la répression.

Le 5 octobre 1975, cependant, les Montoneros réalisent une grande opération : avec plus de 50 combattants, ils s'emparent du Regimiento de Infantería de Monte 29 dans la ville de Formosa. Ils s'emparent de 50 fusils FAL et effectuent une retraite spectaculaire avec un avion Boeing 737.

C'est dans ce contexte politique et militaire que le PRT décide de relancer l'offensive en s'emparant du Batallón Depósito de Arsenales 601 à Monte Cingolo dans le Gran Buenos Aires, à 2 km du siège du gouvernement, le 23 décembre 1975.

L'objectif immédiat était la nécessité de s'approprier une grande quantité d'armes pour les deux unités de combat nouvellement planifiées, le bataillon de Monte et le bataillon de Buenos Aires, considérées comme centrales dans la résistance au coup d'État qui se dessinait clairement. Cette action représentait donc un saut nécessaire dans le développement de la guerre et des forces révolutionnaires. Le succès de cette opération, plus généralement, aurait présenté la guérilla de l'ERP comme une véritable proposition de pouvoir devant le peuple et lui aurait permis de reprendre l'offensive et de mettre les militaires sur la défensive. Une action de cette ampleur, si elle avait été victorieuse, aurait contraint les militaires à une plus grande préparation du coup d'État et aurait ainsi entravé et retardé les plans du Parti militaire ; elle aurait pu encourager une mobilisation de masse pour contrecarrer les plans de l'ennemi. Il s'agissait donc de présenter la guérilla comme capable de frapper le gouvernement ennemi, en alimentant la lutte populaire. L'ERP était convaincue que l'action militaire de la guérilla, combinée à l'action politique des masses, était le plus grand frein aux velléités putschistes.

Mais alors que les préparatifs de l'opération avaient atteint un stade avancé, le commandant de l'ERP Juan Eliseo Ledesma, responsable

de l'opération, et une grande partie de l'appareil logistique de l'ERP, étaient arrêtés. Un coup très dur, dû à un agent infiltré, bien que dans une position périphérique, qui annonçait ainsi un changement de rythme et de qualité de la répression.

Cependant, Santucho décidait d'aller de l'avant et de mener à bien cette opération, considérée, comme nous l'avons vu, comme décisive dans cette transition historique.

Il s'agissait d'une attaque d'infanterie, avec les méthodes opérationnelles d'une guerre de mouvement et non de guérilla. Ce fut une catastrophe, réduite seulement par le soutien de la population de la région qui a aidé les guérilleros dans leur retraite, même si cela leur a coûté cher. Les guérilleros ont perdu 62 camarades, dont une trentaine ont été abattus sur place après s'être rendus, faute de munitions, et les autres ont été tués au combat. Une centaine de civils ont été tués dans les bidonvilles autour de la caserne, attaqués par l'armée.

C'était une bataille de grande ampleur, mais le PRT-ERP avait encore de grandes réserves et un grand potentiel à déployer.

En janvier 1976, le gouvernement a présenté un plan d'urgence national et un affrontement avec la CGT s'est ouvert. Pour la première fois, un programme économique péroniste affirmait explicitement vouloir réduire les salaires réels.

La poussée des grèves était cependant en cours et la CGT craignait le coup d'État.

Le PRT et d'autres organisations ont lancé l'alarme sur "l'imminence du coup d'État militaire. Le 25 février, *El Combatiente* titra : "...En garde, vers "l'attaque militaire!". *El Combatiente* exprimait la conviction de l'imminence du coup d'État non seulement sur la base de l'analyse politique, mais aussi par les informations recueillies par le PRT. *El Combatiente* appelait les militants dont la légalité était compromise à

passer dans la clandestinité, à ne pas fréquenter des lieux connus et en général à prendre des mesures de sécurité.

Le PRT appelait à se préparer du point de vue de l'organisation interne du mouvement ouvrier révolutionnaire, tout en prévoyant que la situation de masse se maintiendrait et s'approfondirait.

Le coup d'État arriva le 24 mars 1976, dirigé par les généraux des trois armes : Jorge Rafael Videla (Armée), Emilio Eduardo Massera (Marine) et Orlando Ramón Agosti (Aviation), qui renversèrent le gouvernement d'Isabel Perón³⁹, avec le consentement d'une grande partie de la "classe politique", de la bureaucratie syndicale et des entrepreneurs; avec le Peronisme divisé, avec sa ligne modérée et indécente, et avec la "classe moyenne" demandant "l'ordre"; avec une mouvement populaire diminué, même s'il continuait à lutter; avec une situation internationale favorable, soit par la tendance à la réaction qui dominait l'Amérique du Sud, soit par la perte de prestige d'Isabel (surtout Kissinger soutint la guerre sale, mais en général les putschistes bénéficiaient d'un large soutien international) et, en avec une guérilla qui avait perdu l'initiative politique.

Immédiatement après le coup d'État, la dictature a déclenché le terrorisme d'État contre l'ennemi intérieur, en utilisant des appareils répressifs clandestins. La stratégie suivie par les Forces armées fut la même que celle qui avait été expérimentée à Tucumán par le général Vilas, bien qu'elle fût adaptée au contexte des grandes villes. Au cours de la première semaine du coup d'État, les forces armées avaient déployé des effectifs pour prendre le contrôle des zones vitales du pays avec une répression sévère, mais apparemment similaire aux coups d'État précédents. En cela, il se distingua des manières éclatantes de Pinochet, et au niveau international Videla se présenta comme un "démocrate", opposé aux partisans "fascistes".

39 Isabel Perón resta en détention par les militaires pendant 5 ans, dans des conditions initialement si dures que le Nonce apostolique dut intervenir à sa demande auprès du gouvernement militaire. Elle fut libérée en 1981 et s'exila en Espagne.

Mais en réalité, immédiatement après le coup d'État, le travail réalisé par les services de renseignement dans les années précédentes a permis aux Forces armées de donner des coups de démolition contre les syndicats et les usines avec un carnage de cadres syndicaux, d'ouvriers combattifs et de militants populaires; dans la même nuit du 24 au 25 mars, ils commencèrent à les tuer et, le premier mois, ils en assassinèrent des centaines. Il est significatif que le premier fait distinctif du coup fut que ses exécuteurs, avant de prendre la Maison Rosata (Parlement), avant de prendre la radio, avant d'occuper les bureaux, les gares, les ports et les aéroports, allèrent chercher les usines.

L'armée se mobilisa directement dans les grandes usines, celles qui étaient les plus organisées, qui avaient été les protagonistes des luttes les plus importantes : à Cordoue, à Ika Renault, à Fiat, EPEC et dans toutes celles de la mécanique ; à Buenos Aires : à Ford, Mercedes Benz, General Motors, Rigolleau, Alpargatas; aux Ateliers Astarsa et Rio Santiago, à Propulsora; à Rosario : dans les usines de tracteurs, la Petroquímica PASA, le Frigorífico, dans les entreprises sucrières Tuáncume de YPF et de plusieurs autres sociétés. Toutes furent occupées, les militaires entrèrent dans les usines et les prirent de l'intérieur, place par place, fouillèrent les vestiaires et confisquèrent les activistes et les suspects, un dépliant dans le casier était suffisant. Dans les premiers jours, ils délogèrent les ouvriers et les ouvrières qui, lorsque la production fut réactivée, durent travailler pendant plusieurs jours avec un soldat près du lieu de travail.

Cela a clairement montré quel était l'ennemi principal du coup d'État militaire du 24 mars 1976.

Au cours des premiers mois, des intellectuels critiques, des membres de la famille et des amis de militants, des étudiants qui avaient lutté, ont également été touchés. Par la suite, des politiciens, des industriels, des policiers et des militaires démocrates ont également été tués. 23 avocats ont été tués et 109 ont disparu. Les dirigeants péronistes furent balayés. Au total, 340 camps de détention ont été mis en place

dans lesquels 30000 personnes ont été trouvées, dont 90% ont été assassinées.

La répression fut infligée aux “Groupes d’Opérations” (“Grupos de Tareas”) de l’Armée, qui exercèrent le terrorisme d’État afin d’éliminer non seulement ceux qui étaient soupçonnés de collaboration hypothétique avec la subversion, mais aussi les indifférents. Tout cela fut fait sans interdire les partis, pas même le PC. Après avoir ainsi rompu la chaîne de transmission entre les organisations et les masses, en particulier la classe ouvrière, ils se consacrent à fond au PRT et aux Montoneros. Les premiers furent pris par l’armée, les seconds par la marine.

Le Comité central du PRT, qui s’est réuni le 29 mars, est arrivé à la conclusion que l’offensive du Parti militaire était un pas en avant dans la spirale de la répression-résistance. Il lança donc l’appel : “Argentins, aux armes!”.

Et dans un éditorial du 31 mars, *El Combatiente* appelait à doubler l’offensive contre les militaires, en visant une intensité du mouvement de masse; Et sur la dictature, on disait qu’il ne s’agissait pas d’un régime provisoire, mais du type de gouvernement du Traité que les forces bourgeoises impérialistes s’érodent pour lutter contre les forces révolutionnaires argentines. Le PRT soutenait également que le processus ouvert par les militaires fermait de manière substantielle toute possibilité électorale et démocratique, et déclenchait un processus de guerre civile ouverte; et indiquait un saut qualitatif dans le développement de la lutte révolutionnaire. On relevait aussi la décomposition du Peronisme, avec l’élévation croissante du niveau de conscience de classe chez les travailleurs, l’opposition massive de la population, l’impossibilité pour les militaires d’offrir une solution aux problèmes économiques. On était donc convaincu que le coup d’État manquerait d’un soutien social significatif.

Le PRT craignait cependant les coups du coup d’État sur les organisations de masse, surtout sur les syndicats d’opposition, et élaborait un

plan pour alerter et aider les objectifs possibles, tout en essayant d'éviter l'exil. Il tenta de convaincre les militants des organisations de masse (syndicalistes, étudiants et de quartier) de passer dans la clandestinité ou la semi-clandestinité et de ne pas s'exprimer explicitement les premiers jours. Mais de nombreux activistes, en particulier à Cordoue, pensaient pouvoir résister à la répression tout en restant dans la légalité.

À Buenos Aires et dans d'autres régions, où ils étaient plus experts en lutte illégale, ils acceptèrent généralement le conseil.

En général, le PRT estimait cependant que le coup d'État n'allait pas changer grand-chose dans l'immédiat, alors que sur le plan stratégique, il faisait comme si. Santucho propose une réorganisation pour préparer le parti à la guerre. Ainsi, alors que le Comité central précédent avait engagé la moitié des forces du PRT dans les activités armées, il fallait maintenant en employer 80%.

Dans un éditorial du 14 avril de *El Combatiente*, Santucho a également évoqué la nécessité d'organiser des Comités de Résistance clandestins, et non plus des Comités de Base légaux, où réunir non seulement des militants du PRT-ERP mais aussi d'autres organisations et les travailleurs des usines, autour d'un programme minimal : lutte contre la dictature, défense du niveau de vie et des droits syndicaux et démocratiques des travailleurs, solidarité avec tous les prisonniers politiques et sociaux et unité antidémocratique et patriotique de tout le peuple. Les Comités de Résistance d'usine devaient être les organismes de base du Front de Libération National selon la perspective du PRT.

Dans l'éditorial du 28 avril, Santucho caractérisait l'armée comme un véritable Parti militaire, car la classe dirigeante argentine, les secteurs les plus concentrés de l'économie, n'avaient pas de parti politique spécial pour les représenter. L'ancien Parti conservateur avait disparu et il n'en était apparu aucun autre représentant les intérêts de la grande bourgeoisie argentine et des grandes entreprises transnationales : cette tâche était assumée par les Forces armées, en particulier par l'Armée.

Dans l'éditorial du 12 mai, Santucho envisageait trois grandes tâches militaires : la construction de l'ERP, l'autodéfense de masse et le travail de prosélytisme dans les files de l'armée ennemie; et il soutenait que toutes les énergies devaient être mises pour organiser les masses dans la mobilisation et la guerre.

Mais dans les premiers mois de la dictature, il n'y eut pas de grandes mobilisations et l'application de la ligne du PRT contre la dictature rencontra beaucoup de difficulté, à cause de la répression qui avait frappé avant tout la lutte populaire, faisant obstacle à la mobilisation de masse et à l'activité de guérilla. Le PRT avait misé sur le fait que la dictature provoquerait une résistance de masse face à la répression généralisée. Mais la population réagit au coup d'État par une attitude apathique et par la démobilisation politique : les masses reculent et la longue phase de luttes populaires se referme. Le repli des masses face à la répression généralisée rendit aussi plus visible celui qui faisait de la politique.

L'affaiblissement du mouvement de masse et la faiblesse du système de sécurité du PRT, ainsi que l'affaiblissement du compartimentage, ont conduit le PRT-ERP à subir des coups durs et au démantèlement progressif de son appareil. D'autant plus que le PRT chercha à poursuivre son activité au milieu d'un mouvement populaire en pleine défense et reflux, découvrant ainsi ses flancs. Le premier coup dur arriva à Córdoba, où l'action répressive détruisit la Régionale : en plus de la direction, 100 des 120 cellules furent désarticulées, avec l'arrestation de 300 personnes. Puis d'autres zones ont été touchées : la région "Riberas del Paraná" a été démantelée, des centaines de jeunes ont été enlevés et disparus. En général, plusieurs dirigeants sont arrêtés et la Direction nationale perd le contrôle de la situation : des membres du Bureau Politique parcourent le pays pour tenter de réorganiser le parti. À la suite de ces pertes, une baisse de qualité des militants se manifeste.

Entre mi-mai et mi-juillet, la répression a connu des succès spectaculaires. Des imprimeries nationales ont été découvertes et la plupart

du personnel avec une expérience unique dans ce domaine dans toute l'Amérique latine ou presque est tombé avec elles. Les locaux des écoles du PRT ont été découverts; l'école "Special School", composée de combattants sélectionnés, a été détruite avec quelques coups. Le Bureau Politique changeait de domicile en permanence, au point de ne plus avoir de maisons où se réfugier.

Trois mois après le coup d'État, puis en plein développement de cette action répressive, avec déjà 16000 prisonniers, presque tous torturés et des milliers d'enlevés, dont beaucoup assassinés, le Comité exécutif du PRT se réunit.

Il prit acte du fait que la mobilisation répressive et la crise économique avaient produit un retour des luttes de la classe ouvrière et du peuple.

Chaque ouvrier était pressé de chercher des solutions immédiates au niveau personnel et cette situation n'était pas favorable aux mobilisations de masse et aux luttes revendicatives.

Une grande crise économique sociale, évaluait-on, peut accélérer le développement révolutionnaire et élever la température de la lutte de classe lorsque les forces politico-militaires du prolétariat et du peuple sont très développées.

Ce qui ne répondait pas à la situation argentine de l'époque. Pour renverser la situation et relancer les luttes, la classe ouvrière et le peuple devaient s'adapter à la nouvelle situation et accumuler les forces nécessaires pour pouvoir se mobiliser en surmontant la pression répressive. On estimait qu'il faudrait un an pour réactiver les mobilisations de masse.

On constatait cependant aussi qu'en contradiction apparente avec le reflux, les masses vivaient une vie politique intense. De la sympathie romantique pour la guérilla pendant la dictature de Lanusse, on était passé à un véritable intérêt politique pour la guerre civile en cours. Les

masses commençaient à ne plus être de simples spectatrices de l'affrontement entre guérilla et forces répressives et commençaient à prendre une position active en faveur des révolutionnaires. L'intérêt pour le socialisme et pour un changement de système grandissait également, et une nouvelle avant-garde ouvrière et populaire, plus large qu'auparavant, faisait irruption dans la politique nationale. Le PRT devait donc éduquer et former cette nouvelle avant-garde au cours de la résistance à la dictature de Videla, lui transmettre la riche expérience accumulée.

Il a également souligné l'importance des récents progrès militaires du camp révolutionnaire, avec la construction d'une organisation frontalière entre PRT, Montoneros, Organización Comunista Poder Obrero et le Parti communiste marxiste-léniniste. Il s'agissait de l'OLA (Organisation pour la Libération de l'Argentine), qui devait être dirigée par un état-major conjoint, avec pour objectif de construire un "Mouvement de libération nationale", dans la perspective d'un Parti révolutionnaire unique. Les accords politiques s'accompagnent d'échanges d'expériences : les Montoneros apportent leur assistance technique dans la production d'armes, le PRT dans les infrastructures de presse et de propagande. Les Montoneros envoyèrent également des combattants à la Compagnia del Monte pour apprendre la guérilla rurale. Le PRT était sûr que son identité ne serait pas affectée par cette unité avec les Montoneros, car non seulement leurs forces (au moins avant les coups subis) étaient en substance équivalentes numériquement (Montoneros avait 8000 membres, le PRT 6000) Mais surtout, le PRT était plus homogène et solide politiquement et idéologiquement et avait une capacité militaire supérieure et un plus grand enracinement dans les grandes usines. Le PRT était donc convaincu que l'on pourrait construire ensemble une organisation révolutionnaire à part entière.

Le Comité Exécutif résumait ainsi les tâches du PRT-ERP lors de la phase de démarrage :

- maintenir la résistance populaire armée par une action de guérilla ininterrompue;

- Forger de nouveaux cadres et militants prolétariens, le corps des “officiers” et de “sous-soldats” de l’Armée politique des masses et de l’Armée populaire de guérilla.

Santucho a également fait son autocritique sur la ligne politique choisie par le PRT immédiatement après le coup d’État. Il a admis une erreur d’appréciation tactique, avoir sous-estimé la capacité des forces armées au moment du coup d’État et ne pas avoir prévu le retour du mouvement de masse. S’appuyant sur l’expérience de la dictature de 1966, Santucho estimait cependant que le reflux de masse pourrait durer un an, un an et demi, il fallait donc tracer un plan de repli pour faire face à cette phase.

En résumé, le parti devait s’immerger dans les masses, se décentraliser le plus possible, sans perdre la structure et le fonctionnement du centralisme démocratique; accompagner le travail revendicatif au niveau des masses. Surtout, les cadres et les dirigeants régionaux devaient activer une grande autonomie et chaque militant devait se transformer en petit secrétaire général. La propagande devait se réduire en quantité, en grandissant en qualité, l’ERP devait opérer dans des actions petites mais continues, de sorte que la guérilla était la lame de la résistance à la dictature. Jusqu’en juillet 1976, l’ERP est resté opérationnel avec de petites mais nombreuses initiatives, plongeant dans les masses. Les écoles devaient être démantelées et leur personnel devait être réparti dans le travail politique dans les masses, de même pour tous les appareils, qui devaient être réduits au minimum indispensable. La Compagnie du Mont devait être dissoute, en attendant la fin du reflux des masses, quand on pourrait la relancer. L’ERP devait également accroître les efforts pour une formation de qualité à l’étranger, en gardant à l’esprit que la meilleure école était de participer à des processus de guerre révolutionnaire en cours.

A cette époque, le PRT avait encore de nombreuses réserves, ce qui lui permit de survivre encore un an, avant le coup final de mai 1977.

Sa structure syndicale avait été touchée mais pas détruite. Il comptait beaucoup de militants dans le mouvement étudiant et dans le mouvement de masse des quartiers, avait un grand nombre de combattants, une grande partie de la Compagnie du Mont, cadres militaires préparés, potentiels officiers ; et le déficit d'armes n'était pas un obstacle pour aller de l'avant. Le nombre de militants dans l'appareil était également important, bien que de niveau politique peu élevé.

Mais le repli fut tardif, et non pas tant parce que la réaction ne donnait pas le temps, que parce que la nécessité du repli lui-même ne fut pas assimilée, et une conception de non-interruption du processus révolutionnaire prévalut.

Au début du mois de juillet 1976, le Bureau Politique du PRT décide l'exil à Cuba de Santucho, ce dernier repoussant le départ pour pouvoir participer à la rencontre constitutive de l'OLA, fixé pour le 19 juillet. Le même jour, les forces répressives ont fait irruption dans la maison où il se trouvait et l'ont tué. Deux autres dirigeants du PRT (Benito Urteaga et Domingo Menna) tombèrent dans la même opération.

Après la chute de Santucho, la pression ennemie s'accrut, frappant l'ensemble de l'organisation, la direction, les cadres, la structure. Les militants du PRT ne levèrent pas les bras et continuèrent le combat. Le PRT a tenté de se réorganiser et l'ERP a également préparé une grande action contre l'avion présidentiel de Videla, mais qui a échoué en raison de problèmes techniques : ce fut la dernière action importante de l'ERP.

L'état de suspicion engendré par la chute de Santucho avait cependant détourné le parti de la tâche centrale de se réorganiser par la tactique du repli ; et dans les mois suivants, de nombreux dirigeants et militants tombèrent encore, en août-septembre, le PRT-ERP a subi des coups dont il était difficile de se remettre.

En mai-juin 1977, il subit les coups qui conduisirent à sa destruction

en Argentine : la structure nationale du PRT tomba, de nombreuses directions régionales et presque tous les responsables nationaux des instances organisationnelles.

Au milieu de 1977, le PRT a transféré le commandement en Europe et a commencé à sortir les cadres de l'Argentine. Les cellules et les organismes du parti ont été dissous et les militants restés dans le pays ont "plongé dans le peuple".

La tentative de repli dans le mouvement social et de constituer une arrière-garde avec des bases au Brésil, en Italie et à Cuba, échoua. En 1978, il y avait 300 militants en exil, dans le but de rentrer, après un travail de préparation politique et d'organisation, mais s'il était relativement facile de sortir, il était beaucoup plus dur de rentrer.

Les tentatives de rentrer dans le pays ont échoué. La cinquantaine de compagnons organisés restés en Argentine, tombèrent presque tous à partir de mars 1978.

En 1979, le PRT s'est déchiré et a mis fin à son expérience. Mais la gauche s'est battue avec les sandinistes au Nicaragua. L'action la plus significative organisée par ces compagnons fut l'exécution du dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza⁴⁰, au Paraguay, le 17 septembre 1980. Une équipe de 10 combattants de l'ERP (sept ont participé directement et trois ont participé au travail d'enquête), menés par Gorriarán, l'a exécuté dans une embuscade. Le lendemain de cette action, Hugo Alfredo Irurzún de l'ERP, connu sous le nom de Capitaine Santiago, qui avait participé à l'action, a été arrêté puis torturé et tué par la police paraguayenne.

Selon des estimations approximatives du PRT, le nombre de ses militants avant le coup d'État était:

40 Anastasio Somoza (1925-1980) Président du Nicaragua du 1 mai 1967 au 1 er mai 1972 et du 1 er décembre 1974 au 17 juillet 1979. Il est le dernier membre de la famille Somoza à devenir président du Nicaragua, clôturant une dynastie restée au pouvoir depuis 1936. Après la perte du pouvoir et la fuite au Paraguay, il est tué le 17 septembre 1980 par un groupe de révolutionnaires argentins de l'ERP.

- Militants du parti 1500
- Jeunesse Guévariste 904 (dont 154 militants du Parti et 750 non)
- Combattants non du parti 350
- Prisonniers 623
- Morts 248
- Disparus 109
- Sympathisants et collaborateurs 2200

Total 5934

Le PRT eut entre 2500 et 3000 morts et disparus pendant la dictature, c'est-à-dire entre 40 et 50% de ses membres. Le pourcentage augmente parmi les militants de la direction : 68 militants du Comité Central de 1970-75, du Tribunal Partitario, capitaines et chefs d'état-major de l'ERP, entre morts et disparus on arrive à 80%; considérant aussi les principaux nouveaux cadres, à 88%. L'ennemi a visé la tête de l'organisation et son arme principale était l'infiltration avec la torture, bases de tout travail de renseignement. L'abc de l'art militaire enseigne que chaque type d'arme doit être contrebalancé par une autre qui la contrecarre. Ce qui s'oppose à une organisation clandestine et à la lutte guérilla, c'est le renseignement, très difficilement une organisation irrégulière sera découragée en combat ouvert.

Les Montoneros ont continué à attaquer les policiers et le patronat; en 1976, ils ont effectué 400 opérations; 300 entrepreneurs, forces militaires et de police ont été tués ou blessés. Un an après le coup d'État, les Montoneros ont subi 2000 pertes.

En 1977, les commandants (dont Mario Firmenich)⁴¹ s'installent à Cuba et 1000 militants partent à l'étranger. En août 1978, le total des victimes parmi les Montoneros était passé à 4500. La grande force numérique atteinte en 1975 et le départ des chefs, font néanmoins survivre les Montoneros aux coups de 1976-77 et, à la différence du PRT-ERP, restent actifs encore quelques années. Ils ont également fait

41 Mario Eduardo Firmenich (948) Il fut l'un des fondateurs de l'organisation Montoneros et l'un de ses principaux dirigeants de 1970 jusqu'à sa dissolution.

deux tentatives de contre-offensive, en 1979 puis en 1980, avec de la propagande et diverses actions. Après le meurtre de 600 militants, ils ont également été submergés.

Le reflux de masse n'empêche pas les luttes ouvrières de se poursuivre pendant au moins un an.

A partir du 30 avril 1977, la présence des mères a commencé à la Plaza de Mayo et à partir de 1979 ont également été reprises quelques initiatives syndicales, une journée nationale de protestation a également été organisée. L'activité des mères de la Plaza de Mayo fut cependant la principale impulsion à la formation de groupes de solidarité à l'étranger, avec quelques avocats de prisonniers, elles réussirent à renverser la fausse image qui s'était formée autour de la dictature.

Avec la guerre pour les Malvinas⁴², il y eut une manifestation de 40000 personnes contre la dictature, qui, avec l'humiliation subie dans cette guerre, tomba.

La donnée à souligner est l'activité répressive mise en place par l'État argentin après le coup d'État. L'action de répression mise en œuvre par les généraux argentins, en effet, ne fut pas l'initiative impromptue de putschistes particulièrement fous. Ce fut une opération "scientifique", préparée avec soin, pour désapprouver un mouvement révolutionnaire arrivé à des niveaux qui mettaient sérieusement en cause le système capitaliste, dans un pays où ce dernier avait atteint des niveaux de développement avancés.

Il est important d'approfondir cette expérience répressive, car elle représente un modèle avec lequel sont destinés à se confronter toute organisation et mouvement révolutionnaire qui parviennent à atteindre les niveaux auxquels étaient parvenus les révolutionnaires argen-

⁴² La guerre des Malvinas (en anglais : Falklands) est une guerre militaire entre avril et juin 1982 entre l'Argentine et le Royaume-Uni pour le contrôle et la possession des îles occupées par le Royaume-Uni mais revendiquées par l'Argentine. L'humiliante conspiration militaire argentine mit en crise la junte militaire.

tins. Tout État capitaliste mettra en œuvre ce type d'action répressive lorsque la guérilla urbaine atteindra une étape déterminée. La forme spécifique de guerre choisie par les généraux argentins ne fut d'ailleurs pas une invention : ils s'inspirèrent de la doctrine anti-guérilla élaborée par les français au cours de leur expérience en Indochine et en Algérie. Voyons donc quelques-uns des principaux aspects.

Après le désagrément subi par les Français par les troupes vietnamiennes à la bataille de Dien Bien Phu, en 1954, comme bilan de leur expérience de combat et de l'étude du texte de Mao "Stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine", les officiers Roger Trinquier, André Beaufré, Gabriel Bonnet et Pierre Chateau-Jobert rédigent des manuels techniques dans lesquels ils exposent des instruments efficaces pour affronter les guerres populaires, à appliquer contre la guérilla algérienne. L'armée argentine s'intéressa immédiatement aux théories françaises et pendant la révolution Libertadora (1955-58), l'officier Ramon Camps fut chargé de prendre contact avec l'armée française. En 1958, un cours a été organisé à Buenos Aires par deux lieutenants colonels français. Par la suite, des cadets du Collège militaire visitèrent la France et partirent en voyage d'étude à Alger.

En 1959, la France établit une mission permanente en Argentine. Peu après, l'École supérieure de guerre organisa le premier cours inter-américain de guerre anti-révolutionnaire, donné par le colonel Alcides López Aufranc, élève de l'école française.

Avec Onganía (1966-70), l'influence de la doctrine américaine classique a de nouveau prévalu; mais dans les années 70, l'armée argentine a de nouveau établi des relations avec l'armée française.

Cette théorie française soutenait que le guérillero doit se déplacer parmi les masses comme le poisson dans l'eau et qu'il faut répondre avec son antidote : enlever l'eau au poisson, en centrant les attaques sur la population estimée proche des soulèvements, par un travail préventif de renseignement.

Contrairement à la doctrine US, où l'armée régulière cherche à encercler et à anéantir les insurgés, les Français promeuvent une armée qui se déplace dans l'ombre, comme contre-guérilla clandestine. Cette doctrine reposait sur le principe que l'appareil révolutionnaire est idéologique avant d'être politique, et politique avant d'être militaire, et soutient que le véritable état-major pour le combattre ne doit pas être le chef des opérations, mais celui du renseignement; et que la troupe de combat réelle n'est pas celle visible déployée sur le terrain, mais les commandos formés de jeunes officiers et sous officiers en civil agissant clandestinement.

La guerre apparaît donc, en surface de jour et avec des troupes en uniforme, et en profondeur de nuit, avec des soldats agissant en civil : les "groupes opérationnels" dans les villes et les commandos dans la guérilla rurale.

La doctrine française devint encore plus importante pour les généraux argentins quand ils durent affronter non seulement une guérilla rurale, mais surtout la guérilla urbaine : En effet, les Français avaient expérimenté directement cette dernière forme de guérilla à la Bataille d'Alger (1957), et aussi sur cette expérience ils avaient produit des matériaux de réflexion.

Résumons brièvement l'un de ces textes, écrit par Roger Trinquier⁴³ déjà cité en 1960, immédiatement après la bataille d'Alger, dont il avait été l'un des principaux protagonistes au service du général Massu : "La Guerre Moderne".

Voyons d'abord le contexte. Après une série d'attentats du FLN au cœur d'Alger, la casbah fut encerclée et, en janvier-mars 1957, les

⁴³ Roger Trinquier : Il participe à la guerre d'Indochine et à la guerre d'Algérie. Membre de l'état-major de la 108 division de parachutistes de Jacques Massu. Son manuel (La Guerre moderne) a été utilisé à l'École militaire des Amériques, par le général britannique Frank Kitson qui a travaillé en Irlande du Nord contre l'IRA, et par l'agent de la C.I.A. conseiller de Johnson pour la guerre du Vietnam, Robert Komer, qui sur la base du texte de Trinquier conçut le programme Phoenix, une copie de la bataille d'Alger appliquée à tout le Sud-Vietnam.

Français déclenchèrent la première phase de la fameuse “Bataille”. Le FLN avait lancé une grève générale le 28 janvier 1957, exposant l’organisation pour le soutenir. Les Français mirent les travailleurs au travail arrêtaient les grévistes, les obligeant à donner les noms des agitateurs, presque tous membres du FLN. Le réseau du FLN fut ainsi arrêté. Le FLN réagit par une série d’attentats contre les Français, et l’armée d’occupation assiégea à nouveau la casbah, divisant la zone urbaine en secteurs et sous secteurs, effectuant des perquisitions chez les partisans du FLN. Chaque édifice fut marqué et un civil de confiance fut chargé, dans chaque bâtiment, de rapporter toute activité suspecte. Des hélicoptères atterrirent sur les toits de la Casbah pour effectuer des raids surprises; avec un recours systématique à la torture contre le réseau du FLN.

La deuxième phase de la bataille a eu lieu entre avril 1957 et avril 1958. À Alger, en effet, le FLN avait réussi à frapper à nouveau lourdement les Français, au point de déclencher une révolte des colons. La casbah fut de nouveau attaquée, et après des rafles, des tortures, des arrestations et des assassinats de militants et de sympathisants du FLN, Alger est revenu à la “normalité”. En 1960, le FLN remplit les rues d’Alger de grandes manifestations, qui représentent le signal le plus évident de la méprise française. Mais pour les officiers, dont Trinquier, la bataille d’Alger avait été une victoire militaire sur la guérilla, un exemple à généraliser.

Trinquier commence son livre en affirmant que

“...à partir de la fin de la dernière guerre mondiale, une nouvelle forme de guerre est née”

La guerre révolutionnaire. Les forces armées classiques n’y jouent plus un rôle décisif et la victoire ne dépend plus seulement d’une bataille sur le terrain.

Depuis 15 ans, d’abord en Indochine puis en Algérie s’était développée cette “guerre moderne”; mais jusqu’alors seule la guérilla avait été étudiée,

“... mais la manière efficace de lui opposer la contre-guérilla n’a pas été étudiée”.

Le moyen essentiel pour gagner la guerre moderne est d’assurer l’appui inconditionnel de la population, c’est indispensable aux combattants comme “l’eau au poisson” (Mao Tsé-toung). L’objectif de la guerre moderne est donc “la conquête de la population”. Il faut donc tout mettre en œuvre pour priver la guérilla, de son soutien : la population; il faut agir sur elle par une politique de grande envergure, avec les réformes, et cela dépend du gouvernement,

“... mais surtout, nous devons détruire l’organisation de guérilla (...) en extirpant de la population la totalité de l’organisation et pas seulement en recherchant des individus responsables d’attentats”

En effet :

“... la guerre moderne menée non pas par des bandes armées dispersées, mais par une organisation clandestine armée : sa destruction complète est l’objectif de la contre-guérilla”.

Comment cet objectif peut-il être atteint? Trinquier reprend l’exemple de la première phase de la bataille d’Alger, en 1956-57. Tout d’abord : *“... nous ne pourrions gagner que si nous l’avons nettement désigné (...) pour dévoiler nos adversaires, le moyen le plus sûr est de décréter l’État de guerre le plus tôt possible, au plus tard avec les premiers signes de lutte ouverte [...] Dès lors, toutes les parties qui ont soutenu ou soutiennent nos adversaires seront considérées comme le parti de l’ennemi (...) Depuis lors, l’armée saura où frapper. Tout individu qui, d’une manière quelconque, favorisera les desseins de nos adversaires, sera considéré comme un traître et traité comme tel”.*

Avant l’ouverture des hostilités :

“... nous devons disposer d’un vaste réseau d’informations en surface. (...) Nous devons charger certains membres de la population de nous informer et de leur assurer la sécurité”.

Il faut organiser des :

“... centres de formation accélérée où former un grand nombre d’habitants dans le rôle d’agents (...) puis nous les disperserons dans tous les secteurs : usines, chantiers, administration, services publics. Partout où vous regroupez les gens seront présents. (...) Ces agents donneront des informations sur l’environnement et nous feront connaître les agents que l’ennemi tentera d’introduire dans la population, c’est-à-dire les activistes de base : collecteurs de fonds, propagandistes, organisateurs de grèves, etc. qui constituent généralement le premier niveau de “l’organisation ennemie. (...) En travaillant dans leur environnement, ils les découvriront sans difficulté. (...).

Avec les meilleurs informateurs, il faut créer un Service d’Information et d’Action, qui devra suivre et parfois arrêter les agents ennemis individuels. Les meilleurs agents nous seront de toute façon donnés par l’ennemi lui-même, il faut arrêter secrètement des membres de l’Organisation et pendant les interrogatoires tenter de lui faire changer de camp et les faire passer rapidement à notre service, en les laissant dans “l’organisation (...) S’il s’agit de chefs d’une certaine importance, après les avoir camouflés, nous les ferons passer devant les individus regroupés au cours d’une rafle et ils désigneront les membres de leur organisation et nous pourrons les arrêter. (...) Ou nous les plaçons sur des points-clé d’observation aux points de passage et ils signaleront les personnes reconnues.

Les rafles effectuées par des opérations de police proprement dites sont également importantes pour recueillir des informations. Les habitants seront d’abord regroupés tous ensemble et par immeuble. Ensuite, ils seront rapidement interrogés, individuellement et en secret dans de petites pièces préparées par nous (des services). Ensuite, on leur posera des questions simples, comme : Qui dans votre quartier collecte les fonds de l’Organisation ? Certains habitants donneront les informations demandées. Ensuite, on procédera à l’arrestation des individus signalés, et nous aurons ainsi des éléments du premier niveau de l’Organisation ennemie, qui seront interrogés par des équipes spécialisées. Ils devront rapidement donner le nom de leurs chefs et leur résidence, afin qu’ils

puissent être arrêtés avant que le couvre-feu ne soit levé; car ils seraient avertis de jour et s'enfuiraient. Il y aura d'autres arrestations et l'organisation sera désorganisée.

Le principe de base de ces rafles est que la population connaît les éléments de base de l'organisation, les collecteurs de fonds, les activistes, les terroristes de groupes armés qui vivent en contact permanent avec elle. Avec le réseau d'informateurs et les rafles, le premier objectif est donc d'identifier les militants du "premier niveau" de l'organisation. (...) Puis, quand on arrête un soldat terroriste, on ne cherche pas à le punir pour un crime, mais, comme dans toutes les guerres, on cherche la destruction de l'armée ennemie et sa reddition. Une fois arrêté un "activiste de base", on part du fait que chaque homme a un chef qu'il connaît; c'est d'abord son nom qu'il devra donner et sa résidence, pour l'arrêter. Si l'information est donnée tout de suite le sujet sera clos, sinon "des spécialistes" [lois tortionnaires] devront par tous les moyens lui extirper son secret. (...) il faut d'abord savoir quoi demander au terroriste. Il faut donc d'abord le situer dans l'organigramme de l'Organisation à laquelle il appartient. Celui qui interroge doit bien connaître l'organisation attaquée. Il serait inutile de demander à un collecteur de fonds où sont cachées les armes. Chaque organisation clandestine est strictement compartimentée, et elle ne saura rien. Elle saura à qui elle donnera les fonds collectés, et comment. C'est la seule question à lui poser. On sait aussi que le simple terroriste agit en équipe avec trois hommes. Il connaît donc son compagnon et son chef de cellule. Ce sont les seules informations qu'il pourra donner, mais vous devrez les obtenir rapidement : sinon les personnes recherchées ont le temps de disparaître.

Outre le service d'Information-Action, il faudra opposer à l'organisation ennemie une véritable organisation de la population promue par la contre-guérilla."

C'est le deuxième pas à faire pour Trinquier, car il faut du temps pour le mettre en place et la guérilla doit déjà être affaiblie : il s'agit de consolider et de donner une structure permanente, articulée dans la population,

à l'action de contre-guérilla. L'hypothèse est que les deux camps veulent faire participer au combat l'habitant, qui dans la guerre moderne est devenu un combattant. En conséquence, dit Trinquier, nous devons le faire entrer dans une organisation hiérarchisée, englobant l'ensemble de la population. Parce que le contrôle des masses par une structure hiérarchique est l'arme principale de la guerre moderne.

Pour Trinquier, la ville :

“... sera divisée en quartiers, à la tête desquels sera nommé un chef et deux ou trois adjoints. Ceux-ci à leur tour divisent le quartier en blocs et désignent un chef et plusieurs adjoints pour eux. Chaque groupe d'appartements aura un chef et deux ou trois adjoints, en contact direct avec la population. Une enquête rigoureuse sera nécessaire pour désigner les membres de l'organisation. (...) Le système de cooptation employé, rendant chaque membre responsable de la désignation et du contrôle de ses subordonnés immédiats, permettra de tout mettre en place rapidement. (...) Comme les habitants tenteront d'échapper à la responsabilité (...) la pyramide de l'organisation sera créée à partir de la base et des forces de police. Nous procéderons d'abord à un recensement rigoureux de toute la population. Le premier chef de la hiérarchie à mettre en place sera le naturel : le chef de famille, qui sera responsable de la liste de son appartement pour le recensement. Au-dessus sera désigné le chef d'un groupe d'appartements, responsable d'un certain nombre de chef de famille (4 ou 5 au maximum).

Après le recensement et une fois pris un contact étroit avec la population, on désigne les chefs des isolés, responsables d'une douzaine de chefs de groupes d'appartements. Son rôle sera très important et sera désigné après une étude rigoureuse et par le Commandement (il devra être commerçant, être d'une grosse famille, être éventuellement riche), c'est-à-dire avoir un niveau de vie difficile à abandonner. Au-dessus de lui, il n'y a personne d'autre, car il serait trop important pour le commander et deviendrait une cible pour l'ennemi. L'Organisation sera donc un tronc en pyramide, dont les chefs d'isolés constitueront la petite base (...). Un organisme spécial (civil et militaire) devra, en cas de

guerre, être mis en place pour l'ensemble d'une ville moyenne, ou pour des quartiers dans les grandes villes. Son rôle principal sera de transmettre aux chefs les ordres du commandement, de les faire exécuter, et de recueillir les informations que les chefs d'isolement devront leur faire parvenir. En contact permanent avec eux, il s'assurera de la bonne exécution des ordres aux différents niveaux de la hiérarchie”.

En résumé, Trinquier résume ainsi les fonctions de cette “organisation de la population” :

“... la formation d'une élite déterminée à l'encadrer [la population] et à nous informer de la pénétration clandestine de nos adversaires sur notre territoire, constitue le moyen moderne de défense contre la guerre qui nous menace”.

Pour Trinquier, cette “organisation du peuple” devait être maintenue jusqu'à la fin de la guerre, pour éviter le retour de l'ennemi.

Et il critiquait le gouvernement français parce qu'après la bataille d'Alger :

“... il avait laissé détruire ce que l'armée avait construit (...). Trois ans plus tard [1960], l'ennemi s'était reconstruit et avait repris le contrôle de la population (...). La bataille d'Alger n'avait servi à rien, en Algérie après quelques succès spectaculaires (la bataille d'Alger) la population des grandes villes a été abandonnée aux organisations terroristes”

Avec le résultat des grandes manifestations de décembre 1960. Bien sûr, Trinquier ne se demande pas pourquoi son “Organisation du peuple” ne pouvait pas durer longtemps!

Intéressant, pour conclure, le fait que Trinquier, pour “frapper” la Tunisie et le Maroc qui abritaient une partie de la guérilla algérienne, imaginait justement l'usage de la guérilla, à déclencher dans ces pays, en s'appuyant aussi sur les oppositions présentes :

“... Il n'est pas nécessaire d'avoir le soutien de la majorité de la population indifférente et amorphe, il suffit de former une élite agissante, puis

de l'introduire dans la masse comme levier qui agira au bon moment. Il faut donc des cadres (...) Il faut partir des opposants au système existant pour trouver les cadres (...). Après avoir créé des maquis importants, on commence à décroître dans les villes (...) Les grandes villes sont en elles-mêmes de véritables zones de maquis, leur étendue, densité d'habitants, mais de contrôle étroit d'une population nombreuse et dense, permet d'installer des agents et de créer de l'insécurité."

Les Forces armées argentines, face à l'avancée de la guérilla, craignaient depuis 1973 que la situation puisse évoluer en une véritable révolution ; sur la base de ces évaluations, elles décidèrent d'appliquer les enseignements de leurs instructeurs français, expérimentés en Algérie. En 1973, c'est-à-dire pendant la période "démocratique", où les organisations révolutionnaires se découvrirent davantage, elles effectuèrent une première étape de travail de renseignement; avec un minutieux relevé, dans les villes et dans le "mont", des organisations politiques, sociaux et syndicaux, y compris l'église et les écoles supérieures et secondaires, en évaluant les profils et les comportements, avec des techniques d'analyse sociologique. En 1974, une deuxième étape a été lancée, dans laquelle des contrôles militaires directs ont été établis. En mai 1975, les militaires avaient déjà fourni les listes d'objectifs et les connaissances qui leur permettaient d'intervenir sur des groupes et des personnes qu'ils considéraient comme les principaux opposants. Lorsque la répression passa aux militaires, elle changea de rythme et de "qualité" : les commandos opérationnels (Commando Libertadores de America) se formèrent pour remplacer la Triple A. Toujours en 1975, ils expérimentaient à Tucumán, avec "Opérationnel Indépendance", dirigé par le général Vilas, la doctrine française appliquée en Algérie.

Avant le coup d'État de 1976, les militaires ont également créé un réseau de centres de détention illégale (CDI). En application des enseignements français, le pays fut divisé en cinq zones : Buenos Aires, Rosario, Córdoba, Ibata Blanco et Campo de Mayo. Chaque zone était divisée en sous-zones et celles-ci en secteurs.

Le PRT et les Montoneros ont ensuite été détruits par une stratégie de contre-guérilla qui privilégie le travail de renseignement et l'utilisation maximale de la douleur et de la terreur sur les opposants capturés.

Pour conclure, essayons de résumer ce qui nous semble être les points nodaux de cette importante et significative expérience du PRT-ERP.

Deux éléments nous semblent influencer sur les choix de fond concernant la stratégie et le modèle d'organisation qu'elle a pris : d'une part, sa provenance originaire d'une expérience qui se référait à une approche "classique" du Parti, dans la tradition communiste héritée du bolchevisme et poursuivie en partie par les Chinois et les Vietnamiens, qui se distançaient des "innovations" apportées par l'expérience cubaine concernant le parti guérillero. D'autre part, le fait que, au début des années "60 en Amérique latine, de nombreuses expériences avaient appliqué schématiquement et militairement la ligne du "foco" guérillero.

D'autre part l'expérience de guérilla urbaine d'expériences comme celle des Tupamaros, une des principales organisations qui adoptèrent la guérilla urbaine en Amérique latine, était trop récente, contemporaine, pour faire école; et avait un caractère politique-idéologique peu défini, qui influa sur une certaine carence stratégique.

Pour cet ensemble de raisons, le PRT prit surtout pour modèle l'expérience vietnamienne, qui prévoyait trois piliers fondamentaux (outre celui de la solidarité internationale) : d'une part le Parti et d'autre part l'Armée populaire et le Front de libération nationale, conçus tous deux comme des organismes de masse, dirigés (et hégémonisés) par le Parti.

Le PRT conçut le parti comme une organisation qui, d'une part, accomplit le travail politique normal des partis communistes traditionnels : propagande générale contre les classes dominantes et l'État et pour le socialisme; construction du lien entre défense des besoins immédiats et révolution; organisation d'instruments d'autodéfense populaire; et construction d'une politique d'alliances contre l'ennemi principal

(Front national). Et qui, d'autre part, s'engage dans la construction d'une armée populaire, soit en propageant la lutte armée par des actions proches des masses (propagande armée), soit en mettant, dès le début, en place une organisation d'attaque, capable d'exprimer des actions offensives visant en premier lieu à épuiser l'armée ennemie, en tant que principal instrument de défense de la domination capitaliste.

Ces deux terrains de travail, distincts également du point de vue organisationnel, n'étaient pas conçus comme "séparés", mais étaient liés par une même stratégie qui voyait la lutte armée au centre d'un parcours pour la prise du pouvoir, et la lutte politique lui était subordonnée. Mais le contexte était très différent de celui du Vietnam, où il n'y avait objectivement pas de discontinuité entre les deux formes de lutte. Dans un contexte essentiellement urbain comme celui de l'Argentine et d'un capitalisme relativement mature, avec une action répressive de l'État à un niveau de masse non comparable à celle exercée au Vietnam par l'occupant américain et ses laquais locaux, la distinction entre le travail politique et le travail militaire, entre la lutte politique et la lutte armée, a son importance.

Chaque militant "politique" du PRT se sentait un combattant, et le devenait effectivement en cas de besoin.

Le PRT a pris cette approche en l'opposant explicitement à celle qui concevait la guérilla elle-même comme un parti, une approche exposée par Debray dans son "Révolution dans la Révolution?", sur les données des Cubains eux-mêmes (texte dans lequel, par ailleurs, comme on l'a vu, on ne proposait pas la simple reproduction du modèle pratiqué à Cuba).

Pour le PRT, le Parti de la stratégie et de la tactique, mène des activités de formation à travers son journal *El Combatiente*, où il aborde des questions liées à la conjoncture et à la perspective révolutionnaire, identifie l'ennemi, le capitalisme et l'État bourgeois, et indique l'horizon de la prise du pouvoir et du socialisme et la stratégie pour y arriver,

qui a comme axes principaux, d'une part la lutte armée contre la bourgeoisie liée à l'impérialisme et, surtout, l'armée (qui, en Argentine, jouait aussi le rôle de parti de la principale faction de la bourgeoisie, parfois en restant en coulisses et parfois manifestement) et d'autre part le développement de la lutte de classe au niveau de la masse; Il a comme référence la classe ouvrière alliée aux paysans pauvres et aux travailleurs en général.

Le Parti est clandestin, avec au sommet le Bureau Politique et le Comité Exécutif, expression du Comité Central et articulé dans les Comités Régionaux et dans les Fronts à la base desquels il y a les "Comités d'Usine" qui servent également de référence pour le territoire environnant et sont composés des responsables de cellules de trois militants chacun. Ces organismes du parti, qui exerçaient principalement une activité d'organisation des masses, de leurs luttes, etc ; se coordonnaient également avec les noyaux de l'ERP, où d'autres cellules du parti étaient actives. Le Parti se donne aussi en son sein des moments d'organisation de coordination (les "Mesas" légales, syndicales, etc.).

Le travail strictement politique a pour fin de promouvoir soit des organisations de masse plus larges (avec les péronistes de gauche et d'autres groupes de base et révolutionnaires) et "moins clandestines possible", soit des organisations clandestines et de masse. Cette activité évolue dans la perspective de la construction du Front de libération nationale, de l'Armée politique des masses.

On cherche à politiser les syndicats, on promeut des courants classistes contre le "bureaucratisme" et pour développer les luttes; dans cette perspective, on promeut, par exemple, le Mouvement Syndical de Base (MSB).

Mais on promeut aussi la création d'une structure ouvrière clandestine qui voulait regrouper dans les usines la gauche révolutionnaire, voire péroniste (en défense des luttes et pour la propagande de la lutte armée ils utilisaient aussi des noyaux de l'ERP).

On cherche aussi à exploiter les espaces juridiques disponibles au niveau politique, des organismes unitaires, comme le FAS (Frente Anti-imperialista y el Socialismo) ou les “Comités de base”, qui en prévision des élections 1973 présentèrent également des avant-gardes de masse comme candidats. À cette occasion, une certaine “ambiguïté” électorale du PRT s’est manifestée, même si l’objectif de fond était de dévoiler la tromperie électorale. Dans ce choix tactique, joue aussi le rôle du Peronisme en Argentine, qui avait une grande légitimité parmi les classes populaires et bosniennes qui se confrontaient aussi sur ce terrain.

Avec les Comités de base, on voulait aussi développer des pratiques d’autodéfense au niveau de masse, avec fine d’éduquer les masses à la violence et à la clandestinité.

Toujours dans la perspective de la construction du FLN (Front de libération nationale), le Front patriotique anti-impérialiste et démocrate, un organisme plus large que le FAS, se proposa d’unir de larges secteurs d’opposition autour d’un programme anti-dictatorial et anti-impérialiste.

Pendant le gouvernement Cámpora, en plus de démystifier les plans réformistes du gouvernement et d’affirmer son autonomie sur le plan des principes, Le PRT a également demandé l’application des parties progressistes du programme gouvernemental et a pratiqué une sorte de trêve de fait au niveau de la lutte armée.

Après l’expulsion de Cámpora, il propose également un armistice, mais avec l’intention de démasquer les véritables intentions du gouvernement dirigé par le Peronisme de droite et sans renoncer à pratiquer des actions de lutte armée offensives.

Ainsi, au gros travail de masse développé en usine, dans les quartiers, dans les universités et dans les luttes communautaires locales, au niveau

politique le PRT bouge aussi sur un plan global, pour tenter d'exploiter chaque espace conjoncturel pour unir les forces d'opposition et isoler politiquement l'ennemi, qui, à certaines étapes, fut représenté non seulement par l'armée mais aussi par une partie du Peronisme, beaucoup plus légitimé parmi les masses et difficile à démasquer. Un certain accent a donc été mis sur la "manœuvre politique", tactique.

Pour le PRT donc tous les terrains de lutte sont importants, politiques et militaires; et le Parti doit les diriger tous. Sans préjudice du plan stratégique de la lutte armée. En fait, tout le parti est orienté vers la guerre et en particulier doit s'engager dans la construction de l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) et le diriger dans la perspective de la création de l'Armée Populaire. Il le dirige à la fois centralement, à travers son Secrétaire Général, qui est aussi Commandant de l'ERP, et à travers son Comité Militaire, et à travers les cellules insérées à tous les niveaux de l'ERP, dirigées par les commissaires politiques.

Mais l'ERP, bien que politiquement dirigé par le parti, est conçu comme une organisation de masse, séparée du parti. En résumé, la division des tâches au sommet de la lutte armée était la suivante : le Comité central du PRT décide de la stratégie et de la tactique; le Comité militaire du PRT l'applique et l'état-major de l'ERP rend ces directives opérationnelles.

Au niveau "de base", un schéma similaire s'applique : par exemple, les "comités d'entreprise" dirigent politiquement les noyaux de l'ERP qui y sont liés; même si les décisions opérationnelles incombent à ces derniers, ce sont aux cellules "politiques" du PRT de décider quand et comment ils interviennent.

Il y a donc, en fait, une séparation des rôles entre le parti et l'armée à tous les niveaux; le parti décide de la ligne et l'ERP, en tant que corps "séparé" et organisme de masse (bien que composé presque entièrement de membres du même PRT!) décide seulement de l'exécution des actions. Le parti dirige la guerre, mais elle est menée par l'ERP. Le

politicien commande le fusil, mais il n'y a pas d'unité du politique et du militaire à tous les niveaux de l'organisation : ils restent deux moments séparés et avec des structures indépendantes, même si cela ne remettait pas en cause le fait que la lutte armée représentait le plan stratégique autour duquel tournait tout le travail politique, et pas seulement militaire, du PRT.

La “division du travail”, entre militants engagés dans l'activité strictement politique et militants engagés sur le terrain strictement militaire, traversait le même parti : fin 1975 environ 30% des militants du PRT étaient des combattants effectifs de l'ERP et lui consacraient tout leur militantisme; et le reste se consacrait au travail purement politique (en 1976, après le coup d'Etat, 80% des militants du parti seront directement engagés dans la lutte armée). La participation déclarée “formelle” de tous les militants du PRT à l'ERP, en pratique, cela signifiait que les militants qui accomplissaient un travail politique pouvaient être convoqués à des actions militaires quand ils en avaient besoin, ou pouvaient être transférés à l'ERP (ou vice versa, de l'ERP au travail politique) quand le parti le jugeait opportun : mais cela n'éliminait pas la division du travail politique et militaire et la division des tâches entre le parti et l'armée.

À cette phisionomie organisationnelle de l'ERP correspond le rôle spécifique qui lui est attribué dans la révolution. En effet, il est conçu comme une organisation de masse, car il est l'embryon de la future Armée populaire et préfigure le “peuple en armes”; il doit en tendance impliquer le peuple, et dès le début jouer ce rôle.

Ce n'est pas par hasard, bien qu'étant de fait une armée de guérilleros, il se structure immédiatement selon le modèle d'une armée régulière (Compagnies, Régiments, Bataillons), en assumant des rites et des formalismes (uniformes, même s'ils ne sont pas utilisés en ville !).

Et, en tant qu'organisme de masse, qui accepte donc dans ses rangs également des membres n'appartenant pas au parti (bien qu'ils doivent

en accepter la direction stratégique), l'ERP assume également un programme qui diffère de celui du parti. Alors que le Parti a un programme "maximum" qui propose comme fin le socialisme, un "gouvernement socialiste", l'ERP a un programme "minimum", anti-impérialiste et démocratique et pour un gouvernement révolutionnaire et populaire.

Ainsi, alors que dans l'approche "cubaine", le cadre militaire, le combattant de la guérilla, doit exprimer le plus haut niveau politique, car il doit guider la tactique et la stratégie du processus révolutionnaire, A tous les niveaux, dans la conception du PRT, le combattant de l'armée révolutionnaire est, au moins en théorie, et dès le début du procès, en tant que militant d'un organisme de masse, un militant qui peut aussi être à ses débuts du point de vue politique. Il appartiendra au parti, en particulier au commissaire politique, de le former politiquement et de diriger son action selon des critères politico-militaires.

L'ERP a deux objectifs principaux : organiser l'Armée populaire en vue de l'insurrection générale et désarticuler les Forces armées. Ainsi, d'une part, il doit propager la lutte armée entre les masses, en tant que forme de lutte stratégique nécessaire à la prise du pouvoir et, d'autre part, il joue un rôle général d'usure et d'anéantissement de la force militaire de l'État; bien que, sur ce second front, l'ERP joue un rôle non seulement militaire mais aussi politique, car en Argentine, les Forces armées, comme on l'a dit, étaient en fait le véritable parti de la grande bourgeoisie, L'aspect dominant était cependant l'attaque militaire de l'armée révolutionnaire contre l'appareil militaire qui s'érige pour défendre le système, plutôt que l'attaque contre le projet global qu'il met en œuvre.

Résumons maintenant plus particulièrement comment se déployait la pratique de l'ERP sur les différents plans.

Les actions de propagande armée ("occupations" d'usines et d'écoles, distribution de biens de première nécessité, saisies de dirigeants industriels) s'adressent au travail politique et aux luttes de masse reven-

dicatives avec l'intention de les politiser et de les défendre, en vue de démontrer la possibilité de la lutte armée, qu'elle n'est pas une affaire de petite élite spécialisée, mais qu'elle est à la portée du peuple lui-même, dans la perspective du "peuple en armes".

Ces actions veulent être un exemple pour les masses dans la perspective de la construction de l'Armée populaire et de l'extension de la guerre civile populaire, jusqu'à l'insurrection. Ils veulent aussi démontrer l'existence d'un autre pouvoir, d'une "justice populaire et révolutionnaire" et montrer la vulnérabilité du système et l'inefficacité de l'appareil répressif. Ils veulent faire connaître la guérilla à la population, en montrant les guérilleros en chair et en os dans les usines, les écoles, les quartiers, etc... Ces actions "mineures" servent à former les militants à la lutte armée.

Ensuite, il y a les actions "offensives", c'est-à-dire l'attaque directe contre l'ennemi, identifiée chez les grands entrepreneurs philo-impérialistes et, surtout, dans les forces de la répression. Cela va des attaques avec des explosifs aux sièges d'entreprises, aux commissariats, etc... aux domiciles de managers, militaires, policiers et magistrats, aux enlèvements. Parmi ceux-ci sont significatifs surtout ceux de dirigeants de grandes entreprises (SWIFT et FIAT par exemple), pour soutenir des conflits ouvriers en cours, mais aussi pour la demande d'échange avec des prisonniers. Ici aussi, on veut surtout affirmer un double pouvoir, une justice parallèle, dans le cas des attaques contre les entreprises "impérialistes" et ses dirigeants, on bouge de toute façon surtout encore sur le terrain de la propagande armée.

Sont également organisées d'importantes actions de libération de militants (Rawson et Buen Pastor...).

Mais ce qui distingue le plus la pratique de l'ERP en matière d'actions offensives, ce sont sans doute les sept attaques contre les grandes casernes de l'armée, à partir de février 1973. Ce sont des attaques qui représentent un saut qualitatif dans les modalités opérationnelles de la

guérilla et éclairent bien aussi la fonction stratégique attribuée à la lutte armée du PRT-ERP. Tout d'abord, ils sont exécutés par de grandes unités de 30 à 40 militants, les compagnies de l'ERP. Ensuite, il s'agit de combats de type "armée régulière dans une phase d'offensive finale", où des modes opératoires de guerre de mouvement sont pratiqués plus que de guérilla.

L'objectif, outre la récupération d'armes, est la démonstration de force face à l'ennemi et à la population, avec l'intention aussi d'encourager le développement de luttes populaires et de générer des effets politiques immédiats, conjoncturels (pour accélérer le lancement d'un processus démocratique (1973); contre la fascisation de l'armée dans le cadre de la politique réactionnaire du gouvernement (1974); pour empêcher la réorganisation des forces armées en vue du coup d'État (1975).

Ces grandes opérations, introduisent de fait une nouvelle étape dans le processus révolutionnaire, qui va au-delà de la seule propagande armée, de l'accumulation de forces et de l'usure de l'ennemi, et vise également à faire la propagande et les premiers pas pour la formation de l'Armée populaire, nécessaire pour l'insurrection.

Les objectifs politiques sont donc, comme on l'a vu, présents, mais les objectifs militaires et la préparation des conditions et des instruments en vue de l'insurrection prévalent.

Le troisième terrain sur lequel l'ERP s'est exprimé était celui de la guérilla rurale. Ce front a été ouvert en 1974, mais était un objectif central et stratégique pour le PRT dès le début. En effet, dans la vision stratégique du PRT, c'est surtout sur le "mont" que se construit l'armée populaire, où il est possible de créer des territoires libres et des bases d'appui pour le développement de la guerre révolutionnaire⁴⁴.

Certes, la présence d'une vaste zone montagneuse dans le Nord de

⁴⁴ En cela, les influences du guevarisme et de la stratégie de l'encerclement de Mao de la campagne sur la ville sont ressenties. Aujourd'hui, de telles suggestions peuvent faire sourire, mais elles constituaient un terrain concret d'expérimentation directe que s'était donné le mouvement révolutionnaire.

l'Argentine et l'expérience des guérillas latino-américaines antérieures ont incité dans cette vision⁴⁵. Une vision qui n'impliquait d'ailleurs pas pour le PRT le choix des paysans comme référent principal de la révolution : dans une première phase, la région de Tucumán, à cheval entre monde ouvrier et paysan, fut vue comme le cœur et l'avant-garde de la révolution argentine; Mais le développement en 1973/75 d'un fort mouvement ouvrier et prolétarien dans les principales grandes villes (Cordoba, Rosario, Buenos Aires...) amena le PRT à identifier la classe ouvrière de ces villes comme le référent principal.

D'autre part, l'objectif de construire l'Armée populaire à partir principalement de la "montagne" est resté intact fin presque à la fine; non seulement beaucoup de militants de la ville ont été employés sur la "montagne". Mais là, une partie importante de la direction nationale du parti et de l'ERP a été installée dans la période de leur plus grand développement (1975) et dans la perspective de son transfert permanent sur le "mont".

L'impopularité de la guérilla rurale est étroitement liée à la vision stratégique du PRT et à sa conception de l'armée populaire et de son rôle dans la guerre révolutionnaire, que nous avons déjà soulignée.

Le principal lien entre le travail politique de masse et la lutte armée de l'ERP était le thème du "double pouvoir", qui a été systématisé théoriquement dans le document de 1974 "Poder Burgués y Poder Revolucionario". L'affirmation d'un double pouvoir au niveau général et local était présente aussi bien dans les actions mineures que dans les actions offensives. La stratégie du double pouvoir devait être un pont entre les luttes partielles des masses et l'insurrection générale, surmontant ainsi l'insurrection classique liée aux théories de la IIIe Internationale⁴⁶.

45 Aujourd'hui encore, les principales organisations de guérilla d'Amérique latine centrale et du Sud ont au centre le "mont" ou la "forêt" comme dans le cas du PCP sendero luminoso au Pérou, de l'EPP Paraguay, de l'ELN Colombiano, du PDPR-EPR mexicain

46 A. Neuberger, *L'Insurrection armée*, Paris, François Maspero, 1970

L'objectif était d'étendre progressivement le double pouvoir, tant au niveau global, à partir de l'action offensive générale de l'ERP, qu'à travers le développement de ses moments au niveau local; à travers l'exercice du double pouvoir, on pensait développer un processus d'accumulation progressive de forces sur le terrain politique et militaire jusqu'à l'insurrection finale. Pour cet objectif était nécessaire le développement des mobilisations de masse, à travers la construction du Front de libération nationale (auquel le FAS et le Front patriotique anti-impérialiste et démocrate étaient finalisés), c'est-à-dire de l'armée politique des masses (concept repris par les Vietnamiens) et l'action de l'ERP. Quant à ce dernier, si, dans une première phase, il aurait fallu se lier principalement au développement du pouvoir local, avec ses compagnies, bataillons et régiments, lorsque l'organisation de masse d'autodéfense au niveau local se serait développée, elle aurait pu passer à une phase plus avancée, en créant des formations détachées, structurées en brigades et divisions, de l'Armée révolutionnaire populaire régulière en vue de l'insurrection générale.

La guérilla en général avait donc la double tâche de stimuler la mobilisation de masse et son implication progressive dans la guerre, et de consumer et anéantir l'ennemi; un anéantissement non seulement "physique", mais surtout "moral", visant à une paralysie opérationnelle, à une désorganisation, dispersion et blocage sur le terrain des forces armées, pour ouvrir des espaces à l'insurrection.

Après une première étape de propagande armée, d'accumulation de forces et d'usure de l'ennemi, l'extension progressive de la guérilla urbaine et rurale aurait conduit au développement de la guerre de mouvement sur le "mont" et d'"unités stratégiques" dans les villes, à la guerre civile déployée puis à l'insurrection générale.

Il prévoyait également le développement de la guerre civile révolutionnaire dans la guerre nationale patriotique contre l'intervention impérialiste, donnée à coup sûr.

Le caractère continental et internationaliste de la guerre s'affirmait donc également : il n'était pas possible de gagner dans un seul pays, il fallait déterminer une crise générale de l'impérialisme, à partir du développement d'une action coordonnée sur les révolutionnaires du continent. La JCR (Junta de Coordinación Revolucionaria), avec les Tupamaros Uruguay, le MIR chilien et l'ELN bolivien, est promue à cette fin.

Dans cette vision stratégique du PRT-ERP sautent aux yeux quelques différences fondamentales par rapport à la conception de la guérilla qui avait eu une première, embryonnaire et certainement limitée, exposition dans les réflexions de Debray, c'est-à-dire des Cubains, et par rapport à la conception de la guérilla urbaine expérimentée et esquissée par les Tupamaros en Uruguay ou les mêmes élaborations que Carlos Marighella au Brésil à travers l'ALN (Action de libération nationale)⁴⁷.

Ces différences concernent à la fois le modèle d'organisation et le rôle stratégique assigné à la guérilla, notamment urbaine.

Tout d'abord, comme on l'a vu, l'ERP est chargé, d'une part, de faire la propagande de la lutte armée en vue de la construction de l'Armée populaire, et d'autre part d'attaquer "frontalement" l'armée ennemie mais l'objectif n'est pas clairement défini, le contenu politique sur lequel l'attaque doit se concentrer et autour duquel appeler la classe et ses avant-gardes à la lutte. Le travail de propagande et offensif de l'ERP se limite à la propagande et la pratique d'une "forme de lutte", la lutte armée, comme un outil stratégique pour l'anéantissement de l'armée ennemie en vue de la prise du pouvoir.

Tout en étant conscient du rôle politique, et pas seulement militaire, du "Parti militaire" en Argentine, le PRT-ERP dirige son attaque centrale contre l'Armée principalement pour son rôle classique d'appareil de défense de l'État. Ainsi, la guérilla urbaine perd son caractère politico-militaire et risque de se réduire à être le bras armé d'une action politique qui se déroule sur d'autres plans et à se limiter à être l'embry-

47 C.Marighella, *Praxis de la guérilla urbaine*, Premiersmatinsdenovembre, 2022

on d'une armée de masse qui, d'une part se propage lui-même pour accumuler des forces suffisantes pour soutenir l'insurrection finale et, d'autre part, travaille immédiatement pour affaiblir et user le futur adversaire militaire : l'armée ennemie.

La guérilla urbaine est donc un élément subalterne, même si paradoxalement elle représentera une des caractéristiques particulières du PRT-ERP à travers sa composition ouvrière et prolétarienne métropolitaine.

La guérilla urbaine ne devint donc qu'indirectement un instrument révolutionnaire aux objectifs essentiellement politiques. La guérilla urbaine garantit historiquement une répercussion politique que d'autres formes de lutte et de guérilla n'offrent pas... et ce parce qu'elle a pour objectif, d'une part, de "conquérir le peuple" et, d'autre part, a pour but d'empêcher le gouvernement d'exercer librement sa fonction, produisant un état de crise de tous les instruments partisans et exécutants du système; et en général, a pour objectif de rendre plus aiguës les contradictions du gouvernement.

Le projet politique d'attaque du "cœur de l'Etat" fait totalement défaut dans la stratégie de guérilla du PRT. En ce sens, le cœur même de l'Etat est la métropole impérialiste qui assume en son sein le processus de concentration prolétarienne et de plus grandes frictions par rapport aux contradictions objectives du capitalisme entré dans sa phase impérialiste. La métropole est donc d'une part le centre de pouvoir (le cerveau nerveux du système), mais d'autre part la jungle où les prolétaires vivent et où le gigantisme et la rapidité de l'organisation actuelle du travail la rend fragile...

Les tentatives du PRT-ERP (plan politique et plan militaire) son rapport avec les mouvements de masse, relation entre travail légal et illégal n'ont pas été "la solution", mais restent fondamentales parce qu'elles ont été une expérimentation concrète.

Dans la vision du PRT, nous avons une division entre le travail de masse sur les revendications économiques et démocratiques, d'autre part la propagande des objectifs généraux (la prise de pouvoir et le socialisme) et du principal moyen de les atteindre : la lutte armée. Il n'y a pas de lien entre les activités militaires, les objectifs politiques stratégiques et politiques et les revendications de masse, sinon l'indication de la perspective révolutionnaire générale. Même lorsque la guérilla intervenait pour défendre les luttes (autodéfense et séquestration d'entrepreneurs..) elle ne pouvait pas surmonter la séparation entre la résistance de classe et l'objectif finale; se bornait à défendre les revendications économiques et à propager la forme de la lutte armée.

Il manquait donc au PRT un programme politique de conjoncture et le programme était centré uniquement sur la conquête du pouvoir et la poursuite de la guerre pour l'atteindre; le "double pouvoir" que le PRT voulait créer ne mobilisait donc pas les masses, Le Conseil européen de Bruxelles a adopté ce rapport. Mais ce n'est pas un hasard si sa solution est tout entière sur le terrain de la "manœuvre politique", car la guérilla n'est pas conçue elle-même comme une arme politique.

Il y a donc un grand risque, d'une part de tomber dans une ligne de revendication économique de masse, risque qui n'est pas surmontable, comme on le pensait, que par la propagande politique générale du parti et par la propagande de la lutte armée; de l'autre de tomber dans une ligne "politicienne", avec la politique des alliances, les négociations, les ambiguïtés électorales, les tentatives de Front autour de la thématique démocratique; et, de tomber dans une position "militariste" qui se manifesta clairement dans l'attaque frontale contre l'armée et dans le choix de développer le front guérillero sur le "mont", avec les modalités opérationnelles de guerre de mouvement, d'armée "régulière", qui les caractérisèrent.

Cette vision stratégique se référerait, comme on l'a vu, au modèle d'organisation adopté. Le Parti dirige le travail de masse, la propagande politique générale, les actions de propagande armée et l'attaque offen-

sive contre l'armée; mais, tandis que les deux premiers terrains sont confiés à l'appareil du parti au sens strict, les deux autres, tout en étant toujours au parti de décider au niveau politique, au niveau opérationnel sont donnés à un organisme distinct, l'ERP, conçu comme organisation de masse, bien que composé principalement de militants du parti.

Dans la forme du Parti communiste combattant par contre du sommet à la base, politique et militaire sont étroitement unis. Cette forme a été appliquée sous différentes formes par différents mouvements de guérilla principalement urbains. Là où, en plus d'insister sur le rôle stratégique et politique de la guérilla urbaine contre le "cœur de l'Etat", il y avait la nécessité et l'urgence de s'organiser par rapport au contexte de développement productif et urbain, la métropole impérialiste. Qui ne permettait pas aux révolutionnaires de développer un double pouvoir officiel et public.

Il est également important de mieux comprendre les causes principales qui ont conduit à la désarticulation du PRT. L'une des principales erreurs qui a conduit à la désarticulation du PRT, plus que d'avoir concentré tous les efforts dans le maintien de l'offensive, a été de ne pas avoir vu le reflux de masse et de ne pas se replier à temps. Une erreur commune à toutes les organisations révolutionnaires argentines à ce stade.

Du massacre d'Ezeiza le 20 juin 1973 jusqu'à l'opération de Monte Chingolo, l'Argentine s'était divisée en deux camps nets:

- D'une part, la grande bourgeoisie, avec le Parti Militaire, le Peronisme bourgeois et bureaucratique, la majorité des dirigeants radicale⁴⁸, la majorité des formations politiques de la bourgeoisie;
- D'autre part, la classe ouvrière, surtout industrielle, des grandes usines, le syndicalisme de classe avec ses coordinations syndicales de lutte, les ligues agraires, les prêtres tiers-mondistes, les chré-

48 L'Union civique radicale (UCR) est le plus ancien parti politique argentin. Fondée en 1891, elle a été au gouvernement du pays au total pendant 27 ans. Au cours de son histoire, elle a subi plusieurs scissions. Pendant la dictature de Videla, l'UCR maintient la division entre balbinistes et alphonsinistes. Les premiers ont montré une certaine attention à la junte militaire, tandis que les seconds se sont engagés pleinement dans la défense des droits civils et politiques.

tiens pour le socialisme, le Peronisme révolutionnaire, les individus “dignes” du radicalisme et des autres partis bourgeois, les intellectuels révolutionnaires, la plupart et les étudiants universitaires et les organisations révolutionnaires qui les soutenaient.

Ces deux pôles se disputaient les secteurs intermédiaires des masses. Dans cette lutte, le Peronisme bourgeois et bureaucratique joue en faveur de la bourgeoisie.

Les forces révolutionnaires ont mobilisé toutes leurs forces pour maintenir l’offensive commencée par le “Cordobazo”, et leurs forces ont maintenu l’action jusqu’à 1975.

La défaite en effet fut surtout politique. Les secteurs alliés du prolétariat et le prolétariat lui-même furent frappés par la tactique de tromperie de la bourgeoisie, commencée avec le Grand Accord National (GAN); puis par l’action terroriste des paramilitaires et la prise de Perón et du Peronisme bourgeois et bureaucratique sur le gros de la population et sur les secteurs sociaux d’avant-garde, et par la méconnaissance des dernières actions importantes de guérilla, et par la division des avant-gardes.

La guérilla argentine, du PRT-ERP et des Montoneros, se heurta aux plus hauts niveaux de contre-guérilla mis en place jusqu’à ce jour, et cela aussi pour la force que ces organisations avaient exprimée. Comprendre alors ce qui les a amenées à perdre cette bataille est important pour la compréhension de la dynamique de l’affrontement engendré par la guérilla urbaine en général.

Nous nous référerons ici principalement à l’expérience du PRT-ERP.

Le mouvement de masse à l’été 1975 avait atteint le maximum d’extension. Et, d’autre part, l’initiative de la guérilla et les mobilisations ouvrières et prolétariennes avaient provoqué un vide de pouvoir, avec la chute du gouvernement dirigé par la droite péroniste et la crise du Peronisme fasciste qui en résultait.

À ce stade, un saut dans le développement de la guerre révolutionnaire était nécessaire : on doit clairement trouver l'alternative entre un recul/chute d'un cycle entier de luttes qui s'est développé depuis Cordobazo (1969) et un bond en avant sur le terrain politique et militaire du processus révolutionnaire.

Le PRT répondit à cette nouvelle situation, avec la proposition d'une Assemblée Constituante, qui visait à unir les forces "progressistes" et à donner une issue "immédiate" au vide de pouvoir. La proposition échoua parce que les autres forces politiques auxquelles elle était en fait adressée ; à savoir les Montoneros, le PCA et les mouvements de base ; avaient élaboré d'autres propositions divergentes, quoique non antagonistes à celle du PRT. Cela a empêché la force d'impact et de coalition espérées.

Mais plus généralement, le PRT n'a pas réussi à élaborer une proposition conjoncturelle forte, allant au-delà du "double pouvoir" et n'étant pas la prise du pouvoir tout court; une proposition sur laquelle concentrer le feu de la guérilla et celui des mobilisations de masse. La proposition de l'Assemblée constituante et la politique des alliances autour d'elle n'était pas la solution à ce problème, parce qu'elle se déplaçait sur un terrain tout entier et pas seulement "politique". Et ainsi, elle entraînait aussi objectivement en contradiction avec l'attaque frontale contre les forces armées menée simultanément par l'ERP, au lieu de s'y connecter.

En fait, le PRT a également cherché à relancer l'offensive contre le Parti militaire, en attaquant une importante caserne (à Monte Chingolo), en engageant un grand nombre de militants et en appliquant des méthodes opérationnelles de guerre de mouvement et de l'armée régulière. L'objectif était à la fois d'armer deux bataillons, l'un à employer sur le "mont" et l'autre à Buenos Aires, en vue d'un saut de qualité sur le terrain de l'initiative militaire de l'ERP, soit de retarder la préparation du coup d'État prévu des Forces armées et de relancer le mouvement de masse, par une épreuve de force.

L'action fut un échec militaire. Mais ce qui importe le plus, c'est qu'à cette occasion aussi, on constate l'absence d'un lien programmatique avec l'initiative strictement politique. Ici aussi, a pesé la conception qu'on avait du rôle de la guérilla : d'être d'abord un instrument d'attaque aux Forces armées, entendues comme un appareil, et d'être l'embryon de l'Armée populaire à laquelle était déléguée la destruction de l'armée ennemie et non le noyau stratégique, politico-militaire, autour duquel construire un bloc avec la classe et ses organismes, contre le projet central de l'État.

La conception de l'Armée révolutionnaire et plus généralement de la guérilla, qui caractérisait le PRT, avait déjà conduit à un lourd échec sur le "mont" au début de 1975. L'armée avait réussi à empêcher une attaque à son commandement, qui était dans la "plaine", par une embuscade préventive aux forces de la guérilla de l'ERP, qui avaient choisi de frapper l'ennemi là où il était le plus fort. Plus généralement, l'armée avait mis en place une tactique, qui fera école pendant le coup d'État, qui prévoyait de drainer l'eau où le poisson nageait, avec des enlèvements, des disparitions et des assassinats dans toute la zone du mouvement qui était proche de la guérilla, et ses propres militants qui soutenaient la guérilla sur le "mont" à partir de la ville de Tucumán. Cela avait également forcé le PRT à disperser beaucoup de ses forces, en les déplaçant des autres villes, où un grand mouvement de masse se développait à ce stade, à Tucumán et à la montagne. Le choix de miser sur la construction de la guérilla rurale, détournant les énergies de l'affrontement politique et militaire dans les villes, fut fait en fonction de la formation de l'Armée populaire et fut donc le fruit du rôle particulier donné à la guérilla par le PRT-ERP.

Une des causes principales de la défaite du PRT-ERP est de ne pas avoir prévu le reflux du mouvement de masse commencé après l'été 1975, et de ne pas avoir reculé à temps, relançant l'offensive. Mais le choix de maintenir et de relancer l'offensive, de faire un bond en avant, atteignant un certain niveau de développement de la guérilla et du mouve-

ment de masse, sous peine de perdre l'initiative politique et militaire, reste une étape incontournable pour la guérilla urbaine. En réalité, l'erreur principale du PRT fut d'accélérer cette étape en raison d'une mauvaise évaluation de la phase, qui imaginait les masses prêtes pour un saut qualitatif dans leur engagement direct dans la lutte armée, et voyait donc les possibilités d'un passage à la "guerre civile déployée". Et cette accélération était effectivement un problème, surtout dans un contexte de forte contre-offensive de l'État.

Ce nœud, pour le PRT, en est venu à bout surtout avec le coup d'État de 1976.

Dans un premier temps, le PRT estima en effet qu'il favoriserait l'ouverture d'une époque révolutionnaire, en renversant la tromperie du Peronisme. On pensait qu'un processus de guerre civile généralisée commencerait, ce qui nécessitait un saut qualitatif de la lutte révolutionnaire.

La crise économique et la répression auraient relancé la lutte; selon l'expérience vietnamienne, une spirale "répression-résistance" aurait en effet été créée. Ce mécanisme crise-répression-révolution, fut présent dans la phase où l'État et le capital passèrent à la contre-offensive contre le mouvement de classe et les forces révolutionnaires, et quand le réformisme n'avait plus de place. Cependant, il doit toujours entrer dans certains rapports de force entre les classes.

Et même lorsque le reflux du mouvement de masse fut devenu évident, le PRT remarqua que le niveau de politisation des masses avait néanmoins augmenté et qu'augmentait une demande de "changement de système" et donc le soutien aux forces révolutionnaires. Mais on s'est vite rendu compte que, parce que cette "politisation" se transformait en protagoniste direct et pas seulement en une forme de "consensus passif", il aurait fallu un développement des forces révolutionnaires beaucoup plus avancé. La grande force politique atteinte par le PRT, en effet, n'avait pas correspondu à une accumulation de forces adéquate

pour la valoriser et affronter la contre-offensive réactionnaire de l'État par une offensive révolutionnaire à sa hauteur.

Ainsi, plutôt que de développer une mobilisation de classe et une résistance au coup d'État, de forts signes d'apathie et de résignation face à la répression déclenchée par les généraux se sont manifestés au niveau de la masse.

Avec l'avancée de la répression tant au niveau de la masse que contre les militants de la guérilla, se présenta aussi le problème de la reproduction des militantes politique (de le cadre politique), alors garantis par la croissance du mouvement de masse, et de leur qualité.

Cela a également conduit à un surmenage et donc à une chute des niveaux de sécurité de la part des cadres. Celui de la reproduction et de sa qualité une fois le mouvement asséché, est un problème qui a affecté cycliquement toutes les expériences de guérilla urbaine.

Mais en ce qui concerne la répression, l'aspect le plus important à prendre en compte est que la politique de masse du PRT, dès l'origine, avait donné naissance à de nombreux organismes de masse légaux (Comités de Base, Fronts, Fractions syndicales). En particulier, de 1973 à 1975, cette activité avait exposé et rendu visibles aux forces répressives tant les avant-gardes de masse que les militants du PRT engagés dans ces structures où ils étaient plus facilement identifiables.

Et de nombreux cadres dirigeants, et surtout les prisonniers libérés, s'exposèrent aussi beaucoup au niveau légal pendant la parenthèse du gouvernement Cámpora. Or comme nous l'avons vu, c'est au cours de ces années que le travail de renseignement de l'armée a commencé : dans la phase de repli des mobilisations après le coup d'État, les militants du PRT engagés dans le front de masse sont devenus encore plus visibles. Bien que le PRT soit conscient des risques encourus par ces militants et avant-gardes de masse, de nombreux activistes ont pensé qu'il était possible d'agir encore dans la légalité ou semi-légalité après

le coup d'État. Ici, a probablement compté aussi la séparation organisationnelle entre le travail politique et militaire, ce qui a conduit de nombreux militants engagés dans le front de masse à insister sur les formes de travail "légal".

Le faible cloisonnement entre les militants engagés dans le travail de masse fut une autre caractéristique qui facilita l'activité répressive, inspirée, comme on l'a vu, du modèle français mis en œuvre en Algérie.

Le rapport avec les masses est fondamental, mais en même temps le rapport dialectique entre travail légal et illégal doit être "réglementé".

Le PRT, malgré son généreux travail militant de masse, se trouve face à la stratégie de répression mise en œuvre par l'État après le coup d'État : celle de drainer l'eau où le poisson nage, et donc de frapper d'abord au niveau des avant-gardes de masse. Le PRT n'avait donc pas réussi à comprendre les caractéristiques nouvelles de la répression. D'autre part, la solution ne pouvait pas être de renoncer à ce lien (le travail de masse), qui garantit la survie et la croissance d'une organisation révolutionnaire, le problème reste de savoir comment construire ce lien.

- Un camarade de Contradiction Éditions-

Sources principales :

- Luis Mattini: Hombres y Mujeres Del PRT-ERP. (Editorial: la Campana, Argentina, 1995)
- Daniel De Santis, La Historia del PRT-ERP Por Sus Protagonistas (Editora Guevarista, Argentina, 2010)
- Pablo A. Pozzi: Historias de «perros» Entrevistas a militantes del PRT-ERP (Imago Mundi, Argentina, 2012)
- Femanda Volontè: Acciones desarrolladas por el PRT-ERP durante el período 1970-1975
- Roger Trinquier: La Guerre moderne (Éditions de la Table ronde, Francia, 1961)
- Centro di Documentazione Walter Pezzoli e Roberto Serafini, Guerriglia e Rivoluzione, (PGRECO, 2020)
- El topo blindado, Centro de documentacion de las organizaciones politico-militares argentinas, eltopoblindado.com
- Centro de documentacion de los movimientos armados, cedema.org
- PRT Argentina prtarg.com.ar



No. 79

Lunes 10 de abril de 1976

\$ 10,00



LE PARTI MARXISTE LÉNINISTE

Ernesto Che Guevara (1963)

Le Manuel nous montre avec une clarté solaire ce qu'est un parti marxiste-léniniste : "des personnes unies par une communauté d'idées qui s'unissent pour donner vie aux conceptions marxistes, c'est-à-dire pour mener à bien la mission historique de la classe ouvrière". Il explique également qu'un parti ne peut pas vivre isolé des masses, mais doit rester en contact permanent avec elles⁴⁹ ; il doit exercer la critique et l'autocritique et être très strict sur ses erreurs ; il ne doit pas se baser uniquement sur des concepts négatifs de lutte contre quelque chose, mais aussi sur des concepts positifs de lutte pour quelque chose ; enfin, il explique comment les partis marxistes-léninistes ne peuvent pas se croiser les bras en attendant que les conditions objectives et subjectives créées par le mécanisme complexe de la lutte des classes réunissent toutes les conditions nécessaires pour que le pouvoir tombe dans les mains du peuple comme un fruit mûr. Le rôle de leader et de catalyseur de ce parti est indiqué, l'avant-garde de la classe ouvrière, le leader de "sa" classe, qui sait lui montrer le chemin de la victoire et accélérer le rythme vers de nouvelles situations sociales. On insiste sur le fait que, même dans les moments de reflux social, il faut savoir se replier et maintenir les cadres fermes afin de profiter de la prochaine vague et d'avanc-

49 NDLR: la ligne interne ne peut pas être construite en dehors de sa dialectique avec la ligne externe

er plus loin, vers l'objectif fondamental du parti dans la première phase révolutionnaire, la prise du pouvoir.

Et il est logique que ce parti soit un parti de classe. Un parti marxiste-léniniste ne pouvait pas ne pas l'être : sa mission est de chercher le chemin le plus court vers la dictature du prolétariat, et ses militants les plus précieux, ses cadres dirigeants et sa tactique, viennent du cœur de la classe ouvrière.

Il est inconcevable que l'on commence la construction du socialisme avec un parti de la classe bourgeoise, avec un parti qui compterait parmi ses membres un bon nombre d'exploiteurs qui auraient pour tâche de fixer sa ligne politique. Il est évident qu'un tel groupement ne peut diriger la lutte que dans une phase de libération nationale, jusqu'à certains niveaux et dans certaines circonstances. Dans la phase suivante, la classe révolutionnaire deviendrait réactionnaire et de nouvelles conditions se présenteraient qui amèneraient nécessairement le parti marxiste-léniniste au premier plan en tant que leader de la lutte révolutionnaire. Aujourd'hui, du moins en Amérique, il est pratiquement impossible de parler de mouvements de libération dirigés par la bourgeoisie. La révolution cubaine a polarisé les forces ; face à l'alternative : peuple ou impérialisme, les bourgeoisies nationales faibles choisissent l'impérialisme et trahissent définitivement leur pays. Ainsi, la possibilité d'une transition pacifique vers le socialisme dans cette partie du monde s'évanouit presque complètement.

Si le parti marxiste-léniniste est capable de prévoir les phases historiques successives et de se transformer en drapeau et en avant-garde d'un peuple avant même d'avoir liquidé la phase de libération nationale - dans l'hypothèse des pays colonisés -, alors ce parti aura rempli une double mission historique et pourra affronter les tâches de construction du socialisme avec plus de force, plus de prestige auprès des masses.

La deuxième partie concerne l'expérience cubaine, une expérience fructueuse pour tout ce qui est nouveau, pour tout ce qui est vigoureux

dans cette époque de développement de la révolution américaine, ainsi que pour la richesse des leçons tirées de ses erreurs, analysées et corrigées publiquement, au contact des masses et devant l'opinion publique.

Les discours du camarade Fidel sur les PURSC et les méthodes de travail des RIO (Organisations révolutionnaires intégrées) sont particulièrement importants, car ils définissent deux étapes fondamentales de notre développement. Dans le premier, nous avons la confession franche d'un vrai révolutionnaire qui a atteint le sommet de la parabole ascendante de l'évolution de sa pensée et proclame sans aucun doute, à la face du monde, sa profession marxiste-léniniste. Mais il le fait, non pas comme une simple affirmation verbale, mais en expliquant les traits et les faits les plus saillants de l'évolution du dirigeant, de l'évolution du mouvement et du parti vers la formation du PURSC.

En s'analysant lui-même, le camarade Fidel reconnaît la quantité de conceptions rétrogrades que son environnement lui avait inculquées ; il nous raconte comment il a instinctivement lutté contre ces conceptions et s'est forgé dans la lutte ; il parle de ses doutes, explique pourquoi et comment ils ont été résolus.

Dans sa première phase, le Mouvement du 26 juillet a constitué quelque chose de difficile à définir ; Fidel Castro, le héros de la Moncada, déjà prisonnier sur l'île de Pinos, a entraîné un groupe de volontaires qui ont entrepris d'atteindre les côtes de la province d'Oriente, d'attiser le feu révolutionnaire dans la province et de la séparer dans un premier temps du reste de l'île, ou, si les conditions objectives le permettaient, d'avancer irrésistiblement jusqu'à La Havane elle-même, dans une succession de victoires plus ou moins sanglantes.

La réalité nous a frappés de plein fouet : nous ne réunissions pas toutes les conditions subjectives nécessaires à la réalisation de ce dessein, nous n'avions pas suivi toutes les règles de la guerre révolutionnaire que nous allions apprendre plus tard avec notre sang et celui de nos frères au cours de deux années de lutte acharnée. Nous avons été vain-

cus, et c'est alors que l'histoire la plus importante de notre mouvement a commencé. C'est à ce moment-là que sa véritable force, son véritable mérite historique se sont manifestés ; nous avons réalisé les erreurs tactiques que nous avons commises et le fait qu'il manquait certains facteurs subjectifs essentiels ; le peuple était conscient de la nécessité d'un changement radical, mais il lui manquait la certitude que cela était possible. Créer cette possibilité était notre tâche, et sur la Sierra Maestra a commencé le long processus qui a servi de catalyseur à tout le mouvement de l'île, et qui a provoqué des ouragans et des incendies révolutionnaires ininterrompus dans tout le pays.

Les faits commencent à démontrer que l'armée révolutionnaire, avec la foi et l'enthousiasme du peuple correctement dirigés, dans des conditions favorables à la lutte, peut continuer à augmenter ses forces par une conduite astucieuse des opérations et, un jour, détruire l'armée ennemie. C'est une grande leçon de notre histoire. Avant la victoire, l'équilibre des forces s'était progressivement modifié pour devenir beaucoup plus favorable au mouvement révolutionnaire ; nous avons créé les conditions subjectives nécessaires au changement souhaité et provoqué la crise de pouvoir indispensable au changement lui-même. L'Amérique fait une nouvelle expérience révolutionnaire, elle montre que les grandes vérités du marxisme-léninisme se réalisent toujours ; dans ce cas, elle montre que la mission des dirigeants et des partis est de créer toutes les conditions nécessaires à la prise du pouvoir et non pas de devenir de nouveaux spectateurs de la vague révolutionnaire qui naît au sein du peuple.

En même temps, l'expérience cubaine, en démontrant la nécessité pour les noyaux armés qui défendent la souveraineté populaire d'être à l'abri de la surprise, de l'attaque, du risque d'être anéantis, indique l'importance que la lutte armée se déroule sur le terrain le plus favorable à la guérilla, c'est-à-dire dans les zones les plus accidentées des régions rurales. C'est une autre contribution de la révolution à notre lutte pour l'émancipation américaine ; de la campagne, elle envahit la ville, avec une croissance progressive, créant le mouvement révolutionnaire qui

culmine à La Havane.

Dans un autre passage, Fidel nous dit clairement : une condition essentielle pour le révolutionnaire est de savoir interpréter la réalité. Se référant à la grève d'avril, il explique qu'à l'époque, nous n'avons pas su l'interpréter et que c'est pour cela que nous avons subi une catastrophe. Pourquoi la grève d'avril a-t-elle été déclarée ? Parce qu'il y avait au sein du mouvement une série de contradictions que nous appelons : Sierra-Llano, et qui se manifestaient dans l'analyse que chacune des deux ailes faisait des éléments considérés comme fondamentaux pour décider de la lutte armée, éléments qui étaient diamétralement opposés.

La Sierra était déterminée à vaincre l'armée autant de fois que nécessaire, à gagner bataille après bataille, à s'emparer de son armement, et à arriver un jour à la prise du pouvoir avec son Armée Rebelle. Llano voulait une lutte armée générale dans tout le pays, qui devait se terminer par une grève générale révolutionnaire qui chasserait la dictature de Batista et établirait le gouvernement des "civils", transformant la nouvelle armée en une armée "apolitique".

L'affrontement entre ces deux thèses était permanent et ne garantissait certainement pas l'unité de commandement nécessaire dans de tels moments. La grève d'avril fut préparée et déclarée par Llano avec le consentement de la direction de la Sierra, qui ne se sentait pas en mesure de l'empêcher bien qu'elle eût de sérieux doutes sur son issue, et avec les réserves expresses du Parti Socialiste Populaire, qui avait averti du danger à l'époque. Les commandants révolutionnaires sont descendus sur le Llano pour aider la grève et Camilo Cienfuegos, notre inoubliable chef d'armée, a commencé à faire ses premières incursions dans la région de Bayamo.

Ces contradictions ont une racine plus profonde qu'une divergence tactique : l'Armée Rebelle est maintenant idéologiquement prolétarienne et pense en termes de classe privée de ses droits ; le Llano continue d'être petit-bourgeois, fortement influencé par l'environnement dans

lequel il opère et avec de futurs traîtres dans sa direction.

Il s'agissait d'une lutte mineure pour le contrôle interne dans le cadre de la grande lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Les événements récents en Algérie s'expliquent clairement par analogie avec la révolution cubaine : l'aile révolutionnaire ne se laisse pas évincer du pouvoir et le défend dans son intégralité, l'armée de libération est la véritable représentante de la révolution triomphante.

Des affrontements se produisent périodiquement et l'unité de commandement n'est réalisée (mais pas encore acceptée par tous) que lorsque Fidel est nommé premier ministre, quelques mois après la victoire de la révolution. Jusque-là, qu'avions-nous fait ? Nous avons gagné, comme le dirait Fidel, le droit de commencer. Nous venions de terminer une phase dont l'objectif était la lutte à mort contre le système cubain, incarné par le dictateur Batista, mais le fait même de suivre constamment une ligne révolutionnaire visant à améliorer l'état de notre société et à la libérer autant que possible de toutes les entraves économiques, nous a nécessairement conduits à une lutte frontale avec l'impérialisme.

L'impérialisme a été un facteur très important dans le développement et l'approfondissement de notre idéologie ; chaque coup qu'il nous infligeait exigeait une réponse ; chaque fois que les Yankees, avec leur arrogance habituelle, réagissaient en prenant une mesure contre Cuba, nous devions prendre la contre-mesure nécessaire, et c'est ainsi que la révolution est devenue de plus en plus consciente.

Le Parti socialiste populaire a fait partie de ce front et les camarades de l'ancienne milice révolutionnaire, ainsi que les camarades issus de la lutte dans la Sierra, ont commencé à fusionner. Déjà à l'époque, Fidel nous mettait en garde contre certains dangers du sectarisme, critiquant ceux qui faisaient étalage de leurs quinze ou vingt ans de milice révolutionnaire et du sectarisme des barbares de la Sierra ou des combattants de la ville au nez et à la barbe des autres.

Dans la période de la lutte armée, il y avait un groupe de camarades qui essayaient de défendre le mouvement contre le caudillisme apparent du camarade Fidel et ils ont commis l'erreur qui se répétera plus tard dans la phase du sectarisme, de voir dans les grands mérites du leader de la révolution et ses indéniables capacités de leadership, un individu dont la seule préoccupation était de s'assurer le soutien inconditionnel des siens et d'établir un système de caudillisme. Il s'agissait d'une lutte basée sur de faux principes menée par un groupe de camarades, une lutte qui ne s'est pas terminée le 1er janvier ou lorsque Fidel a pris ses fonctions de premier ministre, mais bien plus tard, lorsque l'aile droite du 26 juillet a été anéantie. Ainsi sont tombés, parce qu'ils se sont opposés à la volonté du peuple, Urrutia, Miró Cardona, Ray, Hubert Matos, David Salvador, et bien d'autres traîtres.

Après la victoire complète contre l'aile droite, le besoin s'est fait sentir de structurer un parti : le PURSC, l'expression du marxisme-léninisme dans la nouvelle situation de Cuba. Ce parti devait être un organisme lié aux masses, composé de cadres rigoureusement choisis, doté d'une organisation à la fois centralisée et élastique et, pour ce faire, nous nous sommes aveuglément appuyés sur l'autorité acquise au cours de nombreuses années de lutte par le Parti socialiste populaire, en renonçant presque complètement à nos critères d'organisation. Cela a progressivement créé une série de conditions telles que les fruits du sectarisme ont mûri.

Dans la phase de structuration du parti, le camarade Anibal Escalante était chargé de l'organisation : une phase noire, heureusement très courte, de notre développement a alors commencé. Nous nous sommes trompés dans les méthodes de direction ; le parti a perdu son caractère essentiel, c'est-à-dire le lien avec les masses, il a abandonné la pratique du centralisme démocratique, il a perdu l'esprit de sacrifice. En recourant parfois à de véritables tours de passe-passe, les postes de direction ont été attribués à des personnes sans expérience ni mérite, simplement parce qu'elles s'étaient adaptées à la situation du moment.

Les OIR perdent leur fonction de moteur idéologique - et, à travers cette fonction, celle de contrôler l'ensemble de l'appareil productif - et finissent par devenir un appareil administratif ; dans ces conditions, la fonction des camarades, qui doivent venir des provinces pour exposer les problèmes qui s'y posent, est complètement perdue, car ceux qui doivent critiquer le travail des fonctionnaires administratifs sont précisément les chefs de cellule qui remplissent la double fonction du parti et de l'administration publique.

La période des malentendus, des erreurs grossières et des transpositions mécaniques est heureusement terminée ; les vieilles fondations sur lesquelles reposait cette naissance anormale du sectarisme se sont effondrées.

Face aux critiques, la décision de la direction nationale dirigée par Fidel a été de revenir aux masses, de faire appel aux masses, et c'est ainsi qu'a été institué le système de consultation de tous les centres de travail pour l'élection de travailleurs exemplaires par les masses et la possibilité d'être choisis pour intégrer les cellules du parti, d'un parti intimement uni aux masses.

L'un des changements intervenus dans le parti concernait la réforme du système éducatif, qui récompensait, non pas, comme par le passé, les amis, les "illustres", les "docteurs en marxisme", mais les meilleurs travailleurs, les hommes qui, par leur attitude envers la révolution, leur travail quotidien, leur enthousiasme et leur esprit de sacrifice, démontraient qu'ils possédaient les qualités supérieures d'un membre de la direction du parti.

Dans cet esprit, tous les critères de direction ont été modifiés et une nouvelle ère de revigoration du parti et de ses méthodes commence, une voie large et lumineuse de construction socialiste s'ouvre devant nous, que le parti a pour tâche de guider. Une orientation qui ne sera pas celle des ordres mécaniques et bureaucratiques, celle du contrôle strict et sectaire, celle de la réalisation des choses, celle des conseils qui

doivent être suivis parce qu'ils sont une expression verbale et non parce qu'ils constituent un exemple vivant, celle du privilège des idées ou de l'histoire passée.

Le parti de l'avenir sera intimement lié aux masses et y puisera les grandes idées qui seront ensuite transformées en directives concrètes ; un parti qui appliquera rigoureusement sa discipline selon les règles du centralisme démocratique et, en même temps, un parti dans lequel la discussion, la critique et l'autocritique seront toujours ouvertes, afin d'améliorer continuellement le travail. Ce sera à ce stade un parti de cadres, d'hommes de valeur, qui devront remplir leur tâche dynamique de contact avec le peuple, de transmission des expériences aux sphères supérieures, de transmission de directives concrètes aux masses et de mise en route à leur tête. Premiers dans l'étude, premiers dans le travail, premiers dans l'enthousiasme révolutionnaire, premiers dans le sacrifice, à tout moment les cadres de notre parti doivent être meilleurs, plus purs, plus humains que tous les autres.

Parce que nous devons toujours nous rappeler que le marxisme n'est pas une machine automatique et fanatique, dirigée, comme une torpille, au moyen d'auto-commandes vers un objectif déterminé. Fidel aborde expressément ce problème dans l'un de ses discours : "Qui a dit que le marxisme est le renoncement aux sentiments humains, à la camaraderie, à l'amour du camarade, au respect du camarade ? Qui a dit que le marxisme n'avait pas d'âme, pas de sentiments ? Si c'est l'amour de l'homme qui a engendré le marxisme, c'est l'amour de l'homme, de l'humanité, c'est le désir de combattre la misère du prolétariat, le désir de combattre la misère, l'injustice. C'est l'amour de l'homme, de l'humanité, le désir de combattre la misère, le calvaire et l'exploitation continue dont souffre le prolétariat, qui a fait surgir le marxisme de l'esprit de Karl Marx, au moment même où le marxisme pouvait surgir, au moment où une possibilité réelle et, plus qu'une possibilité réelle, la nécessité historique de la révolution sociale dont Karl Marx a été l'interprète. Mais qu'est-ce qui a fait de lui l'interprète, sinon la richesse du sentiment humain d'hommes comme lui, comme Engels, comme Lénine ?

Ces déclarations de Fidel sont fondamentales pour le militant du nouveau parti ; souvenez-vous-en toujours, camarades, gravez-les dans votre mémoire comme votre arme la plus efficace contre toutes les déviations. Le marxiste doit être le meilleur, le plus droit, le plus complet des êtres humains, mais toujours, avant tout, un être humain ; un militant d'un parti qui vit et vibre au contact des masses ; un guide qui transforme en directives concrètes les désirs parfois obscurs des masses ; un travailleur infatigable, qui donne tout à son peuple, un travailleur qui met de manière désintéressée ses heures de repos, sa tranquillité personnelle, sa famille ou sa vie au service de la révolution, mais qui ne s'éloigne jamais de la chaleur du contact humain.

Sur la scène internationale, notre parti a des devoirs très importants : nous sommes le premier pays socialiste d'Amérique, un exemple à suivre pour les autres pays, une expérience vivante à recevoir par les autres pays frères, une expérience vivante qui évolue constamment, montrant tous ses succès et toutes ses erreurs à l'opinion publique. Ainsi, son exemple est avant tout un enseignement et n'aspire pas à être élevé uniquement devant ceux qui ont fait profession de foi marxiste-léniniste, mais devant les masses populaires d'Amérique.

La Deuxième Déclaration de La Havane est un guide pour le prolétariat, la paysannerie et les intellectuels révolutionnaires d'Amérique. Nous devons être dignes du rôle que nous avons, nous devons travailler chaque jour en pensant à notre Amérique, et renforcer de plus en plus les bases de notre Etat, son organisation économique et son développement politique, afin de pouvoir, par nos progrès, convaincre de plus en plus les peuples d'Amérique de la possibilité pratique d'entamer la voie du développement socialiste dans la phase actuelle des rapports de forces intentionnels.

Tout cela, sans oublier que notre capacité émotionnelle face aux abus des agresseurs et à la souffrance des peuples ne peut se limiter aux seules frontières de l'Amérique, ni même à l'Amérique et aux pays socialistes réunis ; nous devons pratiquer un véritable internationalisme

prolétarien, ressentir comme une offense personnelle toute agression, toute offense, toute action qui va à l'encontre de la dignité de l'homme, de son bonheur, où que ce soit dans le monde.

Nous, les militants d'un nouveau parti, dans une nouvelle région libre du monde et dans une nouvelle condition, devons toujours brandir le même étendard de la dignité humaine que notre Martí, le guide de nombreuses générations, présent aujourd'hui avec sa fraîcheur habituelle dans la réalité de Cuba : *"tout homme véritable doit sentir sur sa joue la gifle donnée sur la joue de n'importe quel homme"*¹.



1 Il s'agit d'une citation de José Martí, reprise à plusieurs reprises par le Che.

POURQUOI NOUS NOUS SOMMES SÉPARÉS DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Mario Roberto Santucho, (1973)

Lors de sa réunion de juillet, le Comité exécutif du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) a voté, par référendum de notre 6e Congrès, la résolution de se séparer de la Quatrième Internationale.

Pour que nos camarades lecteurs comprennent mieux cette décision importante, nous souhaitons rassembler dans cette note les principaux éléments qui l'ont motivée.

Le cinquième congrès de notre organisation a voté, entre autres résolutions, le maintien de l'adhésion à la Quatrième Internationale, ce contre quoi plusieurs membres du congrès s'étaient prononcés. Par la suite, pour mieux comprendre le sens de ce vote, le Comité central a chargé le camarade Miguel de résumer dans un procès-verbal les points de vue défendus par la majorité dans le débat du Congrès, qui a été inclus dans la brochure diffusant ses résolutions.

Nous reprenons de ce procès-verbal quelques paragraphes centraux : "Notre point de vue est que depuis l'expérience léniniste de la IIIe

Internationale, la nécessité d'un Parti révolutionnaire international pour centraliser la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme dans le monde entier est devenue plus claire que jamais, une nécessité qui est chaque jour plus pressante en raison des caractéristiques de l'époque dans laquelle nous vivons, avec le capitalisme rigidement centralisé sous l'égide de l'impérialisme américain, la lutte révolutionnaire qui se déroule sur certains théâtres avec un contenu et une forme internationaux (Asie du Sud-Est) et l'inter-influence notoire des différents processus révolutionnaires, anticapitalistes et anti-impérialistes qui se développent dans chaque pays, dans chaque région et sur chaque continent”.

“Le mouvement trotskiste, il faut le préciser, regroupe des secteurs hétérogènes. Des aventuriers contre-révolutionnaires qui utilisent leur bannière pour la prostituer aux révolutionnaires conséquents”.

“...il faut bien comprendre qu'en fait, la IVe Internationale a d'énormes limites et une tradition dont on peut difficilement se prévaloir”.

Nous pouvons résumer la situation en disant que la tâche historique de maintenir en vie l'internationalisme léniniste, de préserver et de développer la théorie et la pratique de la révolution permanente, a dû être assumée dans les conditions de la prédominance absolue du stalinisme, par de petits cercles d'intellectuels révolutionnaires dont la marginalisation réelle par rapport à l'avant-garde prolétarienne et aux masses - malgré d'importants efforts pour les pénétrer - a empêché leur prolétarianisation et a donné un caractère petit-bourgeois au mouvement trotskiste”. Cette réalité a déterminé que la contribution de la IVe Internationale au mouvement révolutionnaire mondial se limitait au rôle non négligeable de gardienne des aspects essentiels du marxisme-léninisme abandonnés et foulés aux pieds par le stalinisme, et loin de jouer un rôle révolutionnaire pratique important, elle est tombée dans le réformisme et l'ultra-gauche à de nombreuses reprises et a même servi de refuge à toutes sortes d'aventuriers contre-révolutionnaires, conséquence et, à son tour, cause de la marginalisation dont nous avons parlé”.

“Mais le processus de renouvellement et de développement auquel nous nous référons, et qui montre une grande force, implique nécessairement une transformation de l’Internationale et de ses partis dans une direction prolétarienne.

Il implique un changement radical dans sa composition sociale, un abandon progressif des caractéristiques petites-bourgeoises encore dominantes, une participation pleine et entière aux diverses révolutions nationales. L’avenir du mouvement trotskyste dépend de la capacité de l’Internationale, de ses partis nationaux, à assimiler cette transformation, à la réaliser consciemment et de façon ordonnée”¹.

Il nous appartient maintenant d’analyser si l’Internationale et ses partis ont été capables d’assimiler et de développer cette transformation. Mais revenons d’abord brièvement sur l’historique de l’Internationale.

L’ÉMERGENCE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Après son expulsion de l’Union soviétique en 1929, Léon Trotsky a commencé à donner une forme internationale à l’opposition qu’il avait développée contre le stalinisme.

A cette tâche accomplie par le grand combattant révolutionnaire, il faut attribuer le mérite d’avoir maintenu en vie les bannières léninistes de l’internationalisme révolutionnaire et de la démocratie prolétarienne, d’avoir développé une critique cohérente et généralement correcte des graves erreurs du stalinisme qui ont contribué à la frustration de la révolution en Europe, et d’avoir essayé avec ténacité de construire une nouvelle avant-garde prolétarienne. Mais il convient également de souligner une erreur capitale, qui a contribué de manière décisive à l’échec de ce projet de développement d’une nouvelle avant-garde révolutionnaire à l’échelle mondiale.

Léon Trotsky, accroché aux traditions révolutionnaires du marxisme

¹ Mis en évidence par El Combattiente.

en Europe, n'a pas saisi tout le sens de la définition de Lénine selon laquelle "la chaîne impérialiste se brise à son maillon le plus faible" et n'a pas tiré toutes les conséquences de sa propre théorie de la Révolution Permanente. Il n'a pas compris, en somme, que l'axe de la révolution mondiale s'était déplacé vers les pays coloniaux et dépendants.

Il n'a pas compris que, tandis qu'en Europe la révolution stagnait et reculait, en Asie, en revanche, elle continuait à se développer vigoureusement, sous la conduite de partis et d'hommes qui, bien que formellement membres de la Troisième Internationale stalinienne, étaient capables de maintenir vivantes la théorie et la pratique du marxisme-léninisme, de construire de solides organisations prolétariennes d'avant-garde, de se placer à la tête des masses opprimées de leurs pays et de les conduire enfin à la victoire sur le capitalisme impérialiste.

Ses disciples chinois, par exemple, ont à maintes reprises attiré son attention sur la direction correcte de la guerre révolutionnaire par Mao Tsé-toung, en s'appuyant sur les masses paysannes opprimées. Mais Trotsky attendait tout des travailleurs urbains et se méfiait des armées paysannes dirigées par le parti communiste chinois.

Au Viêt Nam, il existe un parti trotskiste, relativement fort et prestigieux parmi les masses, qui, en 1936, se présente aux élections sur un front uni avec le Parti communiste indochinois. Peu après, cependant, une scission se produit et les trotskystes vietnamiens entrent en confrontation ouverte avec le parti de Ho-Chi-Minh au moment où celui-ci commence à développer le mouvement de guérilla.

Trotsky n'accorde que peu d'attention à ces faits importants, alors qu'il consacre un temps démesuré aux querelles et problèmes mesquins de ses partisans européens, notamment français.

"Les petits groupes qui ne peuvent s'attacher à aucun mouvement de masse sont rapidement la proie de la frustration. Quelle que soit leur intelligence et leur vigueur, s'ils ne trouvent pas d'application pratique

à l'une ou à l'autre, ils sont condamnés à gaspiller leurs forces dans des querelles scolastiques et des animosités personnelles intenses qui conduisent à des scissions sans fin et à des anathèmes réciproques. Une certaine quantité de ces querelles sectaires a, bien sûr, caractérisé le progrès de tout mouvement révolutionnaire. Mais ce qui distingue le mouvement vital de la secte aride, c'est que le premier trouve à temps, alors que la seconde ne le trouve pas, le passage salutaire des querelles et des divisions à une véritable action politique de masse."

"Des dissensions semblables, dans lesquelles il est pratiquement impossible de séparer le personnel du politique, sont devenues un mal chronique de la plupart, sinon de tous les groupes trotskystes ; l'exemple français était contagieux parce que, entre autres raisons, Paris était devenu le centre du mouvement trotskyste international et qu'il n'y avait pas d'opposition entre les deux. Les personnalités, en règle générale, avaient si peu de poids, les motifs de dissension étaient si insignifiants et les disputes si fastidieuses que même la participation de Trotsky ne leur conférait pas une importance suffisante pour mériter une place dans sa biographie"

Le principal biographe trotskiste de la biographie de Trotsky est l'auteur.

Le principal biographe de Trotski reflète ainsi, en toute précision, les caractéristiques du trotskisme au moment de son émergence et qui constitueraient chez lui un mal endémique. Ce que Deutscher ne précise pas, bien que cela ressorte clairement de ses propos, c'est la racine de classe de ces caractéristiques. Elles constituent une manifestation très claire de l'individualisme petit-bourgeois, caractéristique des intellectuels révolutionnaires non prolétariés par le développement du parti. C'est pourquoi nous trouvons, comme Deutscher le souligne à juste titre, de telles caractéristiques dans les débuts de tout mouvement révolutionnaire, lorsque les intellectuels constituent la majorité ou la totalité du militantisme.

Mais lorsque l'avant-garde ouvrière pénètre dans ses rangs et y appose

sa marque de classe, l'organisation et ses composantes non ouvrières se prolétarisent et la "saine transition vers l'action politique de masse" s'opère.

Le trotskisme n'a pas été en mesure d'effectuer une telle transition pour les raisons mentionnées ci-dessus. Alors que Trotsky concentrait ses efforts en Europe, et que "de telles frivolités dévoraient une grande partie de son temps et de ses nerfs", en Chine, au Vietnam, en Corée, les masses luttèrent fermement contre l'impérialisme, forgeant leurs organisations prolétariennes dans la guerre. Combien plus utile aurait été la contribution de Trotsky là-bas, son expérience inestimable, chérie au cours d'années de militantisme révolutionnaire, tempérée dans la Révolution d'Octobre et la Guerre Civile !

Ainsi, alourdi par le triple fardeau du recul des masses en Europe, de la persécution stalinienne et de ses propres erreurs, le trotskisme a continué à se développer en marge de la pratique réelle de la lutte des classes.

Et c'est précisément dans ces circonstances qu'est née la Quatrième Internationale, fondée en 1938. Laissons Deutscher s'exprimer à nouveau :

Pendant tout l'été 1938, Trotsky est occupé à préparer le "Projet de programme" et les résolutions pour le "Congrès constitutif" de l'Internationale. En réalité, il ne s'agissait que d'une petite conférence de trotskystes qui s'est tenue chez Alfred Rosiner à Périgny, un village près de Paris, le 3 septembre 1938. Il y avait 21 délégués présents qui prétendaient représenter des organisations de 11 pays".

Naville présente le "rapport d'activité" qui doit justifier la décision des organisateurs de proclamer la fondation de la IV^e Internationale. Sans le vouloir, Naville révèle que l'Internationale n'est qu'une fiction : aucun de ses prétendus Exécutifs et Bureaux internationaux n'a pu travailler au cours des dernières années. Les "sections" de l'Internationale ne

comptaient que quelques dizaines ou, tout au plus, quelques centaines de membres chacune.”³

Du vivant de Trotsky, la IVe parvient à maintenir une certaine unité d’action. Après son assassinat le 20 août 1940, les disputes et les scissions deviennent incessantes et atomisent l’organisation.

Cependant, après le 20e congrès du PC soviétique, au cours duquel Khrouchtchev lui-même a dénoncé les crimes de Staline, le trotskisme a connu un certain renouveau.

Lors de notre cinquième congrès, nous avons déclaré : “La résurgence du trotskisme depuis la défenestration de Staline en URSS s’est polarisée dans la IVe Internationale à laquelle nous appartenons, laissant de côté presque tous les groupes aventuristes et contre-révolutionnaires qui se réclament du trotskisme. Reconnu par le Parti communiste de l’Union soviétique lui-même pour les aspects négatifs de Staline, cela a constitué une confirmation spectaculaire des racines saines et correctes du mouvement trotskyste et a favorisé deux processus simultanés : (a) la réunification de la majorité du mouvement trotskyste, alors très atomisé, affaibli et discrédité, concrétisée par le Congrès de réunification de la IVe Internationale de 1963 ; (b) la revitalisation du trotskysme par la double voie d’un prestige nouveau et plus large, qui a rendu possible l’entrée dans ses rangs de la jeunesse révolutionnaire et du transfert de l’axe de lutte de la confrontation et de la dénonciation du stalinisme (....) à la révolution contemporaine.” (Procès-verbal cité).

Les espoirs que nous placions alors dans la prolétarianisation et le renouveau du trotskisme ont été frustrés. Les manifestations les plus claires de cette frustration sont de trois ordres : la composition de classe de la IVe, l’activité fractionnelle développée contre notre Parti et le maintien de positions théoriques qui s’éloignent du marxisme-léninisme.

PETITE-BOURGEOISIE ET FACTIONNALISME

La composition de classe de la IVe peut être facilement évaluée par la composition et l'orientation politique de ses deux plus grands partis : le Socialist Worker's Party (SWR) américain et la Ligue Communiste de France (LCF).

Le SWP est un parti qui compte dans ses rangs quelques milliers de militants d'origine petite-bourgeoise, intellectuels, professionnels et étudiants. Il n'a que peu ou pas de liens avec la classe ouvrière et son activité principale se situe dans les cercles intellectuels et dans les mouvements "marginaux", comme le mouvement de libération des femmes. Pendant de nombreuses années, ils ont constitué l'aile droite de l'Internationale. D'autre part, il est significatif en soi que le parti le plus puissant de l'Internationale se soit développé dans le pays le plus réactionnaire du monde, alors que ses forces sont insignifiantes dans tous les pays coloniaux et dépendants.

La LCF est une organisation d'environ 2.300 membres, dont 10 % d'ouvriers, 20 % d'employés ou de professions libérales et 70 % d'étudiants. Sa seule intervention majeure dans la lutte des classes en France a été les mobilisations de 1968.

Une partie de la direction de ce parti est précisément celle qui a mené un travail fractionnel contre notre organisation en 1971 et 1972. Nous ne nous attarderons pas ici sur cette dernière question, puisque nous avons déjà publié une brochure d'information à ce sujet.

Il suffit de rappeler que cela a abouti à la formation du groupe qui tente aujourd'hui d'usurper le nom de notre Parti et de l'Armée Populaire Révolutionnaire en y ajoutant l'adjectif "Fraction Rouge".

Il est plus important de traiter ici des profondes différences idéologiques qui reflètent le caractère petit-bourgeois de la IVe Internationale et constituent la toile de fond des activités contre notre Parti, tout en mar-

quant l'impossibilité de continuer à travailler à la construction d'une organisation révolutionnaire prolétarienne internationale dans le cadre de la IV^e Internationale.

A) DÉFINITION IDÉOLOGIQUE

Pour nous, le socialisme scientifique, théorie révolutionnaire du prolétariat, a été élaboré principalement par Marx et Engels. Lénine a apporté à cette théorie des contributions essentielles, notamment la théorie scientifique du parti révolutionnaire, qui justifient pleinement la désignation du socialisme scientifique comme marxisme-léninisme.

Mao Tse-Tung, Ho-Chi-Minh, Giap, Le Duan, Kim-II-Sung, Fidel Castro et Che Guevara ont apporté de grandes contributions au marxisme-léninisme au cours de leur expérience en tant que dirigeants de la révolution dans leur pays, en particulier en ce qui concerne la théorie de la guerre révolutionnaire et la construction du socialisme. Léon Trotsky a lui aussi apporté de précieuses contributions, notamment en ce qui concerne la théorie de la révolution permanente et la caractérisation de la bureaucratie et du fascisme. D'autres contributions mineures peuvent être trouvées chez Antonio Gramsci et d'autres, et chez tous ceux qui, à tort ou à raison, ont lutté et luttent pour le triomphe de la révolution socialiste. Mais aucune de ces contributions ne justifie plus le changement d'appellation de la théorie scientifique de la classe ouvrière.

Il ne s'agit pas seulement d'une question de noms, mais la IV^e Internationale, en affirmant que le trotskisme "est le léninisme de notre temps", sous-évalue les contributions des autres révolutionnaires et traite la pensée de Trotski en bloc, en niant ses erreurs. Ils manquent ainsi d'orientations correctes sur un certain nombre de questions, notamment celles liées à la lutte armée.

B) CARACTÉRISATION DES RÉVOLUTIONNAIRES VIETNAMIENS ET CUBAINS

La IV nie le caractère des camarades vietnamiens et cubains en tant que véritables partis marxistes-léninistes complets. Nos factionnaires sont allés jusqu'à les qualifier de "partis à base élargie" dans le style du parti social-démocrate allemand, tout en présentant la Ligue communiste de France comme un modèle de construction de parti à notre époque. C'est manifestement ignorer l'ABC du marxisme, qui fonde toutes les caractérisations sur la pratique. Et personne ne peut douter de ce que les Vietnamiens et les Cubains ont fait dans le domaine de la pratique révolutionnaire.

C) LA LUTTE DES CLASSES DANS LE PARTI

Il s'agit d'un point complexe et important, dans lequel les méthodes de construction d'une organisation véritablement prolétarienne, le centralisme démocratique et les moyens de connaissance du Parti sont imbriqués dans un même faisceau.

Commençons par ces derniers. Un parti révolutionnaire, pour être tel, doit connaître la réalité dans laquelle il évolue. La source de cette connaissance, comme Marx, Lénine et tous les révolutionnaires l'ont enseigné à maintes reprises, est la pratique elle-même, l'activité de transformation du monde. C'est-à-dire, dans le cas des révolutionnaires, l'activité visant à transformer les structures de la société.

La pratique est, à son tour, guidée par la théorie, par le marxisme-léninisme, qui n'est rien d'autre que l'accumulation de l'ensemble des expériences pratiques de la révolution et des éléments d'analyse scientifique de la société, qui émergent de l'ensemble de la pratique sociale.

Mais, en même temps, la théorie, le marxisme-léninisme, n'est pas une méthode abstraite, un outil qui peut être utilisé à n'importe quelle fin, comme, par exemple, les notes de musique sont utilisées indistinctement pour composer un tango ou une zamba.

L'utilisation correcte de la théorie dépend du "point de vue" avec lequel elle est appliquée. Ce n'est qu'en se plaçant du point de vue du prolétariat, la classe à laquelle correspond une telle idéologie et une telle théorie scientifique de la révolution, que l'on peut obtenir un résultat correct.

Maintenant, au cours de l'activité révolutionnaire, des opinions différentes apparaîtront parmi les camarades sur n'importe quelle question. C'est logique et juste. Ces divergences d'opinion reflètent les différentes expériences de chaque camarade. Il est normal qu'un ouvrier de Tucuman et un ouvrier de Cordoba, un camarade qui travaille dans une grande usine et un camarade qui travaille dans un petit atelier, un camarade qui travaille dans une usine de viande et un camarade qui travaille dans une usine chimique, n'aient pas la même opinion sur un problème donné.

La confrontation de ces différences d'opinion, par une discussion franche, large, sans entraves d'aucune sorte, permettra alors d'aborder la réalité dans toutes ses nuances, d'arriver à une opinion commune plus juste, plus correcte et plus riche. C'est pourquoi on dit que le Parti est "l'intellectuel collectif" de la Révolution. C'est le pôle de la démocratie dans le centralisme démocratique, l'aspect qui permet l'élaboration juste de la ligne du parti avec la contribution de tous les camarades.

Mais à condition qu'il y ait une réelle "volonté" de parvenir à une opinion commune, que tous ceux qui participent à la discussion le fassent du "point de vue prolétarien", dans l'intérêt supérieur de l'avancement de la révolution.

Lorsque la discussion "s'enlise", lorsque les divergences deviennent irréductibles et se transforment en dures confrontations de nature personnelle, cela signifie que l'une des parties "ne veut pas vraiment" parvenir à un accord. Et si elle ne veut pas se mettre d'accord, c'est qu'elle reflète un "intérêt social", un point de vue "non prolétarien", qui a

pour base matérielle des intérêts bureaucratiques ou petits-bourgeois, introduits dans l'organisation par ses éléments non prolétariens ou, exceptionnellement, par des éléments ouvriers déclassés. De cette façon, ces éléments deviennent la courroie de transmission des pressions de classe hostiles sur l'organisation du prolétariat, et de cette façon, la lutte de classe dans la société dans son ensemble se reflète comme une lutte de classe au sein de l'organisation du prolétariat.

Lorsque ce point est atteint, les contradictions au sein de l'organisation ne peuvent plus être résolues par les moyens habituels de la discussion, de l'autocritique et de la critique, mais doivent être résolues par une liquidation vigoureuse de ces courants non prolétariens : d'abord en les défaisant idéologiquement et politiquement, c'est-à-dire en "soignant le mal, en essayant de sauver le malade", et au cas où ils persisteraient dans leurs positions anti-ouvrières, en les expulsant sans cérémonie du cœur de l'organisation, comme on enlève une tumeur pour qu'elle n'infecte pas la majorité saine de l'organisme.

Il n'est pas toujours facile de détecter correctement et à temps les divergences d'opinion qui se transforment en lutte des classes au sein du parti.

Il est nécessaire de se laisser guider en permanence par l'opinion des travailleurs, de consulter le plus grand nombre d'avis possible afin d'avoir une vision plus large et plus juste de la réalité. Et la pierre de touche pour différencier les courants d'opinion sains des tendances fractionnistes et anti-parti, c'est précisément la pratique, le respect du centralisme démocratique sous ses deux aspects : une large liberté de discussion dans l'élaboration, une discipline centralisée rigoureuse dans l'action.

Si, face à un problème plus complexe que d'autres, une minorité ne dispose pas d'arguments suffisants pour convaincre la majorité de ses positions, et n'est pas à son tour convaincue des positions de la majorité, l'attitude correcte est de se conformer à la discipline de l'organisation,

de continuer à développer le militantisme avec ténacité sur la ligne défendue par la majorité à ce moment-là.

Dans la pratique, les camarades de la minorité pourront alors vérifier la validité des opinions et, si l'opinion de la majorité est correcte, rectifier la leur. Si, au contraire, dans la pratique, l'opinion de la minorité s'avère juste - ce qui s'est parfois produit dans l'histoire de la révolution - c'est dans cette même pratique, exercée de manière loyale et dans le respect de la discipline du parti, que la minorité aura l'occasion de démontrer la justesse de ses positions et obtiendra la rectification opportune de la ligne.

Cela est possible précisément sur la base, comme nous l'avons souligné, d'une vision prolétarienne commune, de l'intention de tous, majorité et minorité, de ne servir que les intérêts de la révolution.

Lorsque l'un des partis a un intérêt social étranger à l'intérêt de la classe ouvrière, lorsqu'il se situe dans une perspective non ouvrière, c'est alors seulement que les différences se cristallisent en tendances fractionnistes, que la discipline et la légalité du parti sont violées et que la lutte des classes dans l'organisation est débattue.

Voilà, en résumé, la position léniniste sur la lutte des classes au sein du parti, que notre organisation a maintenue de manière cohérente sur le plan théorique et pratique.

La IV^e Internationale, en revanche, estime que cette position est "bureaucratique", "stalinienne", que l'étiquette "petit-bourgeois" est utilisée pour persécuter les camarades à l'intérieur du Parti. Ils exigent donc la liberté de former des tendances différenciées permanentes au sein de l'organisation, qui discuteront en permanence de leurs différentes opinions devant "l'opinion publique" du Parti.

La pierre de touche pour caractériser ces courants n'est plus pour eux la pratique effective de l'organisation, mais le débat permanent, la "dis-

cussion continue des idées” avec pour seule exception une conformité formelle de la minorité avec la majorité, allant jusqu’à l’expression publique des différences.

En conséquence, nos fractionnistes ont exigé, comme condition d’adhésion au Parti, un niveau théorique élevé afin de pouvoir participer à ses débats internes permanents. Ils entravaient ainsi l’entrée des cadres ouvriers qui, bien que connaissant parfaitement leurs intérêts de classe par leur pratique et prêts à se battre pour eux, ne peuvent, du fait de leur exploitation, avoir de grandes connaissances théoriques avant d’entrer au parti, et ne peuvent les acquérir qu’au sein du parti.

Cette position n’est pas marxiste, elle n’est pas matérialiste dialectique, mais idéaliste et a une racine de classe nettement petite-bourgeoise.

L’intellectuel petit-bourgeois, qui ne souffre pas directement de l’exploitation et qui aborde la révolution d’un point de vue humaniste, mû par des idées, a une forte tendance à tomber amoureux des idées pour le plaisir des idées, à les traiter de manière abstraite dans une discussion permanente.

Le travailleur, par contre, qui vit l’exploitation au jour le jour, s’intéresse à la discussion et aux idées mais de façon concrète, comme moyen d’améliorer sa pratique afin de mettre fin plus rapidement et plus efficacement à l’exploitation de sa classe et de l’humanité tout entière.

D) L’ÉLABORATION THÉORIQUE

Pour nous, comme pour tout marxiste sérieux, la théorie, dans quelque domaine que ce soit, ne peut émerger que de la pratique. Marx le soulignait déjà dans ses “Thèses sur Feuerbach” : “Les philosophes n’ont fait qu’interpréter le monde de diverses manières, mais il s’agit de le transformer”. (Thèses XI. Publiées en annexe du livre d’Engels Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande classique). La théorie révolutionnaire ne peut donc naître que de la pratique révolutionnaire

et son élaboration ne peut se réaliser que dans le parti révolutionnaire.

La Quatrième Internationale, en revanche, met l'accent sur l'aspect de l'analyse, soutenant que la théorie peut être connue et élaborée en dehors de la pratique et que c'est précisément la fonction d'une direction révolutionnaire internationale.

Certes, nous soutenons également que c'est un devoir de l'internationalisme révolutionnaire de connaître, de donner notre avis et d'"intervenir" dans les révolutions d'autres pays, en échangeant des expériences et un soutien moral et matériel, en coordonnant la lutte contre l'ennemi commun. Mais cela ne peut se faire que sur la base de la pratique de la révolution dans l'autre pays.

En d'autres termes, nous ne pouvons guère donner notre avis sur le Congo, par exemple, s'il n'existe pas de parti frère congolais sur la pratique duquel nous pouvons fonder nos connaissances et notre avis.

CONCLUSION

Comme on le voit, toutes les différences importantes signalées ci-dessus touchent à des aspects capitaux de la lutte révolutionnaire. D'autre part, elles sont toutes intimement liées et ont une seule racine de classe : le caractère petit-bourgeois de la IV^e Internationale, son refus de se prolétarianiser. C'est en tenant compte de cela et de tous les autres aspects que nous avons résumés ici que notre Parti a pris la résolution que nous avons mentionnée au début de cette note.

Cette rupture n'affaiblit pas mais renforce notre détermination inébranlable à lutter pour la construction d'une nouvelle Internationale révolutionnaire, en apportant à cette tâche tout ce qui relève de nos modestes forces.



lunes 2 de diciembre de 1974

No. 45

AL PUEBLO ARGENTINO

EDITORIAL Página 2

Autodefensa y Milicias

Página 7 y 8



MÉTHODE ET POLITIQUES

Mario Roberto Santucho, El Combatiente, (1975)

Notre Parti est résolument engagé dans une campagne énergique pour améliorer la qualité de son action révolutionnaire. Cette préoccupation de notre Parti, fruit de la conscience de sa responsabilité devant notre peuple, s'est multipliée à la lumière des résolutions du Comité central de septembre qui marquent clairement le rôle historique de l'EPR dans la vie de l'Argentine d'aujourd'hui.

Parmi les aspects à améliorer dans cet effort fondamental de perfectionnement, nous voulons aborder ici une question fondamentale : les méthodes d'analyse politique et d'action révolutionnaire. Affronter cette question est d'une grande importance car la formation de chaque personne dans le cadre de l'éducation capitaliste conduit au choix d'une méthode d'analyse et d'action teintée de formalisme qui empêche une compréhension scientifique et correcte des faits et rend inapte à la formulation et à l'exécution de politiques justes face aux différents problèmes de la lutte des classes, ce qui entrave considérablement l'application créative de la ligne du Parti. Chaque camarade qui adhère au Parti apporte avec lui une tendance naturelle" au formalisme, fruit d'années d'éducation à l'école, dans la presse, à la radio et à la télévision, à l'uni-

versité, etc..., tendance qu'il est nécessaire de combattre et d'annuler par l'assimilation du marxisme-léninisme.

Lénine a déclaré, en se référant à l'analyse de classe de la société russe :

L'analyse concrète de la situation et des intérêts des différentes classes doit servir à déterminer le sens exact de cette thèse appliquée à telle ou telle question. Tandis que la méthode de raisonnement inverse, que nous observons assez souvent chez les sociaux-démocrates de droite dirigés par Plekhanov, c'est-à-dire l'aspiration à trouver des réponses à des questions concrètes dans le simple développement logique de la maxime générale sur le caractère fondamental de notre révolution, est un avilissement du marxisme et une simple moquerie du matérialisme dialectique" (Lénine, Prologue au développement du capitalisme en Russie).

FORMALISME VS. MARXISME-LENINISME

Le formalisme de la méthodologie bourgeoise pousse le militant à aborder les problèmes de manière superficielle, à appliquer la ligne du Parti comme une recette dans des situations apparemment similaires. C'est le cas répété du militant qui aborde une tâche de façon schématique, qui, par exemple, connaissant la résolution du Parti de former des groupements légaux ou semi-légaux et des tendances clandestines dans les syndicats, se rend sur un front d'usine pour faire valoir cette ligne sans connaître la situation réelle du front, ou du camarade qui, face à la résolution du Comité d'usine, résout la situation en changeant le nom de la cellule existante. Car le formalisme consiste à se laisser porter par les apparences, sans approfondir la connaissance concrète de la situation et à répondre aux problèmes par des formules préétablies.

Rien de plus étranger à la méthode marxiste-léniniste. La philosophie du prolétariat est, selon la définition de Lénine, "l'analyse concrète des situations concrètes", le déploiement de l'une et l'étude de ses parties contradictoires, un guide pour l'action révolutionnaire. Elle consiste à

utiliser le riche arsenal théorique et politique contenu dans la ligne du Parti qui constitue un outil de premier ordre pour approfondir l'analyse de la réalité concrète du front de masse ou de l'activité révolutionnaire en question et donner des solutions aux problèmes et situations qui se présentent, avec des plans d'activité créatifs et des mesures pratiques d'organisation adaptées à la situation concrète en question.

ÉTUDE ET ACTIVITÉ DU PARTI

Comment éviter le formalisme, comment appliquer correctement la méthode marxiste-léniniste ? Le seul moyen est sans aucun doute l'expérience pratique et l'étude systématique qui permettront d'atteindre à terme une large maîtrise du marxisme-léninisme, de devenir véritablement compétent dans l'application de la philosophie prolétarienne. La maîtrise du marxisme-léninisme n'est pas une question académique consistant à citer de mémoire des textes de Marx ou de Lénine. Le degré de maîtrise de l'idéologie prolétarienne s'éprouve dans la pratique, s'observe dans la manière de résoudre les problèmes de la lutte des classes, et s'acquiert progressivement en harmonisant l'activité révolutionnaire du Parti avec l'étude systématique des classiques.

Cependant, il est possible de donner quelques règles pratiques pour aider les militants dans leur activité quotidienne :

1. s'informer en profondeur sur chaque problème en intériorisant les détails. Sans une information exhaustive et exacte, il est très difficile de trouver la bonne solution. Et cette information doit provenir principalement des masses, grâce au contact étroit de nos militants de base avec les masses.
2. Une fois le problème déterminé, étudier, c'est-à-dire revoir la ligne du Parti sur ce sujet, revoir les articles du Combattant, des Bulletins internes ou des tracts du Parti se référant à des situations similaires, étudier et revoir les textes des classiques, notamment ceux de Lénine, relatifs à ce type de problème.

3. Analyser la situation en étudiant les éléments contradictoires au coup par coup, toujours d'un point de vue de masse, c'est-à-dire en donnant la primauté parmi tous les éléments à l'état d'esprit des masses. S'il s'agit d'une grève, par exemple, il faut étudier les différents éléments, la position de la bureaucratie, la situation de l'entreprise, la situation nationale et surtout l'état d'esprit des masses.

4. Approfondir l'analyse collective de la situation concrète dans la cellule du parti en discutant des propositions tactiques et organiques.

5. Appliquer avec ténacité le plan d'action voté, en l'approfondissant, en l'élargissant et en vérifiant sa justesse au cours de l'activité.

Le marxisme-léninisme est une philosophie scientifique toute puissante parce que sa méthode a résolu le vieux problème de la séparation entre les idées et la réalité. Grâce à la méthode marxiste-léniniste, le prolétariat révolutionnaire est en mesure de comprendre exactement le cours de la réalité sociale, de la lutte des classes, et d'y agir efficacement dans le sens de la révolution sociale, de la juste libération des exploités et des opprimés. Car le marxisme-léninisme, étant basé sur "l'analyse concrète des situations concrètes", s'adapte comme un gant à la vie réelle. Les militants de l'EPR en lutte contre le formalisme et autres pressions idéologiques issues de l'éducation capitaliste, en levant haut les étendards de l'étude et de l'activité du Parti, avanceront doucement, avec simplicité, dans la maîtrise de l'idéologie prolétarienne et élèveront par conséquent la qualité de leur travail révolutionnaire sur le chemin de la vic

Autres livres de Contradiction Editions :

K. Marx & F. Engels:

Sur les ouvriers, la science et la lutte

Mao:

Style communiste

Le Soviet des Chômeurs:

Sergueï Vassilievitch Malysev

La Théorie Marxiste:

Vladimir Lénine

Sur le Mouvement Ouvrier Américain

William Z. Foster:

La précarité et la question raciale

Frantz Fanon et les Problèmes de L'Indépendance:

Nguyễn Nghê

Espace contre ciment

Amadeo Bordiga:

sur les catastrophes 'naturelles' & la modernité capitaliste



Tous les livres peuvent être commandés en ligne en scannant le QR code, ou téléchargés gratuitement sur notre blog.



**Contradiction
Editions**

<https://editioncontradiction.blogspot.com>
contradictioneditions@gmail.com